LA TRAGÉDIE D'ORADOUR

par

Jean-Claude PRESSAC

Essai de reconstitution chronologique du drame s'étant déroulé à Oradour sur Glane, commune de Haute Vienne, le 10 juin 1944 et ayant provoqué la mort de 642 victimes françaises (selon le dictionnaire Larousse), suite à une opération menée par la 3ème compagnie du 1er bataillon du 4ème régiment de grenadiers blindés "Der Führer" de la deuxième division blindée SS "Das Reich" sous les ordres du chef de ce bataillon, le commandant SS Otto Diekmann (souvent noté Dickmann).

La division blindée SS "Das Reich" se compose d'un certain nombre d'unités organiques, dont voici la liste, comparée à celle de la Panzer-Division type 1944:

PANZER-DIVISION - 1944:	SS. PANZER-DIVISION "DAS REICH" - 6/44
- un état-major divisionnaire,	- Divisionsstab (Brigadefr Lammerding),
- un régiment de chars,	- **SS Panzer Regiment 2** [SS Pz.Rgt.2],
- deux régiments de grenadiers blindés d'accompagnement motorisés ou mécanisés,	- SS Panzer Grenadier Regiment 3 "Deutschland" ["D"], - SS Panzer Grenadier Regiment 4 "Der Führer" ["DF"],
- un groupe de reconnaissance blindé	- **SS Panzer Aufklärung Abteilung 2** [SS Pz. A.A.2],
- un bataillon de chasseurs de chars,	
- un régiment d'artillerie mécanisé motorisé ou automoteur,	- **SS Panzer Artillerie Regiment 2**, [SS Pz. Artl.2]
- un groupe de D.C.A.,	- **SS Flak Abteilung 2** [SS Flak Abt.2],
- un bataillon du génie,	- **SS Panzer Pionier Bataillon 2** [SS Pz.Pi.Btl.2]
- un bataillon de transmission,	- SS Nachrichten Abteilung 2,
- un bataillon de dépôt,	- SS Feldersatz Bataillon 2,
- un bataillon de ravitaillement,	- SS Div.Nachschubtruppen 2,
- un bataillon de réparation du matériel roulant,	- SS Instandsetzungs Abteilung 2,
- un bataillon d'intendance,	- SS Wirtschafts Abteilung 2,
- un bataillon sanitaire.	- SS Sanitäts Abteilung 2,
[un bataillon de canons d'assaut]	+ **SS Sturmgeschütz Abteilung 2.**

L'organisation des formations blindées SS est théoriquement identique à celles de la Wehrmacht, mais leur dotation est plus riche et les effectifs plus fournis. Un régiment SS comporte trois bataillons, celui de la Wehrmacht deux seulement. A effectif plein, une Panzer-Division du type 1944 compte 14.000 hommes. Une SS, de 17.000 à 21.000. La "Das Reich" était depuis le printemps 1943 une division de grenadiers blindés. Réduite à un "Kampfgruppe/groupe de combat" de 800 hommes après de nombreux engagements en Russie, elle est envoyée en France afin d'y être transformée en division blindée et stationne au sud-ouest dans la région de Montauban. Les nouveaux soldats qu'elle intègre forment une macédoine ethnique de dix à douze nationalités diverses dont un fort contingent d'Alsaciens-Lorrains plus ou moins volontaires. La 2ème Division blindée SS "Das Reich" est en juin 1944 en pleine reconstitution, ne totalise qu'environ **10.000 hommes** - et non 15.000 comme on l'a prétendu - et possède à peine **la moitié de sa dotation en matériel.** Ainsi deux de ses huit compagnies de chars sont absentes, en train d'être équipées de chars Panther en Allemagne. De plus, elle ne comporte pas de bataillon de chasseurs de chars réglementaire. Elle compense ces manques par un bataillon de canons d'assaut supplémentaire qui n'a d'ailleurs de bataillon que le nom, lequel compte 13 canons d'assaut, la dotation d'une compagnie. L'appellation "canon d'assaut" désigne un canon de 75 mm monté directement sur un chassis de char, sans tourelle. Ces machines peuvent assumer

trois fonctions: artillerie d'appoint, chars de remplacement et chasseurs de chars. **La division, qui ne représente qu'une brigade blindée,** s'articule début juin 44 comme suit (unités principales):

2. SS PANZER - DIVISION "DAS REICH":
Commandant: Général de Brigade SS LAMMERDING Heinz
(Cdt la division du 9 novembre 1943 au 20 janvier 1945)
(Ia) Premier officier d'état-major:
Commandant SS STÜCKLER Albert
(Ib) Deuxième officier d'état-major [ordonnance]:
Lieutenant SS DÖPPNER
(Ic) Troisième Officier d'état-major [renseignements]:
Capitaine SS KOWATSCH
(III) Justice militaire: Commandant SS OKRENT Detlef
La division compte environ 70 compagnies.

2ème Régiment de chars SS, à 2 escadrons
Cdt: Lieutenant-colonel SS TYCHSEN Christian
Comprend les I. et II./SS.Pz.Rgt 2
- Le I est équipé de Panther.
  (25 au lieu de 73 en dotation théorique)
  Cdt: Commandant SS ENSELING Rudolf
- Le II est équipé de Panzer IV.
  (44 au lieu de 98 en dotation théorique)
  Deux de ses quatre compagnies se trouvent en Allemagne afin de se rééquiper en nouveaux chars.

2ème Régiment d'artillerie SS à 3 bataillons (les I., II. et III./SS.Art.Rgt 2)
Cdt: Commandant SS Ernst KRAG
- Le I est chenillé (canons automoteurs de 105 mm Wespe et de 150 mm Hummel).
- Les II (canons de 105 mm) et III (canons de 150 mm) sont tractés par camions ou véhicules semi-chenillés.

3ème Régiment de grenadiers blindés "Deutschland" [D]
Cdt: Lieutenant-colonel SS WISLICENY Günther-Eberhard
Comprend 3 bataillons:
les I./D, II./D et III./D
[les II./D et III./D restent à Montabauban sous le commandement de Wisliceny]
- **Cdt le I./D: Commandant SS SCHUSTER**
- Cdt le II./D: Commandant SS DUSENSCHÖN Willy
- Cdt le III./D: Commandant SS SCHREIBER

4ème Régiment de grenadiers blindés "Der Führer" [DF]
Cdt: Colonel SS STADLER Sylvester*
Adjoint: Capitaine SS WERNER Heinz
Comprend 3 bataillons:
les I./DF, II./DF et III./DF

* Le Colonel SS Stadler qui sera nommé Colonel-major SS [SS-Oberführer] quitte le 14 juin le Régiment "DF" pour prendre le 10 juillet le commandement de la 9ème division blindée SS "Hohenstaufen" et sera remplacé par le **Commandant SS WEIDINGER Otto**, sans affectation mais en poste à l'État-Major du Régiment "DF", suite à sa promotion au grade de Lieutenant-colonel SS [SS-Obersturmbannführer].

1er Bataillon [I./DF]
Cdt: Commandant SS DIEKMANN Otto

2ème Bataillon [II./DF]
Cdt: Commandant SS Lax
[resté à Montauban avec les II./D et III./D]

3ème Batn blindé [III./DF]
Cdt: Commandant SS **KÄMPFE Helmut**

1ère Compagnie
Cdt: Lieutenant SS SCHOLTZ

2ème Compagnie
Cdt: Lieutenant SS SCHWARZ

3ème Compagnie
Cdt: Capitaine SS KAHN Otto

4ème Compagnie
Cdt: Lieutenant SS ROSENSTOCK

1e Section (3 pelotons)
Cdt: Sous-lieutenant SS BARTH Heinz

2ème Section (3 pelotons)
Cdt: Adjudant SS TÖPFER
- Adjudant SS LENZ Karl
- Sergent SS BOOS Georg

3e Section (3 pelotons)

Les Alliés ayant débarqué en Normandie le 6 juin 1944, la "Das Reich" reçoit le 7 à 22 h 15 l'ordre du 58ème Corps d'Armée Blindée dont elle dépend de rassembler ses unités avant le soir du 8 juin dans la région de Tulle-Limoges où elle sera subordonnée au 66ème Corps d'Armée de Réserve (état-major à Clermont-Ferrand) dont dépendent les troupes d'occupation allemandes au centre de la France. Le but du mouvement est, bien sûr, d'amener la division en Normandie, mais cette mission n'est pas prioritaire. Les ordres supérieurs sont formels: *"Les bandes de partisans du Massif Central se sont considérablement renforcées. Une intervention immédiate et impitoyable de forces importantes sera menée"*. Le Haut commandement allemand ouest est hanté par la possibilité d'une insurrection armée et la création d'un état communiste à l'arrière du front normand. Cette crainte n'est pas vaine et est en cours de réalisation, son centre opérationnel devant être Limoges, et Tulle accessoirement.

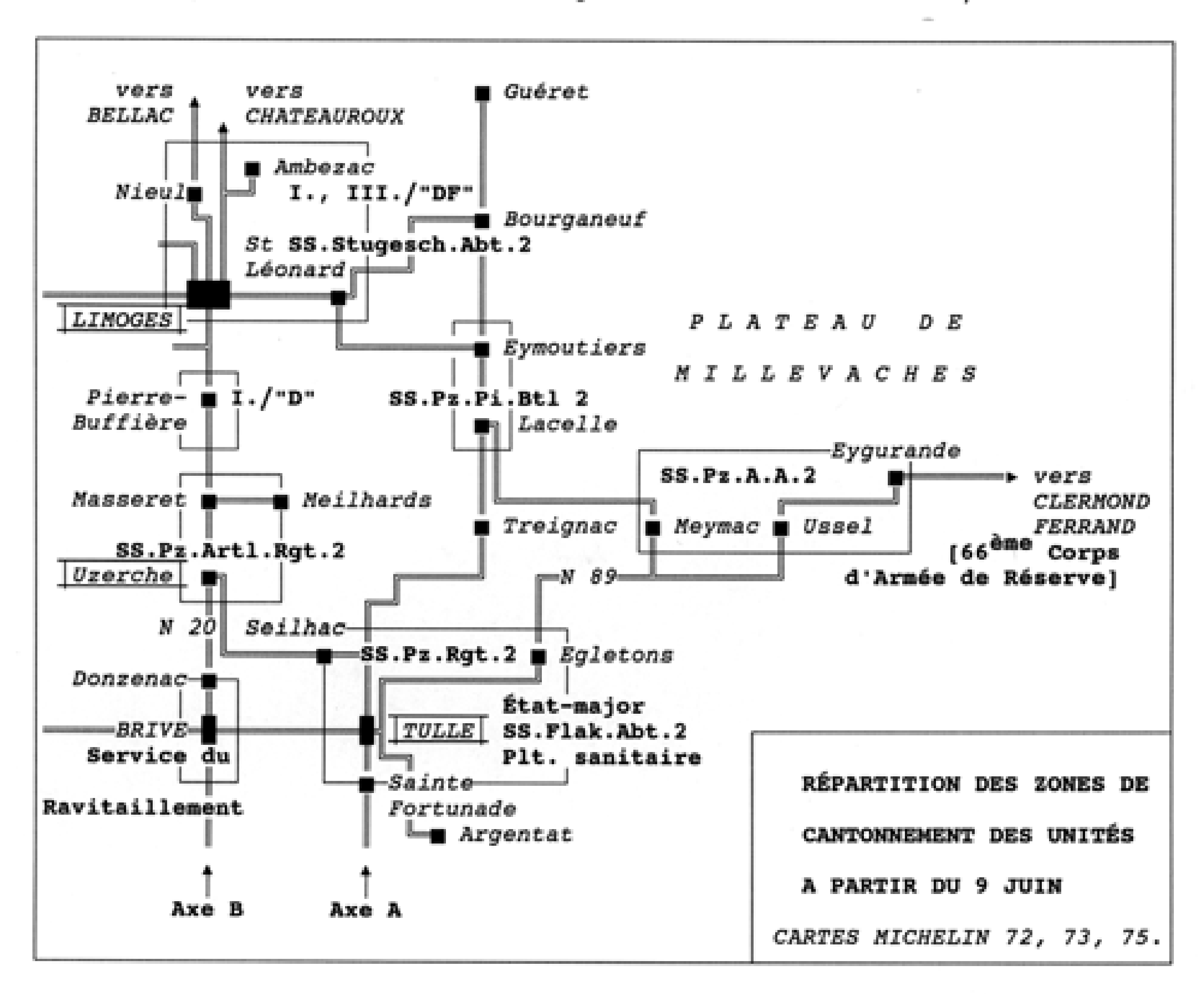
Ont à faire mouvement les quatre principaux régiments de la division: celui de chars, celui d'artillerie et les deux de grenadiers blindés l'accompagnant. Les éléments lourds de la "Das Reich" étant séparés du front normand par plus de 700 km, un transport par rail à partir de la région de Bordeaux en est demandé par l'état-major de la division qui ne comprend pas qu'on puisse utiliser sa puissance contre des "terroristes" et dont les officiers veulent se rendre directement en Normandie. Le transport est refusé par le 58ème Corps. Les blindés du 2ème Régiment de chars SS, commandé par le lieutenant-colonel SS Christian Tychsen, devront se déplacer par leurs propres moyens. L'itinéraire imposé passe par **Villefranche**, **Figeac**, **Tulle** en empruntant successivement les N 126, N 122 et N 140 (**Axe A**).

Quant aux deux régiments de grenadiers blindés, "Deutschland" et "Der Führer", leur motorisation insuffisante et le manque de carburant imposent d'en laisser un à Montauban. Ne seront désignés pour partir que les trois meilleurs des six bataillons qu'ils comptent. Le bataillon le mieux formé du "Deutschland", le I, passe sous les ordres du colonel SS Stadler, chef de "Der Führer", qui en échange cède le moins opérationnel des trois siens, le II, au Lieutenant-colonel SS Wisliceny, commandant le "Deutschland", qui reste à Montauban avec les II./D, III./D et II./DF. Le groupement ainsi formé des I./DF, III./DF, I./D avec les unités d'artillerie et de canons d'assaut prendra le nom de "division Stückler" (nom du commandant SS chef d'état-major de la "Das Reich") et suivra le tracé routier **Caussade, Cahors, Brive, Limoges** par la N 20 (**Axe B**). Cette colonne se composera de trois groupes séparés qui, en respectant une distance de 100 m entre chaque véhicule, s'étaleront sur 80 km. Le général Lammerding et son état-major se trouvent dans le deuxième groupe, au milieu.

L'emplacement des cantonnements prévus pour les diverses unités de la "Das Reich" dans le cadre d'une lutte contre les partisans (voir schéma page suivante) révèle l'objectif du 66ème Corps: organiser une vaste opération anti-terroriste en bordure du Plateau de Millevaches. D'abord, s'assurer le contrôle des villes principales, Limoges et Tulle, et d'importance secondaire, Brive et Uzerche. Ensuite ratisser la région et dégager la route jusqu'à Clermond-Ferrand. Les unités de la division sont disposées sur le tracé d'un grand "L". Sur la branche verticale qui représente la N 20, de haut en bas: le régiment "Der Führer" avec ses trois bataillons de Limoges à Pierre-Buffière; le régiment d'artillerie à Uzerche. Sur la branche horizontale qui figure la N 89, de gauche à droite: l'état-major et le peloton sanitaire (utilisant l'hôpital municipal) à Tulle, le régiment de chars aux alentours, protégés par la D.C.A.; le groupement de reconnaissance à Ussel. Au centre du dispositif, en élément avancé, le bataillon de pionniers (génie) à Eymoutiers. La branche verticale se rabattra sur l'horizontale - manoeuvre classique dite "en éventail" - et percera. Malheureusement, engager une division blindée dans une telle opération est irresponsable. Une division de montagne, comme la 7ème SS Freiwilligen-Gebirgs-Division "Prinz Eugen" avec deux régiments d'infanterie et une compagnie de chars de récupération français (Hotchkiss 35, Somua et B), aurait été mieux adaptée et suffisante. C'est le matériel blindé de la "Das Reich" qui paiera cette folie.

Le 8 juin 1944 à huit heures du matin, environ 8.000 hommes, 25 chars "Panther", 44 chars "Panzer IV" et 13 canons d'assaut, quittent Montbauban afin d'atteindre la zone prescrite de Tulle-Limoges dans la soirée. Après une route

sans anicroche, excepté les problèmes mécaniques qui se multiplient et parsèment les blindés sur la N 140, le régiment de chars (Axe A) n'a parcouru que la moitié du chemin imposé et s'arrête essoufflé dans la région de Beaulieu où il s'installe pour la nuit. Sa vitesse moyenne a été d'environ 15 km/h.



Sur l'axe B, la progression des trois bataillons s'effectue paisiblement jusqu'à la pause de midi qui se déroule au Frayssinet. La vitesse horaire est identique à celle réalisée sur l'axe A, 15 km/h. Au début de cette halte prolongée, est prise la décision d'envoyer le 1er bataillon "DF" du commandant SS Diekmann protéger la gauche du convoi. En effet, deux accrochages s'étaient produits avec des maquisards, l'un le 6 juin à Carsac avec l'attaque d'un avant-poste allemand et l'autre à trente kilomètres de là au niveau du pont de Souillac où un élément précurseur de la "Das Reich" avait été attaqué la veille. A partir du Pont de Rhodes, le I./DF suivra la N 704 jusqu'à Carsac (village avant Sarlat) puis reviendra par la N 703 sur Souillac, afin d'arriver de l'autre côté du pont et d'intervenir au besoin. La mission de flanquement de Diekmann - une boucle de 60 km à inspecter - va provoquer les premières pertes humaines (un ou deux morts) et matérielles (une moto et un véhicule) de la division et se solder par la mort d'une trentaine de résistants et de civils. Le bataillon est attaqué d'abord à Grosléjac (dix morts français), puis, en franchissant le pont sur la Dordogne, tombe sur un camion de maquisards (quatre morts), abat au moins deux personnes dans Carsac et ses environs, se heurte au lieu-dit Rouffillac (au sud de Carlux) à une importante barricade qu'il prend à revers (un mort et deux blessés), incendie en représailles l'hôtel voisin (dix morts), mitraille deux femmes à l'entrée de Carlux et rattrappe le flux SS circulant sur la N 20 avec cinq heures de retard sur son régiment. Diekmann n'a pas agi à la légère, mais strictement appliqué l'"Ordre Sperrle" en vigueur depuis le 3 janvier 1944 concernant les consignes de combat contre les partisans: *"Réponse immédiate en ou-*

vrant le feu. Si des innocents sont touchés, ce sera regrettable, mais entièrement imputable aux terroristes" avec *"Incendie immédiat des maisons d'où les coups de feu sont partis"*.

Nulle résistance ne s'étant manifestée à Souillac et sans attendre Diekmann, la colonne continue d'avancer toute l'après-midi sur des routes qui sont désertes et ce, jusque vers 17 heures. A Cressensac (à 16 km au sud de Brive) la route est barrée et le barrage gardé. En quelques minutes, quatre maquisards sont tués et la route dégagée. Huit kilomètres plus loin, à Noailles, mêmes troncs d'arbres en travers de la chaussée. Quelques civils en armes y laissent la vie. On passe outre et rencontre un nouvel obstacle, mais non gardé. Brive-la-Gaillarde est atteinte à 18h30. La vitesse du convoi n'a pas varié, se maintenant à 15 km/h.

Là, Lammerding est informé que depuis le 7 juin au matin se déroulent dans Tulle des combats entre les maquisards F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans, résistance communiste) et les forces d'occupation, combats confus qui ont déjà tué 17 jeunes gardes-voies étrangers à la bataille. Tulle étant le pivot de l'opération projetée, le général SS y envoie aussitôt un détachement afin de dégager la garnison allemande, les quelques 600 hommes du 3ème bataillon du 95ème régiment de sécurité territorial dont le poste de commandement se trouve à Brive. A Tulle, après la reddition à 17 h 15 et la mort des Allemands réfugiés dans l'École normale de jeunes filles, les combats ont cessé. Les partisans communistes tiennent la ville qui fête dans la soirée ses libérateurs par de joyeuses manifestations de liesse populaire. Une habitante de Tulle rapporte ces événements dans une lettre écrite le 17 juin, neuf jours après: *"...La bataille fait rage en ville, les Allemands sont délogés de la poste et se réfugient à l'école normale, ils sont environ cent à cent cinquante. Le maquis met le feu à l'école, les Allemands s'enfuient dans les flammes, quarante sont massacrés et hélas! la population s'en mêle, achevant les blessés, les mutilant; elle leur arrache les yeux, leur coupe les parties, leurs mains, leur fracasse la tête, arrache la cervelle, remet les casques sur la tête des Allemands, la cervelle par-dessus. Que sais-je encore! Des horreurs, le drapeau rouge flotte;..."*. Le chanoine Mangematin, supérieur du Grand séminaire, confirmera après-guerre un cas avec sa propre explication, mais l'escamotera en "réparant" les dégâts afin de rendre le corps présentable: *"...un soldat gît sur le trottoir. Sa cervelle est sortie de son crâne sans doute brisé par une balle.* [Je] *la remet*[s] *en place avant de faire lever le corps"*. Seulement le gros des troupes allemandes (environ 500 soldats), fortifié dans la Manufacture d'armes et une école voisine au sud, ne s'est pas rendu et attend des secours. La victoire des F.T.P. est une victoire à la Pyrrhus et ce, doublement, car posséder la Manufacture permettrait de s'emparer de canons anti-chars; et deux à trois heures après l'explosion de joie "libératrice", les SS seront là.

Un peloton de reconnaissance SS, sous le commandement du commandant SS Heinrich Wulf, part de Brive pour Tulle vers 19-20 heures. L'accompagne une partie de l'état-major aux ordres du commandant SS Stückler, afin de préparer des locaux où Lammerding puisse s'installer dès que possible avec son état-major au complet pour organiser l'opération de ratissage du Plateau de Millevaches et la progresion vers Clermont-Ferrand. De son côté, le général SS avec le reste de l'état-major continue vers Uzerche-Masseret, zone médiane entre les deux villes à occuper, Limoges et Tulle, dont au moins une est aux mains des partisans. Lammerding ne connaissant pas la situation à Limoges, il préfère s'arrêter à Uzerches - vers 23 heures - et y passer la nuit.

Selon les sources, la pointe de reconnaissance SS n'aurait subi aucune attaque durant le trajet ou, à mi-chemin, on lui aurait tiré dessus d'un tunnel de chemin de fer. Elle se présente aux portes de la cité révoltée à 21 heures sans que l'alarme soit donnée et engage le combat. Elle libère les troupes retranchées dans la Manufacture d'armes et l'école adjacente. Wulf, écoeuré par l'état de démoralisation des Territoriaux, les engueule pour leur lâcheté puis lance, avant la tombée de la nuit, ses soldats quadriller la ville. Le peloton en reprend le contrôle en vingt minutes. L'opération lui coûte neuf morts et plusieurs blessés. Les maquisards s'enfuient, laissant la population se débrouiller avec les SS.

Le lendemain, 9 juin, Tulle paie les excès de la veille. Les SS qui se présentent à la Préfecture dès 6 heures du matin parlent de destruction totale de la ville et de mise à mort de tous les hommes de 16 à 60 ans, soit 3.000 personnes, menaces qui auraient été proférées par le capitaine SS Kowatsch, 3ème officier d'État-major (renseignements) de la "Das Reich", accompagnant le peloton de reconnaissance, ou par d'autres officiers. Par chance, une trentaine de blessés allemands sont retrouvés à l'hôpital de Tulle, soignés comme il se doit. Comme le préfet Pierre Trouillé l'a rapporté, l'attitude de Kowatsch change complètement après inspection des blessés allemands. Vers 9 heures du matin, le SS affirme à Trouillé qu'aucunes représailles ne seront exercées sur la population. Néanmoins, une vérification des papiers d'identité est entreprise dans la matinée par les SS afin de débusquer les maquisards restés en ville. Des patrouilles de SS arrêtent les hommes dans les rues, les raflent chez eux pour les conduire à la Manufacture d'armes où se tiendra la vérification.

Les corps des quarante Allemands sont découverts vers 9 h 30. Selon Otto Weidinger, alors commandant SS et futur chef du régiment "Der Führer" à partir du 15 juin, des habitants indiquent que: *"...les soldats allemands s'étaient rendus aux maquisards, quand ceux-ci eurent mis le feu à l'école. Ils avaient déposé les armes, étaient sortis du bâtiment les bras en l'air et avaient été cependant abattus. Ils gisaient sur la chaussée, en tas, sans armes; un seul du service des transmissions, étendu près d'un escalier, avait un pistolet à la main* [voir ci-après les dires du commandant SS Stückler sur l'appartenance de cet Allemand]. *Quelques fusils gisaient brisés devant le portail. Un groupe de huit cadavres, entièrement enchevêtrés, se trouvait près d'un camion. D'autres gisaient encore dans une cour d'immeuble*. Il est alors constaté que: *"...Certains cadavres étaient mutilés au point de n'être pas identifiables. Un mort avait les talons troués et une corde passée derrière les tendons. Visiblement, il avait été traîné vivant, par un camion, d'où les teribles blessures qu'il portait au visage. Les morts portaient les traces de plusieurs coups de feu, la plupart dans le dos et la nuque. D'après des témoins oculaires, les femmes maquisards avaient souillé les cadavres avec des excréments. Une affreuse orgie avait visiblement suivi, après la tuerie, comme le prouvaient les bouteilles cassées et on avait "joué au football" avec les casques. Certains morts avaient été castrés et les testicules placées dans la bouche. En plus, 10 ou 12 soldats allemands* [9 ou une dizaine selon d'autres sources] *furent fusillés contre le mur du cimetière"*. Les SS ne furent pas informés de cette exécution à l'époque, les morts ayant été transportés à l'hôpital par des séminaristes. Cette action de camouflage des "bavures" ne put être achevée à cause de l'irruption soudaine des SS en soirée. Le commandant SS Stückler indiquera dans un témoignage verbal enregistré après-guerre qu'il se rendit lui-même en compagnie du médecin-chef de la division, le Dr Priebe, et du juge militaire, le commandant SS Detlef Okrent, à l'École normale et que: *"Le juge et le médecin ont examiné tous les morts un par un. Les uniformes étaient ouverts et les poches pillées. Un des soldats avait son pantalon descendu, plusieurs balles dans le ventre et deux balles dans la tête. Tous les fusils étaient brisés. Seul le chef du S.D. avait une arme: il avait conservé son pistolet dans la main. Le médecin dit: "Tous ces soldats ont été tués à bout portant", et le juge ajouta: "L'ordre Sperrle (représailles massives) est applicable"*. Outre le Dr. SS Priebe, les corps sont examinés par le chirurgien de la compagnie sanitaire de la division, le Dr. lieutenant-colonel SS August Roschmann [grade en mai 1945; probablement commandant en juin 1944], et le médecin du bataillon de Territoriaux, le Dr. Heinz Schmitt (qui, après la guerre, passera trois ans de captivité à rassembler les témoignages sur les mutilations parmi ses compatriotes prisonniers de guerre et qui, après sa libération, affirmera n'avoir rien vu d'anormal !). Des photos sont prises sur ordre du capitaine SS Kowatsch par son adjoint, le lieutenant SS Dr. Wache, comme preuves pour le dossier d'accusation. Un des SS chargé de ramasser les dépouilles dira: *"Nous refusions de regarder ces cadavres ensanglantés. Était-ce par peur de la mort ou parce que nous refusions d'admettre que des Français aient pu commettre ces actes de barbarie ? Les soldats allemands s'étaient toujours comportés correctement envers la population française. Alors pourquoi cette fureur, pourquoi un pareil massacre ?"*.

On peut raisonnablement estimer que la "boucherie" du boulevard Henri de Bournazel fut provoquée d'abord par un tir à bout portant des F.T.P. sur les Territoriaux allemands sortant de l'école normale en arborant le drapeau blanc, soit dans l'excitation du combat et pour en finir, soit en raison d'un tir arrière ou le lancement d'une grenade par les Allemands, dont les blessés furent a-

chevés d'une balle dans la tête, suivi d'actes indignes pratiqués sur les cadavres par les pires éléments de la population civile sous le couvert de fêter la libération - provisoire - de la ville et complété par l'écrasement de certains corps dû à une fausse manoeuvre du camion venant ramasser les dépouilles (véhicule encore sur place lors des constations médico-légales avec les morts gisant dessous) et au passage d'un ou deux camions de maquisards pressés de s'échapper avant l'arrivée des SS (têtes écrasées de moitié ou complètement).

Après appel, 80 hommes du bataillon territorial sont déclarés manquants. Seuls 64 corps sont retrouvés. Les F.T.P. ont perdu 17 des leurs et 21 sont gravement blessés. En excluant les 40 morts de l'école normale, les 10 fusillés au cimetère et en ajoutant les 9 SS tués lors de la reprise de la ville, on obtient une quarantaine de morts au combat du côté allemand et force est de reconnaître que les maquisards se sont bien battus, mais que leur action est totalement irresponsable.

Ce massacre bouleverse les données. Il y aura des représailles qui sont ordonnées vers 11 heures par, selon Trouillé, Kowatsch. Mais celui-ci, tout officier d'état-major qu'il soit, n'est que capitaine. La décision ultime revient à l'officier le plus gradé présent sur les lieux et ayant vu lui-même les "atrocités" des partisans. Or, Wulf, Stückler, le médecin Priebe et le chirurgien Roschmann sont tous SS-Sturmbannführer/commandants. Mais Stückler est l'adjoint direct de Lammerding. Ce plus lui donne le commandement. En réalité, peu importe que ce soit - selon les dires - Kowatsch, Stückler ou Lammerding [hypothèse écartée de nos jours] qui tranche en dernier ressort, car la décision fixant le prix du sang à payer pour Tulle, non pour les morts allemands au combat, mais pour les "horreurs" relevées sur les quarante cadavres, est collective, oligarchique (émanant d'officiers supérieurs) et automatique. Y participent les médecins militaires d'abord, afin de rendre, après examens, leurs conclusions sur l'état des cadavres. Les mutilations dûment constatées par expertises médicales et photographiées pour la prévôté, le juge Okrent intervint pour arrêter la peine correspondante à de tels actes en application des ordres existants. Enfin, en fonction de ces recommandations, de l'influence modératrice de Kowatsch, Stückler ordonne l'exécution de trois "terroristes" pour chaque mort mutilé, soit 120 personnes, alors que, selon les directives en vigueur, il doit en sacrifier 400. Est précisé que les "terroristes" seront pendus et non fusillés et leurs cadavres jetés dans le fleuve (la Corrèze) vu la gravité des faits. Naturellement, l'officier le moins gradé est chargé de la "mission" - le sale boulot - qui échoit au... capitaine SS Kowatsch.

Bien sûr, Kowatsch cherche à son tour à se débarrasser de la corvée. Il demande à Heinrich Wulf de s'en charger. Wulf est commandant et peut se permettre de refuser. Ce qu'il fait avec vigueur, estimant qu'un tel "travail" incombe à la Gendarmerie militaire et non à son peloton de reconnaissance. Malheureusement, tous les membres du peloton de "Feldgendarmerie" n° 1.115 de Tulle ont péri durant les combats et ceux de la "Das Reich" se trouvent depuis le 9 juin à Limoges. Probablement sur intervention de Stückler, Wulf fournit des volontaires pris parmi son groupe de pionniers (soldats habitués à manier les cordes). Une vingtaine d'apprentis bourreaux est désignée et mise à la disposition de Kowatsch, Wulf rejetant toute participation à cette affaire et se bornant à assurer la sécurité extérieure de la ville.

Par ailleurs, la population est informée des représailles. Verbalement, par le chef des pompiers de Tulle qui les annonce à chaque carrefour en fin de matinée aux habitants rameutés par la cloche d'un véhicule d'incendie. Par voie d'affiche, avec un texte établi par Stückler et Kowatsch avant midi. La recherche d'un imprimeur puis le tirage manuel - l'électricité étant coupée depuis le 7 - de l'affichette dureront plus longtemps que prévus et celle-ci ne sera placardée que vers 15 ou 16 heures.

Le contrôle des papiers des 1.200 à 5.000 hommes - selon les souces - rassemblés dans la matinée se déroule dans la cour de la Manufacture. Y prend une part active un rescapé de l'incendie de l'École normale, le lieutenant du S.D. (Service de sécurité dit "Gestapo") de Brive, Walter Schmald, un germano-belge parlant français, qui connaît de nombreux habitants de Tulle. Un premier tri est achevé à midi. Les personnes en règle et indispensables à la marche de la cité sont relâchées. En début d'après-midi, restent 400 sans-papiers sur lesquels est effectué un second tamisage afin d'en retenir 120 "maquisards". Là,

Schmald hésite, ses connaissances étant dépassées. Il marche alors, comme on dit vulgairement, au "pif". Facies bronzé, visage non rasé, mains noircies, chaussures sales, deviennent pour lui des indices d'appartenance au maquis. Le directeur allemand de la Manufacture [nommée alors "Deutsche Waffen- und Munitionsfabrik A.G."], Brenner, intervient auprès de Schmald afin qu'il libère ses ouvriers spécialistes encore détenus. Son interprète allemande, Paulette Geissler, qui les connaît mieux que le directeur, en désigne 27 qui sont extraits de la masse humaine. Geste salvateur qui entraînera à la jeune femme de nombreux déboires ultérieurs. Un premier groupe de soixante victimes est d'abord formé, puis un second qui l'est à 15 h 30.

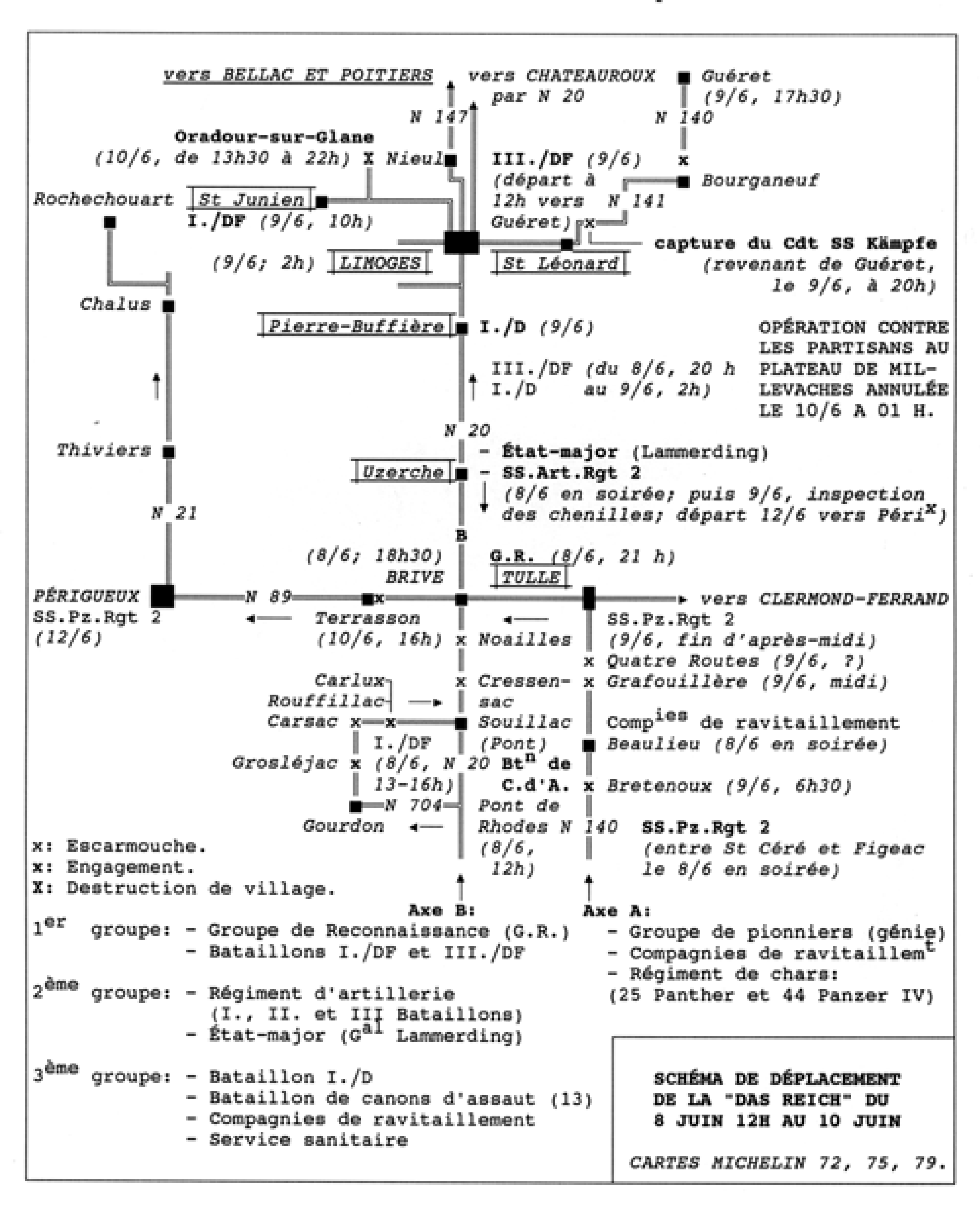
A la fin de la sélection des 120 "terroristes", Kowatsch informe le préfet des pendaisons. Elles débutent à 16 heures par groupe de dix. Elles se poursuivent jusqu'à 18 heures. Y assistent principalement du côté allemand le capitaine SS Kowatsch qui dirige l'opération, le lieutenant S.D. Schmald, le capitaine Reichmann, chef du bataillon de Territoriaux, le directeur allemand Brunner et son interprète, Melle Geissler. Le secours de la religion est accordé aux condamnés. Les bourreaux SS remplirent leur "tâche" avec gravité. Certains ne peuvent contenir des rires nerveux, soupapes de sécurité pour alléger la tension lors d'une situation dramatique.

Les pendaisons vont s'arrêter d'elles-mêmes, à la 99ème, certainement sur ordre formel de Kowatsch qui se rend compte que les poursuivre jusqu'au bout ne signifie plus rien. Le nombre de 120 approuvé par Stückler est une grossière faute psychologique de l'oligarchie SS parce qu'elle s'est refusée à concrétiser visuellement son calcul dont la démence apparaît peu après le début de sa réalisation. En effet, elle n'assiste pas à l'exécution de l'ordre donné, fait confirmé par le colonel français Bouty, président de la Délégation spéciale du Gouvernement de Vichy et, à ce titre, maire de Tulle, qui déposera qu'*"A ce moment* [pendant les pendaisons], *Kowatsch était le seul représentant de l'état-major"*. Un maximum de vingt, voire de quarante victimes expiatoires aurait été suffisant à l'exemple que voulaient donner les SS. Au delà, ceux qui virent ce double alignement sans fin de pendus ne pouvaient qu'éprouver écoeurement, haine et volonté farouche de vengeance. Les cadavres sont détachés une heure et demie après et, pour des raisons d'hygiène, ne seront pas précipités dans la Corrèze, mais jetés et enterrés sommairement dans la décharge publique municipale située sur la route de Brive.

Dans les années soixante, le vrai responsable des pendaisons, le colonel SS Stückler, n'aura toujours pas compris la criminelle erreur commise et menacera, en cas d'ouverture d'un nouveau procès, de produire les preuves des atrocités perpétrées par les F.T.P. sur les soldats allemands. Pourtant, ce fameux dossier, avec examens médico-légaux et photographies, envoyé au 66ème Corps d'Armée et qui semble exister encore, n'a jamais été retrouvé - ce qui n'a plus guère d'importance, les mutilations étant largement démontrées. Le commandant SS Weidinger, qui n'était pas à Tulle ce jour-là, approuvera après-guerre les résolutions de Stückler en se fourvoyant pareillement: *"...la solution de la pendaison devait produire sur les maquisards et la population un effet d'épouvante et de dissuasion"*...

Otto Weidinger, en ne mâchant pas ses mots, a au moins le mérite de la franchise brutale au contraire d'Albert Stückler dont l'attitude face à sa responsabilité dans les événements de Tulle tournera à l'ignoble au fil des années de l'après-guerre. Dès 1945, la Justice militaire française recherchera les coupables. Ne seront retrouvés que Wulf, Otto Hoff, un adjudant-chef SS ayant pratiqué les pendaisons, et... Paulette Geissler. En 1952, Wulf et Melle Geissler rentreront en Allemagne; Hoff sera condamné pour le principe à cinq ans de réclusion et libéré aussitôt. Le "commandant" Kowatsch sera condamné à mort par contumace, sentence inutile car il était tombé en Hongrie en mars 1945. Quant à Stückler, dont le nom n'apparaît pas, il rédigera en janvier 1949 un long rapport qui sera déposé aux Archives militaires allemandes de Fribourg dans lequel il prend une certaine distance par rapport à l'affaire et indique que Kowatsch - dont il connaît le décès - a décidé et mené seul les représailles puisque, dirigeant le service de renseignement de la division, il était le seul habilité à traiter avec les Services de sécurité locaux. En 1969, le commandant Stückler qui se présente comme un officier d'état-major de la Wehrmacht détaché à la "Das Reich" et donc, n'appartenant pas à la Waffen-SS, reconnaît officiellement avoir été présent à Tulle, mais charge toujours Kowatsch. Mais en 1981, il est

désigné nommément comme responsable et une photo le montre en juin 1944 coiffé d'une casquette SS à tête de mort. De nos jours, l'étude historique des pendus de Tulle indiquant que capitaine SS - son vrai grade à l'époque - Kowatsch n'était pas un si mauvais SS, ivrogne et braillard, comme on s'est complu à le présenter et que son action modératrice a permis d'épargner une vingtaine de personnes, assumer son rôle devient glorifiant. C'est ce qu'écrivit en 1985 un auteur allemand qui, en jouant sur les grades, réussit à faire passer Stückler pour Kowatsch, tournant ainsi en dérision le récit du préfet Trouillé...



Comme on l'a vu, c'est le 8 juin vers 19 - 20 heures que le peloton de reconnaissance de Wulf était parti de Brive vers Tulle. Au même moment, la colonne SS évoluant sur l'axe B continue sa route vers Limoges par la N 20. Le I./DF de Diekmann se trouvant en arrière, c'est le III.DF du commandant SS Helmut Kämpfe qui prend la tête, suivi du régiment d'artillerie et du I./D en arrière-garde. Le III./DF de Kämpfe ne rencontre que des barrages inoccupés qui doivent être enlevés. La progression se déroule sans aucun engagement avec les maquisards - qui dorment - et Limoges est atteinte le 9 juin à 2 heures du matin. L'état-major régimentaire du colonel SS Stadler s'installe en ville à l'Hôtel Central et s'informe aussitôt de la situation locale. Le III./DF va cantonner à Saint Léonard de Noblat à l'est. Le I./D fermant la marche prend ses quartiers au sud à Pierre-Buffière. Le régiment d'artillerie, comportant un bataillon sur chenilles, plus lent, s'est déjà arrêté à Uzerche pour y passer la nuit. Le I./DF de Diekmann roule toute la nuit sur la N 20 à partir de Souillac pour atteindre Limoges vers 7 heures du matin. Diekmann y prend ses ordres à l'Hôtel Central auprès de son chef, le colonel Stadler, informe le commandant Weidinger des "escarmouches" subies, de ses pertes, des barrages d'arbres rencontrés et de l'épuisement de sa troupe après 24 heures de marche ininterrompue. Son retard provient de sa mission de flanquement dans l'après-midi. Puis il dirige son bataillon vers sa position de couverture ouest, à Saint Junien, où les SS harassés arrivent vers 10 heures. Le cantonnement à Saint Junien n'était pas prévu au départ de Montauban. Des impératifs locaux - maquis A.S et F.T.P. ayant occupé la ville dans la matinée du 8 et viaduc ferroviaire de Saint Junien bloqué - contraignirent Stadler à assurer la sécurité du régiment à l'ouest en y plaçant des hommes de Diekmann.

Par rapport aux ordres reçus à Montauban, la "Das Reich" a à la fois bien et mal rempli sa mission. Le 8 à minuit, deux bataillons du régiment "DF" se trouvent dans la zone de rassemblement fixée quoiqu'à deux heures de route de Limoges. Le régiment d'artillerie stationne à Uzerche avec le général Lammerding. Le bataillon I./DF progresse sur la N 20 à une dizaine de kilomètres au sud de Brive. Le groupement de reconnaissance est à Tulle et l'a reconquise. Mais le problème vient des blindés. Le régiment de chars est éparpillé sur deux ou trois dizaines de kilomètres de la N 140 entre Figeac et Saint Céré, ses premiers éléments ayant atteint Beaulieu à 40 km au sud de Tulle. Le bataillon de canons d'assaut se traîne à 35 km au sud de Brive, probablement au niveau de Souillac où il bivouaque. La résistance n'a pas entravé la marche de la "Das Reich" qui s'est déroulée ponctuellement à vitesse moyenne constante (15 km/h). En fonction des moyens disponibles et de la situation locale d'insurrection latente, c'est un succès tactique, mais une catastrophe stratégique car les chars - le fer de lance de la division - dispersés et usés sur les routes, ne retrouveront plus leur cohésion et leur puissance de choc au contraire du régiment d'accompagnement qui les conservera. L'arrivée tardive de cette division déjà "cassée" - par ordre supérieur - sur les Nationales du Lot et de la Corrèze puis son engagement fractionné sur le front de Normandie ne seront dus qu'à l'indécision du Haut commandement allemand, ayant surestimé la capacité militaire des mouvements résistants en France et sous-estimé la supériorité de feu des Alliés débarqués.

Le premier accrochage sérieux du 9 juin se produit à la sortie de Bretenoux à 6 h 30 sur l'axe A où les blindés reprennent leur progression vers Tulle. En réalité, les 26 maquisards d'une section de la 3ème compagnie de l'A.S. (Armée secrète, résistance gaulliste) en Basse-Corrèze qui défendent le pont sur la Cère n'ont affaire qu'à une tranche de la colonne blindée, probablement une compagnie de services, sans se rendre compte que des éléments SS sont déjà passés et peuvent à tout moment revenir ou que, dès l'arrivée d'un char, ils devront se replier. Les SS forcent le passage à coup de mortiers et en attaquant de chaque côté du pont en passant la Cère à gué. Trois heures de combat retardateur coûtent les vies de 18 jeunes français et l'incendie de plusieurs maisons d'où ils tiraient. Les SS y laissent trois voitures en flammes. Cet engagement sera le seul porté à l'ordre du jour de la "Das Reich" par le commandant Stückler. Y est revendiqué *"une attaque surprise adroitement exécutée* [ayant] *réussi à débusquer en l'encerclant une bande organisée de la force d'une compagnie"*. Puis devant Beaulieu, des hommes de la 3ème Cie tendent une nouvelle embuscade qu'ils paient de trois tués. Enfin, à Grafouillère, la dernière section de la même compagnie aurait placé un barrage, mais n'attaque pas et laisse passer les SS. Pourtant, 4 km plus loin, aux Quatre-Routes (près d'Albussac), des maisons sont brûlées et

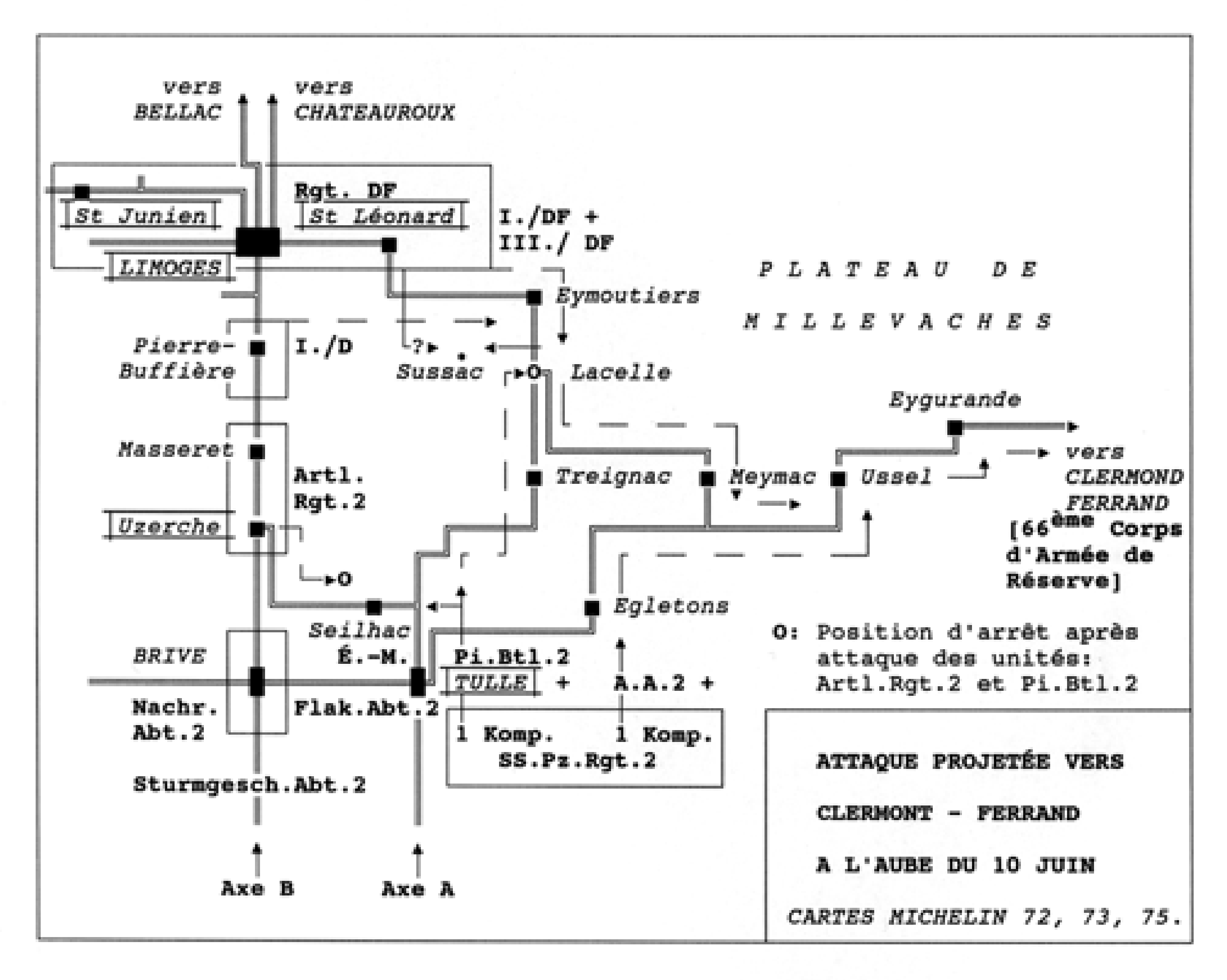
un retraité âgé meurt dans le brasier. Mais on ignore si cet acte suit un engagement avec la colonne blindée ou est dû à une patrouille venant de Tulle et excitée par le massacre des 40 Territoriaux. Les chars atteignent Tulle en fin d'après-midi et se ravitaillent car leurs réservoirs sont à sec (environ 200 km viennent d'être parcourus).

En prévision de ce ravitaillement, ont été disposés dans la matinée à divers carrefours de Tulle des fûts d'essence de deux cent litres. Ces dépôts ont été faussement pris par le préfet Trouillé pour une mesure préparatoire à l'incendie de la ville, comme si les SS, dont l'obsession principale est le carburant qui conditionnne leur mobilité, peuvent se permettre d'en gaspiller le moindre litre à allumer des feux de représailles. Un "Panther" de 45 tonnes, à moteur Maybach de 700 CV, consomme 412 litres d'essence pour 100 km (réservoir de 730 litres) et un "Panzer IV" de 22 tonnes, à moteur Maybach de 300 CV en consomme 235 litres pour 100 km (réservoir de 470 litres). De Montauban à Tulle, les 25 "Panther" et 44 "Panzer IV" de la "Das Reich" ont englouti à eux seuls un minimum de 41.700 litres d'essence. C'est d'ailleurs pourquoi, la veille, le 8 juin, le Haut commandement allemand en France a ordonné la réquisition de *"tous les carburants et lubrifiants liquides et solides se trouvant dans les dépôts, les postes de distribution et en propriétés privé* [et qui] *ne peuvent être délivrés qu'à la Wehrmacht"*.

Peu avant l'apparition des chars à Tulle, le général Lammerding qui était parti d'Uzerche en voiture blindée, probablement vers 15 heures (et non 17 heures comme il l'a déclaré en 1969), passe par Brive et arrive à Tulle à 16 h 30 au début des pendaisons (et non après, ainsi qu'il a prétendu). Car Lammerding, tout comme Stückler, a beaucoup menti dans cette affaire afin d'en dégager sa responsabilité. Il ne le confessera qu'au seuil de la mort, dans son testament. Le film de la journée du général le 9 juin est connu à peu près, mais il lui était facile de jouer sur les heures et d'en retrancher deux afin de ne pas se trouver à Tulle pendant les pendaisons. Lammerding était à Uzerche depuis le 8 à 23 heures. Le lendemain matin, il avait inspecté le 1er bataillon du régiment d'artillerie équipé de canons automoteurs et parqué aux alentours. Selon ses dires en 1969, la division avait *"reçu deux nouvelles formations d'artillerie de 105 et de 150 mm, tractés sur châssis de chars. La mécanique et les chenilles étaient d'un* <u>*type récent*</u> *inconnu des sous-officiers... ...L'inspection du matériel n'était donc pas un travail de routine. Il me fallait procéder moi-même à cette inspection d'une importance capitale après 200 km de route"*. Le chassis de la "Wespe/guêpe" portant un canon de 105 mm est celui du Panzer II et le "Hummel/bourdon" possède un canon de 150 mm sur une caisse de Panzer III avec un roulement de Panzer IV (identique à celui du char). Boggies et chenilles ne sont pas "récents", mais anciens et encore en activité... En fait, l'inquiétude de Lammerding était réelle, car le bataillon de canons automoteurs a forcé l'allure afin de rester en contact avec les unités sur roues. Les canons d'assaut sur châssis de Panzer III ainsi que les chars Panther et Panzer IV n'ont eu à parcourir qu'environ 120 km le 8 et ont été entretenus en soirée. Après l'inspection, vers 11h, lui avaient été présentés trois maquisards capturés aux "Quatre routes" de Perpezac-le-Noir. Sur l'un d'eux, Chauvignat, avait été découverts plusieurs hausse-cols [plaque de poitrine tenue par une chaînette] de la Prévôté allemande. A 13 h 30, ils étaient jugés sommairement. La sentence pour Chauvignat: pendaison immédiate. Pour les deux autres: déportation. Néanmoins, Lammerding, d'une courtoisie étonnante durant toute cette affaire, veilla à ce qu'un des condamnés mange à sa faim. Chauvignat fut pendu à 15 heures en présence de ses deux camarades qui seront déportés à Dachau dont ils ne reviendront pas. Lammerding partit aussitôt vers Tulle. Sur place, Stückler l'informe des mesures prises, du nombre de pendus et de l'affiche imprimée. Lammerding n'est pas d'accord avec le mode de représailles choisi, la pendaison, et aurait préféré que les 120 "terroristes" soient fusillés. Stückler lui fait remarquer qu'*"à son avis, le spectacle des pendaisons frapp*[e] *plus fort l'imagination de la population"*. Puis Lammerding, guidé par Stückler, se rend à l'école normale et y voit les cadavres des Territoriaux massacrés. Dans son testament, Lammerding écrira qu'alors *"Dans les rues, les pendaisons se poursuiv*[e]*nt. J'aurais pu les faire arrêter; je ne l'ai pas fait. N'importe quel chef de n'importe quelle armée aurait agi de même dans de pareilles circonstances"*.

En fin de journée, Lammerding s'installe à l'Hôtel Moderne de Tulle avec son état-major divisionnaire venant d'Uzerche. L'ordre de marche de la division pour le lendemain, le 10, déjà établi par Stückler à midi en fonction des deman-

des du 66ème Corps d'armée, y est discuté en soirée et les tâches des unités sont réparties et leur déplacements planifiés. Le bataillon de canons d'assaut restera à Brive et le régiment de chars à Tulle, mais ce dernier devra détacher deux compagnies pour nettoyer Seilhac et Egletons. Le régiment "Der Führer" (I./DF, III./DF et I./D) venant de Limoges et Pierre-Buffière, dégagera l'axe Eymoutiers-Lacelle-Meymac. Le bataillon de pionniers, aidé du régiment d'artillerie, nettoiera Seilhac, puis continuera via Treignac jusqu'à la zone Lacelle-Eymoutiers où il stationnera. Le groupement de reconnaissance foncera sur la N 89 en passant par Egletons, Ussel et Eygurande. Soit les unités, après jonction, continueront à progresser vers Clermont-Ferrand, soit elles cantonneront dans la région Meymac-Ussel-Eygurande avant de reprendre leur avance le 11 (voir schéma ci-dessus). L'opération débutera à l'aube. La directive est signée par le général à 23 h 15. C'est la mise en application stricte de l'ordre de combat contre les partisans reçue initialement à Montauban et pour lequel la division a effectué ce déplacement. Mis à part l'emploi de l'artillerie dans la phase initiale de l'opération pour soutenir l'attaque sur Seilhac, cette percée vers Clermond-Ferrand n'utilise que des troupes d'infanterie portée et laisse sur place les blindés - protégés par le groupe de D.C.A. - qui se reconcentrent péniblement et sont remis en état. Stückler établira le 10 un rapport signé de Lammerding qui est atterrant: 60 % des chars sont hors service ainsi que 30 % des autres véhicules chenillés; leur réparation demandera quatre jours, si les pièces manquantes sont livrées à la division dans la matinée du 11 juin. Le but ultime de la "Das Reich" reste le front normand et l'opération prévue pour les 10 et 11 n'est que ponctuelle.



Dans l'opération projetée du 10, la position du bataillon de pionniers [Commandant SS Schmelzer] en fin de journée est inexplicable. Alors que "Der Führer" et le Groupement de reconnaissance vont marcher sur Clermont-Ferrand, les pionniers s'étalent de Lacelle à Eymoutiers sans autre activité apparente que de se prélasser au soleil d'été, allongés parmi les fleurs des champs. Les pionniers, en majorité allemands de nationalité et considérés comme des éléments

sûrs, doivent exécuter la phase essentielle de la manoeuvre. Ils sont chargés de "Sonderaufgaben/missions spéciales" dont l'ordre du jour tait le but. Il s'agit d'éradiquer la principale menace de la région, le chef des "bandes" communistes (la 1ère brigade de marche limousine), Georges Guingouin, dont la résidence se situe à ce moment-là à Sussac. Comment Lammerding et ses officiers, qui arrivent directement de Montauban, peuvent-ils le savoir précisément ?. Alors qu'ils étaient bien renseignés sur le développement et les emplacements des maquis dans le triangle Cahors-Figeac-Brive qu'ils viennent de traverser sans dégâts, ils ignorent tout de la région qu'ils doivent nettoyer. Ils obéissent à la lettre aux directives du Service de sécurité allemand (la "Gestapo") de Limoges qui lui, par contre, est remarquablement informé sur les maquis environnants. Cette opération anti-terroriste est la deuxième montée contre Guingouin. La première avait été menée par la division du général Brehmer en avril 1944. Guingouin et ses hommes étaient remontés vers le nord sans chercher le combat et s'étaient dissimulés dans les bois de la Feuillade (département de la Creuse). Ils étaient revenus le danger écarté. Dans cette nouvelle action contre Guingouin, l'attaque frontale des pionniers par l'est semble insuffisante et aurait nécessité un encerclement par plusieurs compagnies de "Der Führer" restées sur place. Détails tactiques qui auraient été en discussion à l'état-major SS de Tulle quand un événement inattendu réduit ces plans à rien.

Une demi-heure après minuit, se présente à l'Hôtel Moderne le commandant Weidinger qui vient de Limoges par Brive - les liaisons par radio étant impossibles - ayant effectué 130 km en pleine nuit sans avoir essuyé le moindre coup de feu (les maquisards dorment encore). Il est porteur d'une très mauvaise nouvelle: le commandant Helmut Kämpfe a été enlevé par des "terroristes" vers 20 heures, rapt qui vient de *"semer la colère et l'amertume dans tout le régiment"*. On ignore si Kämpfe fut inclus ou non dans le bilan des pertes subies par la "Das Reich" durant les journées des 8 et 9 juin transmis ensuite à 2 h 10 du matin au 58ème corps d'armée (et non au 66ème dont dépend théoriquement la division depuis le 9 juin 00 h 00): 17 tués et 30 blessés.

Weidinger informe Lammerding des circonstances de la capture. Le III./DF de Kämpfe, dont les hommes étaient aussi épuisés que ceux de Diekmann, après avoir pris un peu de repos dans la matinée du 9 à Saint-Léonard, reçut de son état-major régimentaire à Limoges sur ordre du 66ème Corps d'Armée la mission d'aller délivrer la garnison allemande de Guéret (à 60 km au nord-est de St Léonard) occupé depuis le 7 par les maquisards. Les Allemands avaient contre-attaqué le 8, mais en vain. Une nouvelle tentative fut décidée pour le lendemain avec l'appui des SS. Le III./DF partit à midi en direction de Guéret. Premier contact à une dizaine de kilomètre de St Junien devant un petit pont détruit (soit devant Vallegeas soit après Sauviat). Les maquisards furent débordés et décrochèrent. Kämpfe demanda au maire de la localité de réparer le pont. Aucune résistance jusqu'à Bourganeuf d'où la colonne SS s'engaga sur la N 140 vers Guéret. Treize kilomètres plus loin, aux environs de Combeauvert, elle se trouva soudain en face de deux camions avec des maquisards juchés sur la cabine du conducteur du premier. Ils tirèrent aussitôt. Les SS répliquèrent de toutes leurs armes. Bref et violent combat où le sergent SS Heinz Benschek du premier véhicule fut gravement touché à la tête. Les maquisards s'égayèrent dans la nature. Dans les camions furent retrouvés des "souris grises" affolées, des officiers de la Wehrmacht, des employés et des soldats allemands. Ils avaient été fait prisonniers à Guéret et étaient en transfert vers les centres du maquis "rouge" (comme Cheissoux, Châteuneuf-la-Forêt, Eymoutiers ou Sussac). Les tirs SS avaient tué deux allemands, le sergent Otto Klemme et le lieutenant trésorier-payeur Ludwig Bauer, atteint mortellement au ventre une auxiliaire d'état-major SS, Marianne Bongert, et blessé plusieurs autres. Peu après, nouvelle rencontre. Vingt-neuf maquisards se rendirent et furent - selon la résistance - fusillés sur le bas-côté de la route. Les SS atteignirent Guéret à 17 h 30. La ville était dejà reprise par des unités des 121e division d'infanterie et 67e brigade Jesser de la Wehrmacht venant de Montluçon (65 km à l'est de Guéret). L'auxiliaire SS fut transportée à l'hôpital où elle mourut. Sa dépouille sera transférée au cimetière de Limoges. Les blessés et les morts allemands, ayant été placés dans une ambulance blindée sous la surveillance d'un médecin, le lieutenant SS Müller, furent renvoyés vers Limoges. Kämpfe, après avoir disposé sur place deux de ses sections en renfort, rassembla ses hommes et rentra à St Léonard. Le commandant SS roulait en tête dans sa voiture personnelle, une Talbot. Il devançait la colonne rentrante afin de vérifier si le pont détruit avait bien été réparé par le maire de la commune impliquée - et non pour le *"remercier de l'a-*

voir bien voulu faire remettre en état" comme l'écrira si élégamment Weidinger. Bientôt, vers 20 heures, il ratrappa et dépassa l'ambulance semi-chenillée du médecin Müller. Il se retrouvait seul, sans arme, sur la N 141, suivi d'abord de Müller et ensuite de son bataillon.

Une section de huit ou dix P.T.P., commandée par le sergent Jean Canou, venant de faire sauter le pont sur la Vienne entre Brignac et Royères, rentrait en camionnette à son camp de Cheissoux en empruntant les chemins vicinaux. Leur véhicule prit le G.C. [chemin de grande communication] 19 qui donnait sur la N 141 qu'il devait suivre jusqu'à Moissannes et de là, reprendre des chemins de traverse jusqu'au G.C. 13 menant à Cheissoux. Sur la nationale, au lieu-dit La Bussière, les deux véhicules ennemis se rencontrèrent. Kämpfe fut fait prisonnier en un tour de main. Canou, ne disposant que d'un conducteur de voiture, abandonna la Talbot, s'empara d'un pistolet lance-fusée, de papiers, de cartes d'état-major et d'un poste-radio de campagne [de type émetteur-récepteur vocal d'une puissance de 5 watts] qu'elle contenait, embarqua le tout, SS compris, sur sa camionnette et se dépêcha d'atteindre Moissannes afin de retrouver la sécurité des routes vicinales. De retour à Cheissoux, il remit papiers, cartes, poste et Kämpfe, qu'il avait sommairement interrogé en français durant le trajet, à son chef de compagnie, le lieutenant Robert Fourneau.

Cinq minutes plus tard, le médecin Müller découvrit la Talbot, portières ouvertes et moteur ronronnant, vide. Croyant Kämpfe occupé à un besoin naturel, il fut appelé à grands cris. Pas de réponse. La voiture ne portait pas d'impacts de balle. Seul un chargeur de mitraillette fut retrouvé à côté. A l'intérieur, aucune trace sanglante. Puis les premiers véhicules du bataillon débouchèrent. Les recherches commencèrent par la fouille des maisons de La Bussière. En vain. Il fallut se résoudre au pire. Cet enlèvement tenait de la sorcellerie. Ce fut un Müller décomposé qui, après avoir déposé les blessés à l'hôpital et les corps de Benschek, Klemme et Bauer à la morgue, se présenta à l'Hôtel Central de Limoges pour annoncer la catastrophe humaine et militaire au colonel Stadler: le plus célèbre commandant de la "Das Reich", décoré des croix de fer de seconde et de première classe, titulaire de la croix allemande en or, promu chevalier de la croix de fer le 10 décembre 1943 pour bravoure exceptionnelle au combat à Shitomir en Russie, portant en outre l'insigne en or des blessés, la plaque des combats rapprochés et l'insigne d'assaut général, disparu; ses papiers et cartes d'état-major qu'il transportait avec lui, son poste émetteur-récepteur avec probablement les codes et les fréquences d'émission, envolés. Qui possédait ces documents et ce matériel radio pouvait prévoir, suivre et écouter (dans un rayon de 3-5 km ou plus suivant l'emplacement du poste) tous les déplacements du bataillon et de son régiment, voire de la division. Le commandant Weidinger, qui s'occupait du service de renseignements du régiment, reçut la délicate mission d'en informer Lammerding à Tulle, ce qu'après-guerre Weidinger évoquera avec tartuferie comme étant de *"rendre compte de la disparition du commandant Kämpfe* et *porter divers renseignements au sujet de l'approvisionnement*"...

En effet, dès que le lieutenant F.T.P. Fourneau, qui était à la tête de la compagnie de commandement de la brigade de marche de Guingouin, constata l'extraordinaire importance des prises de son sergent, il expédia d'urgence un courrier avec les documents saisis au poste de commandement de Guingouin à Sussac à 25 km de là au sud. Geste minimum qu'aurait fait tout officier sensé. Quant à Kämpfe, Fourneau avait deux possibilités: l'emprisonner sur place à Cheissoux ou l'expédier sous bonne garde en pleine nuit à Sussac avec les papiers. La première fut retenue. On peut avancer avec une certitude absolue qu'avant minuit, Guingouin étudiait les cartes de Kämpfe, repérait les positions du régiment "DF" et du bataillon de pionniers et comprenait le sale coup que les SS mijotaient pour le lendemain contre ses maquis (à St Léonard, Cheissoux, St Julien-le-Petit, Champnétery, Masléon, Châteauneuf-la-Forêt, Eymoutiers, Farsac, St Amand) et lui-même (à Sussac). Il prit ses dispositions en conséquence: avertir ses partisans et décamper au plus vite. Guingouin n'avouera jamais cette dérobade justifiée devant un ennemi supérieur et écrira dans son livre paru en 1974 "Quatre ans de lutte sur le sol limousin" qu'il *"décid[a] de faire face à l'approche de la Das Reich"*. Avec quoi ? Ses Stens, ses grenades Grammont et sa dynamite ne constituent en rien des armes efficaces contre une brigade blindée. Guingouin adopta devant la "Das Reich" la même tactique que devant la division "Brehmer", celle du vide. Guingouin parlera certes de la capture de Kämpfe par un commando de sa compagnie de commandement, mais il en taira les retombées et sera peu disert sur ses déplacements - sa fuite pour échapper à la faulx SS -

des 10 et 11 juin. Comme n'importe qui pouvait prévoir que les SS élargiraient le cercle de leurs recherches à partir de La Bussière et débusqueraient tôt ou tard les hommes de Fourneau à Cheissoux, il leur fallait en partir immédiatement. Guingouin indiquera après-guerre que *"Le 11 juin* [inexact, le 10], *à travers les mouvements des troupes allemandes, le détachement commandé par Robert Fourneau... ...part de Cheissoux et réalisant un raid de près de cinquante kilomètres se porte sur Nexon* [à 20 km au sud-ouest de Limoges]... ...*Le même jour* [le 10 au matin en fait], *les SS reprennent leurs recherches pour retrouver Kämpfe, ratissant la région dans laquelle il a été enlevé"*. Bien sûr, il avance un autre motif pour ce "raid": une action désespérée pour libérer à Nexon des internés que Lammerding aurait décidé de déporter en Allemagne [quelle source ?]. Il se peut que Guingouin ait voulu faire d'un pierre deux coups et on ignore d'ailleurs si cette "action" réussit... Cet écrit prouve que son ordre de dispersion a été exécuté, au moins par sa compagnie de commandement, et que lui-même a agi pareillement. La dispersion est aussi confirmée dans la plaquette "R 5" où est cité un extrait du journal personnel d'un maquisard alsacien, Paul Walter - membre de la 1ère brigade de marche du Limousin: *"Neuf juin. - Parti avec voiture: rentré le 11 à 2 heures du matin"*, ce qui représente une absence inexpliquée de deux jours. Alors que Walter notait soigneusement toutes ses actions guerrières, là il est muet parce qu'il ne participe à aucune opération et se cache afin d'échapper aux SS. Il ne réapparaît que lorsque ceux-ci partent vers la Normandie. Il est compréhensible qu'avant son départ de la zone de Sussac, Guingouin tint avant tout à récupérer Kämpfe et son matériel radio, donc qu'il remonta d'abord vers Cheissoux avant de filer à l'ouest de Limoges qu'il croyait moins dangereux, comme le fit la compagnie de Fourneau. Si cette dernière ne se trouvait plus à Cheissoux, il en était de même pour Kämpfe qui fut avant la fin de la nuit transféré ailleurs, mais cette fois sous la garde de Guingouin. Que des éléments F.T.P. aient traversé Limoges dans l'aube du 10 à la barbe des Allemands, peut être considéré comme insensé, mais révèle un culot monstre, marque spécifique du "Préfet du maquis". Kämpfe de son côté en profite pour jeter discrètement son livret militaire dans une rue de Limoges. D'ailleurs, Guingouin n'est pas le seul à évoluer dans Limoges plein de SS. Toujours selon la plaquette "R 5", le commandant F.T.P. Baptiste Merz, "poète de l'action", *"le 10 juin, en plein jour, [..] attaque la Gestapo de Limoges* [!]. *Trois autres fois, il parcourt à toute allure les rues de Limoges en voiture, pour le plaisir d'y mitrailler les Allemands"*. Ces exploits, mythiques ou effectifs, prouvent l'extrême mobilité des maquisards. Ainsi, la prudence et la témérité de Guingouin montrent ses qualités indéniables de remarquable tacticien. Il se dérobe devant une force écrasante qui va l'anéantir et n'attaque une unité ennemie équivalente ou supérieure à la sienne que si, la surprise aidant, il est sûr de l'emporter. En avril 1944, il avait refusé tout engagement avec la division "Brehmer" chargée de liquider ses maquis. Début juin, lorsque le Parti communiste clandestin de la zone sud impose aux maquis F.T.P. de prendre Tulle et Limoges le 6 juin, sa brigade de marche est désignée pour s'emparer de cette dernière. Guingouin s'oppose à cette décision estimant que conquérir la ville est faisable, mais la tenir irréalisable. Les événements de Tulle lui donnèrent raison, la cité ayant été reprise par les SS en vingt minutes. Contrairement à ce qui a été dit et écrit, Guingouin n'est pas un "rouge le couteau entre les dents" voulant mettre à feu et à sang le Limousin afin d'y ériger une république bolchevique, mais un chef maquisard nationaliste économe de ses hommes et de ses moyens jusqu'à ce que la balance penche en sa faveur et, de plus, soucieux d'éviter les représailles de l'occupant aux populations qui soutiennent son combat. Communiste ne se jetant pas à plat ventre devant les directives du Parti et résistant d'avant juin 1941, il est et reste indépendant, attitude courageuse que les bureaucrates staliniens lui feront payer avec usure après la guerre.

La disparition de Kämpfe bouleverse tout. Les SS sont dans la position du joueur d'échec qui cherche à mettre mat le roi blanc (peint en rouge) et qui perd brutalement sa reine noire. Lammerding en tire les conclusions qui s'imposent. Les SS ont perdu et l'opération contre les maquis communistes, annulée. Ne sera entrepris que le dégagement de la N 120 de Tulle à Uzerche afin de faciliter les liaisons entre les unités, en levant la contrainte du transit obligatoire par Brive. Cette décision implique que Guingouin s'était affolé pour rien, qu'il aurait pu rester à Sussac en toute quiétude, mais en pleine nuit alors qu'il lançait ses ordres de "foutre le camp" et de "se planquer", il ne pouvait matériellement pas concevoir que la prise de Kämpfe était une victoire totale de ses F.T.P. Canou vient par un coup de chance inouï et inespéré de désamorcer la deuxième offensive contre les maquis de Guingouin, mais en contre-partie, le

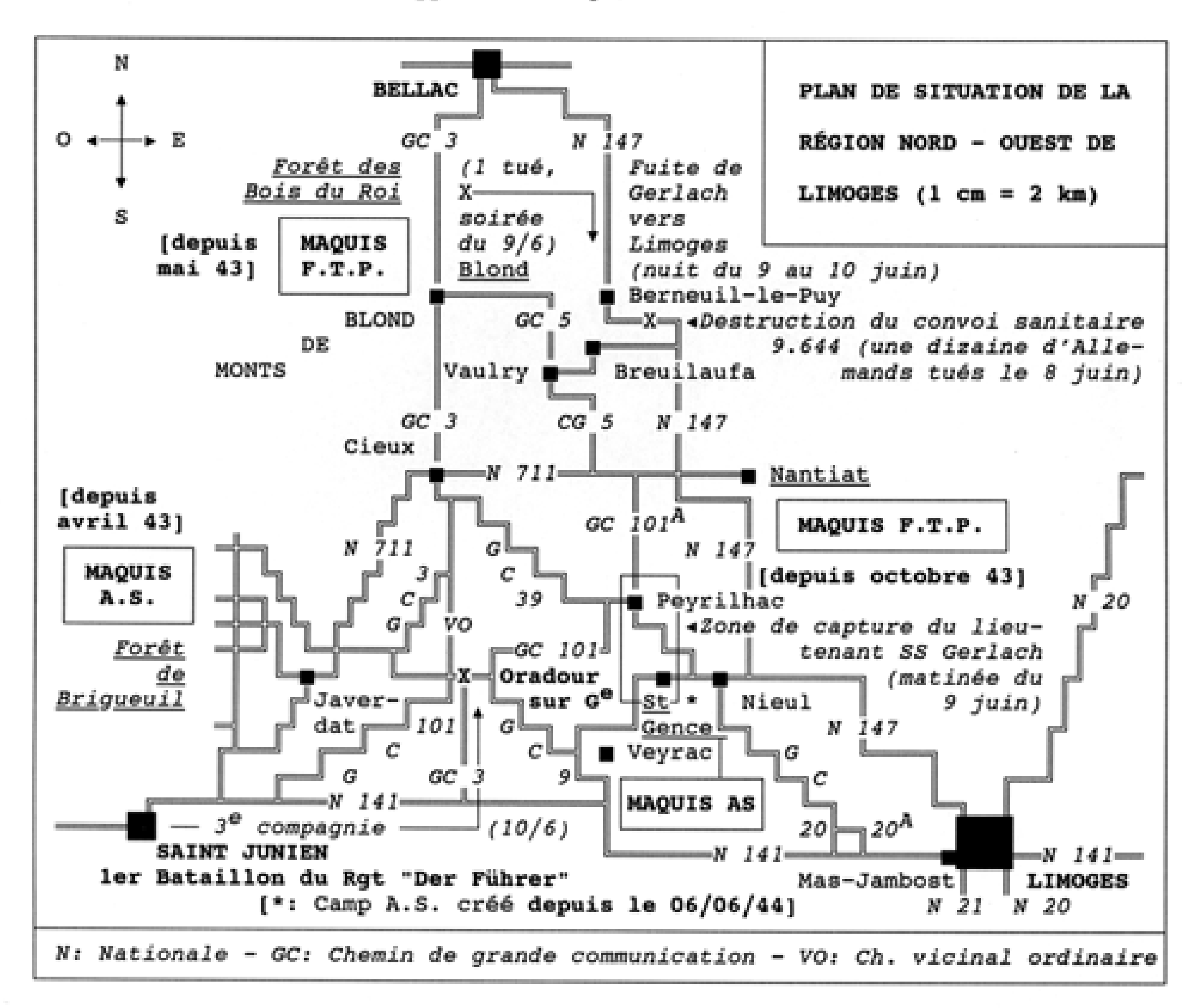
passif sera épouvantable, car toute médaille a son revers. Si le brave sergent paraît avoir "sauvé" Guingouin en l'informant des "missions spéciales", désormais éventées, il a involontairement enclenché le mécanisme qui conduira à la destruction d'Oradour-sur-Glane, ce que Guingouin comprendra parfaitement, en voyant dans la soirée le village transformé en mer de flammes.

Malgré cet échec, une troisième opération sera organisée ultérieurement contre Guingouin par la brigade Jesser en réponse au parachutage massif en plein jour par 72 avions de transport de 864 containers (avec beaucoup trop de mitraillettes "Sten") le 29 juin près de Dombs. C'est toujours le même schéma tactique qui sera appliqué, l'attaque double, frontale et arrière. Le 14 juillet, la brigade Jesser, concentrée à La Courtine, attaquera par Meymac vers Lacelle. Devant les obstacles accumulés, elle les contournera et percera par le nord vers Eymoutiers. Le même jour, une autre colonne du 95[e] régiment de Territoriaux part d'Uzerche vers le nord, passera Massenet et foncera vers St-Germain-les-Belles en direction de Sussac. Guingouin ne peut s'évaporer et sera contraint de tenir ses bases car il attend un second parachutage par 35 avions à Sussac, qui lui apportera le 14 juillet 416 containers d'armes efficaces (fusils mitrailleurs et carabines automatiques). Sussac sera occupé le 19. Les Allemands rameuteront alors un bataillon du 19[e] régiment de Police et deux "centaines" de la Milice de Limoges pour former un étau à trois mâchoires et en finir. Du 20 au 25 juillet, les trois colonnes allemandes et milicienne laisseront sur le terrain quelques 3 à 400 morts sans pouvoir prendre Guingouin qui perdra 2 à 300 maquisards.

Suite au récit de Weidinger, Lammerding le met au courant des pendaisons, dégage le régiment "Der Führer" de l'opération du lendemain, supprimée de ce fait, et donne carte blanche au colonel Stadler pour retrouver Kämpfe. Weidinger repart vers 4 h 30 vers Limoges qu'il atteindra à six heures du matin sans avoir rencontré de maquisards. Calme nocture qu'il attribue aux représaillages de Tulle qui *"avai[en]t apparemment causé un choc aux terroristes maquisards, résultat du reste escompté"*. Weidinger se trompe. Sa route est paisible parce que les F.T.P. - qui ne dorment pas cette fois-ci - ont d'autres chats à fouetter et déménagent. Quant à Lammerding, l'affaire Kämpfe l'arrange, quoiqu'il soit toujours pénible de perdre un bon subordonné, parce qu'elle lui donne une raison de poids pour stopper l'éclatement de sa division au quatre coins du Massif Central.

Si le sud-est de Limoges est devenu provisoirement de tout repos, il en est autrement au nord-ouest et à l'ouest. Déjà le 8 juin, avait eu lieu un combat à Le Dorat (52 km au nord-ouest de Limoges) entre des F.T.P. (3 morts) et un convoi allemand (17 morts, selon la résistance). De plus, à Saint-Junien (30 km à l'ouest de Limoges) un groupe de 300 maquisards F.T.P. et A.S. avait occupé la ville afin d'y faire sauter le pont du chemin de fer de Limoges à Angoulême (un ou deux allemands tués). Ce sabotage avait d'ailleurs entraîné la venue du bataillon I./DF de Diekmann, ce qui n'était pas prévu initialement. Enfin et en particulier, descendant de la forêt des Bois du Roi et du village de Blond où se situe le centre de commandement départemental des F.T.P. de Haute-Vienne, des maquisards surveillaient la circulation sur la N 147 entre Limoges et Bellac. Toujours le 8, deux camions-ambulances avec une dizaine - onze selon la résistance - de membres de la Wehrmacht venant de l'hôpital de campagne 953 du camp de Le Vigeant à 3 km au sud-ouest de L'Isle-Jourdain et se rendant à Limoges par transport sanitaire n° 9.644, y avaient été attaqués par la 2.401[e] compagnie F.T.P. à 9 km au sud-est de Bellac entre Berneuil-le-Puy et Breuilaufa, au niveau d'un bois en limite des deux communes. Des hommes de ce transport, seuls trois sont connus: l'Oberzahlmeister/lieutenant trésorier-payeur Paul Plehwe, le Wachtmeister/adjudant de police Walter Srocke et le Sanitäts-Unteroffizier/sergent infirmier Franz Krawerth. Après l'embuscade où tous les Allemands périrent, conducteurs et blessés, un camion avec la moitié des morts se trouvait sur la commune de Berneuil-le-Puy et le second avec l'autre moitié sur celle de Breuilaufa. Les cadavres furent enterrés à la sauvette le jour même, à la fois dans les bois de Berneuil-le-Puy et dans ceux de Breuilaufa, et les camions - toujours en état de marche - enlevés par les maquisards. Après la guerre, cinq corps seront exhumés du cimetière de Breuilaufa et six de celui de Berneuil-le-Puy afin d'être tranféré au cimetière militaire allemand de Berneuil près de Saintes. Sans nouvelle du convoi sanitaire n° 9.644, le Service de sécurité de Limoges le considéra comme disparu au sud-est de Bellac (voir carte page suivante). Disparition aux conséquences dramatiques.

Ainsi, en deux jours, les 8 et 9, deux officiers allemands, le lieutenant trésorier-payeur Plehwe et le commandant SS Kämpfe viennent de s'évaporer au contact des "terroristes". Un troisième subit cette sublimation, mais s'en tirera et pourra la décrire. Il s'agit du lieutenant SS Karl Gerlach, chef de la 2e section de canons d'assaut de la "Das Reich". Dans la matinée du 9, sur ordre du colonel SS Stadler, Gerlach était parti en convoi de trois voitures vers Neuil afin d'y repérer des logements d'étape pour son bataillon qui, très en retard, n'avait pas encore atteint Brive. La capacité "hôtelière" de Nieul s'étant avérée insuffisante, les SS entreprirent de chercher d'autres habitations réquisionnables aux alentours. Ils se dirigèrent vers Peyrilhac ou vers Saint Gence. Au bout d'un moment, Gerlach fit faire demi-tour à son chauffeur car ils étaient isolés, leur voiture ayant distancé les autres. Ils recontrèrent soudain un camion de maquisards. Trompé par leurs uniformes bleus, Gerlach les prit pour des Miliciens, s'aperçut trop tard de sa méprise et fut capturé. Le contact fut rude. Les deux SS furent frappés au visage, dévêtus et laissés en sous-vêtements.



Le degré de connaissance de la langue de Goethe des gens en bleu se limitait à vociférer "SS - sofort kaputt!/SS - à mort immédiatement" et "Nix SS - SS kaputt/Pas de SS - SS à mort". Gerlach, comprenant que leur liquidation serait "sofort", réussit à se faire comprendre d'un maquisard parlant correctement allemand. *"J'expliquais que j'étais officier d'ordonnance de la division et que je pourrais, si j'étais présenté au chef de maquis, faire d'importantes déclarations"*. Cet aveu spontané parut intéresser le responsable des maquisards qui trancha en une ou deux phrases adressées en français à Gerlach qui n'en retiendra qu'un mot: *"J'entendis le nom d'"Oradour". J'en conclus que le chef devant lequel je devais être emmené pour faire mes déclarations devait se trouver à Oradour"*. Gerlach et son chauffeur furent réembarqués dans le camion, conduits dans un village dont Gerlach lut le nom à l'entrée: "Oradour-sur-Glane", et là, déposés dans la rue principale. Ça grouillait de curieux, de maquisards en uni-

Après-guerre, la capture à Saint Junien de "1 voiture allemande + 2 officiers" sera revendiquée pour la journée du 8 (au lieu du 9) à la fois par le maquis F.T.P. de Blond et celui A.S. de Brigueuil. D'abord, ce n'est pas "à" mais "aux environs" de St Junien, ce qui implique que l'endroit exact de la prise n'est pas connu. D'ailleurs Peyrilhac n'est pas exactement dans les environs de St Junien, mais plutôt dans ceux de Nieul ou par extension de Limoges. D'autre part, qu'en fin de matinée ou en début d'après-midi, se soient retrouvés au même moment à Peyrilhac pour l'apéritif ou le café trois groupes à la fois, un F.T.P., un A.S. et un SS, est assez incroyable, voire improbable. Si maquisards A.S. il y eut, ils venaient ou des alentours de St Gence (peu probable car l'implantation d'un camp A.S. avec une dizaine d'hommes sans armes - s'appuyant sur la forêt de Veyrac - ne datait que du 6 juin) ou bien de la forêt de Brigueuil et, dans ce cas, durent y retourner via Oradour et Javerdat, chemin le plus court. Une voiture civile ou militaire avec un camouflage de guerre et une plaque minéralogique SS conduite par des résistants ne passe pas inaperçue. De plus, la décision des maquisards de se séparer à Peyrilhac était imprudente. Rester ensemble leur assurait une meilleure chance de succès en cas de nouveau heurt avec les Allemands. Que les deux groupes aient roulé de concert jusqu'à Oradour et se soient séparés plusieurs kilomètres après, l'un vers Javerdat et l'autre vers Blond, serait plus compréhensible. Enfin, la déclaration trop tardive de Madame Pradaud est historiquement irrecevable, à moins qu'elle soit complétée de documents d'époque irréfutables. Quant à Gerlach, même si sa sincérité n'est pas à mettre en doute, il est probable qu'il a "arrangé" l'épisode de sa capture, un SS ne pouvant tomber aux mains d'une faible femme même armée. En résumé, la pérégrination de Gerlach du 9 juin est établie mais trop d'inexactitudes volontaires ou non de part et d'autre ne permettent pas de trancher sur son passage à Oradour-sur-Glane qui demeure incertain et possible.

Ont été présentés les trois événements qui jouèrent un rôle majeur dans la genèse du drame d'Oradour et qui, lorsque les autorités françaises demanderont les raisons de cette destruction insensée, serviront tour à tour d'excuses et d'alibis aux autorités allemandes et aux SS. Ces trois actions "terroristes" se déroulèrent dans trois lieux différents autour de Limoges: le convoi sanitaire de la Wehrmacht entre Berneuil et Breuilaufa, Kämpfe à proximité de Saint Léonard et Gerlach aux alentours de Nieul. Les SS - Lammerding, Weidinger, Diekmann et ses officiers subalternes - vont regrouper de manière partiellement artificielle et en dramatisant à l'extrême ces trois échecs allemands en un site unique qui incarnera le mal des "Banden/bandes insurgées" qui ne peuvent être que communistes et sur lequel ils vont s'acharner. Gerlach emprisonné, molesté et rescapé par la grâce du Führer, aurait subi son douloureux calvaire à Oradour. Le convoi sanitaire aurait été découvert le 10 en début d'après-midi sur le G.C. 3 à quelques kilomètres au sud d'Oradour, avec conducteurs et chefs de voiture attachés aux volants, carbonisés vifs comme les malades et convalescents convoyés dans l'incendie des deux camions-ambulances. Kämpfe aurait été transporté à Oradour pour y être fusillé et brûlé en place publique dans la soirée du 10, spectacle moyenâgeux supérieur au feu d'artifice républicain du 14 juillet.

En cette aube du 10 juin, le bataillon III./DF, aidé d'agents du Service de sécurité de Limoges et d'un groupe de Miliciens, reprend ses recherches en quadrillant la région de St-Léonard et en tentant même de prendre contact avec les maquisards. De son côté, la Traction avant noire du colonel Guingouin, avec à son bord le commandant SS Kämpfe, vient de traverser en trombe Limoges afin d'échapper à cette traque inévitable. Guingouin se rend dans son second fief F.T.P., existant depuis mai 1943 au nord-ouest de Limoges, à Blond et la forêt des Bois du Roi, et ce pour deux motifs, esquiver l'attaque SS et la battue pour Kämpfe dans sa zone d'implantation initiale au sud-est - opérations séparées qu'il tient alors pour unique - et en profiter pour inspecter ses F.T.P. de Blond. Le chemin, le plus rapide et sans danger, pour rejoindre Blond débute à côté de Veyrac et passe par Oradour-sur-Glane (par les GC 9 et 3). Si Guingouin a emprunté cette route, il traverse Oradour entre 5 et 6 heures du matin, s'y arrête peut-être, mais son prisonnier y est remarqué à coup sûr par quelqu'un d'une population de paysans qui se lève au chant du coq au contraire des citadins se couchant tard. En effet, vers 6 heures, deux Miliciens dont l'un se nomme Tomine (ou Thomine) font réveiller à l'Hôtel de la Gare de Saint-Junien le commandant SS Diekmann pour lui annoncer qu'un officier supérieur allemand se trouve à Oradour-sur-Glane, renseignement parfaitement exact à ce moment-là.

On a beaucoup écrit sur les événements de Saint-Junien, mais toujours en fonction de la destruction calculée d'Oradour, initiée par des charognes miliciennes voulant se venger de ce paisible-village-maréchaliste. De quoi ? Nul ne le sait. Dans la nuit du 7 au 8 juin, les maquisards avaient essayé de faire sauter le viaduc métallique de la voie ferrée Limoges-Angoulême surplombant la Vienne. En vain. Le 8 au matin, une troupe de 300 maquisards A.S. et F.T.P. occupait la ville et y destituait le maire. Opération identique à celle de Tulle réalisée suite au débarquement allié qui, comme le prévoyaient faussement les résistants, entraînerait le départ précipité des Allemands. Des saboteurs retournèrent au viaduc sur lequel ils déboulonnèrent un rail et ils y lancèrent une vieille motrice tirant quelques wagons. La motrice bascula et se coucha sur le pont, la queue des wagons arrières déraillèrent, défoncèrent le parapet et tombèrent dans la Vienne. Le trafic ferroviaire des personnes fut bientôt rétabli. Les voyageurs passaient d'un train sur une rive à un autre sur l'autre rive en parcourant à pied la coupure. Dans les trains qui arrivèrent à Saint-Junien, il y avait des civils français, mais aussi des membres de la Wehrmacht. En soirée, dix d'entre eux, se rendant à Limoges et descendus à Saint-Junien, franchirent la Vienne sur le ballast du pont et se firent tirer dessus par les maquisards. Un Allemand fut tué, un second blessé. Ils prévinrent aussitôt la place de Limoges. Un train blindé en partit pour Saint-Junien en emmenant des unités allemandes disparates et un lieutenant S.D., Wickers, pour y rétablir la situation. La gare de Saint-Junien fut bientôt occupée et ses abords nettoyés. Les maquisards se replièrent, laissant comme d'habitude les civils payer les pots cassés. Pourtant ne fut exigé par le lieutenant S.D. Wickers qu'une cinquantaine d'hommes avec des pelles et des pioches, destinée à creuser des tranchées afin de renforcer les défenses de la ville. La corvée fut achevée à 13 heures et les hommes libérés. Vers 10 heures, le bataillon de Diekmann arrivait et prenait la situation en main. Il était accompagné de deux voitures qui s'étaient jointes à lui à Limoges. La première renfermait quatre membres du S.D.: l'Oberscharfüher/adjudant S.D. Joachim Kleist, le chauffeur S.D. Leber, l'interprète S.D. Eugène Patry et l'auxiliaire français S.D. Lombardin. Le second véhicule occupé par des membres du "Deuxième service" (Renseignements) milicien dont le chef Pitrud, Davoine, Tixier et Tomine (ou Thomine). Ils servirent de guides à Diekmann, qui établit ses quartiers à l'Hôtel de la Gare, et furent employés essentiellement à rechercher et à réquisitionner tout le carburant disponible pour les véhicules du bataillon, dont les réservoirs étaient presque à sec faute de ravitaillement. Au procès de Bordeaux, le commissaire du gouvernement, le lieutenant-colonel Gardon décrira les SS à St Junien *"se ruant sur les pompes à essence"* (Procès, p. 162). Diekmann, après avoir renvoyé Wickers à Limoges, établit un périmètre défensif autour de Saint-Junien et occupa ses hommes à des exercices de tir et au lancer de grenades - sage précaution avant leur engagement en Normandie - ce que les habitants prirent pour des mesures de représailles. En soirée, Diekmann apprit par Limoges l'enlèvement de Kämpfe, en avertit ses équipes gestapiste et milicienne et leur recommanda d'être à l'écoute de toute information intéressante. On ignore avec qui les Miliciens entrèrent en contact, mais ils furent mis au courant avant 6 heures le lendemain de la présence d'un "officier supérieur allemand" à Oradour-sur-Glane ce que Tomine transmit immédiatement à Diekmann. Qui a communiqué le passage du SS à Oradour ?. Bien qu'une forte partie de la population de ce gros bourg soutienne les maquisards qui y passent et repassent fréquemment, certains habitants (tel Albert Roumy ayant les sympathies miliciennes et d'autres plus discrets, *"...un de ces bons français qu'on ne saurait soupçonner de mauvais sentiments"* comme l'écrira Guingouin lui-même) les tolèrent mal, excédés par leurs "réquisitions" sous la menace des armes, leurs vols de tabac, d'argent et la violence qu'ils génèrent. Ainsi le 10 à 6 heures du matin, Diekmann apprend que Kämpfe est à Oradour. S'il avait eu le sens tactique de Guingouin, le SS aurait rassemblé une ou deux sections de ses hommes et serait parti sur-le-champ exploiter le renseignement - qui n'est valable que peu de temps - et tenter de délivrer Kämpfe en poursuivant Guingouin. Diekmann, en bon SS obéissant, a besoin de l'autorisation de son chef, Stadler, pour engager ses troupes. Mais avant tout, il lui faut recouper l'information afin de savoir si elle est plausible, car Kämpfe a été enlevé devant Saint-Léonard à plus de quarante kilomètres d'Oradour. Pour cela, il se rend à Limoges qu'il atteint à 8 heures.

La réunion qui va se dérouler à l'Hôtel Central est d'une importance extrême car s'y décidera le principe d'une opération anti-terroriste ponctuelle à Oradour-sur-Glane avec des objectifs précis et limités. Elle débute vers 9 heures. Lammerding n'y participe pas, séjournant jusqu'au soir à l'Hôtel Moderne de Tulle. Y est appelé en consultation le chef du S.D. de Limoges, le colonel S.D. Meier, qui mentionne la disparition des Allemands du convoi sanitaire n° 9.644 entre Bellac et Nantiat ainsi que leurs noms parmi lesquels le lieutenant trésorier-payeur Plehwe, l'adjudant de police Srocke et le sergent infirmier Krawerth. Stadler fait état de la découverte du "Soldbuch/livret militaire" de Kämpfe retrouvé dans une rue de Limoges. Diekmann n'en revient pas. Très excité, il trace sur une carte locale un trait entre Saint-Léonard et Limoges, puis un autre de Limoges à Oradour-sur-Glane. Trajet presque droit, incurvé au centre en tenant compte de la position de Limoges. Les dires des Miliciens sont vrais. Kämpfe a été transporté à Oradour et s'y trouve peut-être encore. Comme le colonel S.D. Meier a communiqué en outre à Stadler que, selon ses indicateurs français, un important état-major du maquis se trouverait à Oradour, tout concorde. A vrai dire, l'information de Meier est fausse. Qu'il ait désigné la forêt de Brigueuil ou le village de Blond prouverait la qualité de ses sources de renseignement, mais citer Oradour montre son ignorance crasse de la situation des maquisards au nord-ouest de Limoges. Diekmann supplie Stadler de lui permettre d'y aller avec une compagnie, *"pour libérer Kämpfe, dont il était l'ami"* dixit Weidinger présent à la réunion. Accordé. Gerlach, qui a été naturellement convoqué pour raconter ses déboires et quoiqu'il n'ait dormi que quelques heures, se présente alors. Interrogé, il situe son "périple" au nord-ouest en partant de Nieul. Weidinger rapportera ainsi cet épisode: *"A ce moment, les deux hommes [Stadler et Diekmann] qui étaient en train d'étudier la carte virent arriver Gerlach qui, posant le doigt à l'[ou]est de Limoges, dit: "C'est là que j'ai été conduit et mon chauffeur tué". C'était Oradour-sur-Glane".* Le geste de Gerlach pointant son index sur Oradour paraît très assuré (dire d'après-guerre), mais à l'époque, il le fut certainement beaucoup moins. Qu'il ait remarqué sur les panneaux indicateurs des routes qu'il avait empruntées le nom "Oradour-sur-Glane" est certain. Que Diekmann, par ses questions et une habile persuasion verbale, ait dirigé le doigt accusateur de Gerlach sur Oradour est une possibilité qu'on ne peut exclure. Ce qui fait qu'en 1951, Gerlach répètera - tel un perroquet bien dressé - "Oradour" en toute bonne foi.

Ce qui importe par-dessus tout à Stadler est de libérer Kämpfe. Il veut une négociation directe avec le Maquis aboutissant à un échange. Dans ce but, il obtient du colonel S.D. Meier la promesse de libérer d'abord quinze, puis trente maquisards si Kämpfe est rendu. Pour porter ce marché à Guinguoin, un résistant d'Eymoutiers emprisonné à Limoges, Laudoueneix, est extrait de sa cellule et conduit à l'Hôtel Central. On lui lit la proposition allemande, trente maquisards contre un commandant SS, à laquelle est ajoutée une somme de 40.000 francs français [2.000 Reichsmark ou 40.000 francs actuels] et 10.000 Reichsmark [200.000 franc actuels] que Stadler prélèvera sur la caisse du régiment - ce qui est interdit - et la liberté pour le négociateur. A charge pour lui de se rendre dans le triangle maquisard du sud-est de Limoges et de contacter Guingouin. Le résistant accepte et est conduit à l'est de Limoges où il est relâché. D'après Weidinger, il téléphonera vers 23 heures pour dire qu'il n'avait pu joindre personne. A cette heure, Oradour était en cendres et Kämpfe mort.

Si Stadler envoie Diekmann à Oradour, c'est avec une mission au cadre strictement défini. Dans son interrogatoire du 20 novembre 1947, le capitaine SS Heinz Werner, qui remplacera Kämpfe à la tête du III./DF, racontera que, comme selon la Milice et le S.D., se trouvait un poste de commandement maquisard à Oradour et qu'à proximité du village, un motocycliste de liaison avait essuyé des coups de feu, Stadler autorise la marche de Diekmann avec les ordres suivants: *"1° - anéantir le P.C. du maquis; 2° - fouiller le village et rechercher Kämpfe; 3° - il importait au Régiment de faire un maximum de prisonniers afin de pouvoir échanger, le cas échéant, Kämpfe contre ceux-ci".* De son côté, Weidinger dans son interrogatoire du 4 mai 1949 évoquera une mission avec plusieurs possibilités graduées ordonnées par Stadler. Primo, se rendre à Oradour pour y libérer Kämpfe en *"lui conseill[ant] de procéder avec une extrême prudence".* Apparemment, Stadler pense à une approche silencieuse, encerclement, localisation et action de commando. Secundo, si cette manoeuvre est impossible, négocier la libération par tous les moyens (utilisation du drapeau blanc). Tertio, en cas d'échec de la précédente, occuper la localité et libérer Kämpfe. Quarto, si Kämpfe ne se trouve pas à Oradour, faire de nombreux prisonniers - une quarantaine

d'otages d'après l'adjudant S.D. Kleist; en réalité, trente - afin de monter un autre échange si le premier échoue. Werner et Weidinger présentent une approche d'Oradour radicalement opposée. Malgré cette divergence, à la manière dont sera menée l'expédition, qui se résumera à *"anéantir Oradour"*, Diekmann a désobéi aux ordres de Stadler.

Le colonel Meier, outre les disparus du convoi sanitaire, rapporta à Stadler et Diekmann les dernières actions du maquis, en particulier la destruction le 9 juin du pont routier de Masléon pour empêcher que des éléments SS venant de Limoges par la N 679 n'atteignent Châteauneuf-la-Forêt, puis Sussac. Qui dit destruction, dit explosifs. Ceux-ci étaient produits à la Poudrerie de Bergerac sous contrôle allemand. Dans le palmarès des actions de la R 5 [Région d'activité de la résistance comprenant cinq départements: l'Indre, la Haute-Vienne, la Creuse, la Dordogne et la Corrèze] menées par les résistants avant le jour J, il est indiqué que *"700 tonnes d'explosifs provenant de Poudrerie de Bergerac sont détruites entre avril et mai 1944"*. Détruites, et non détournées. Qu'il y ait eu un certain "coulage" à la Poudrerie de Bergerac est possible mais ces détournements minimes ne pouvaient assurer un approvisionnement régulier des maquis. La provenance des explosifs utilisés - avant les parachutages de plastic - se réduit à une autre source, nettement désignée, leur enlèvement à quatre reprises par les F.T.P. de Guingouin dans la dynamitière de la Société des Mines [exploitation de wolfram] de Puy-les-Vignes à Saint-Léonard. Un premier eut lieu dans la nuit du 25 au 26 janvier 1943 par six hommes en possession d'une camionnette. Le butin fut considérable: 47 caisses de 25 kg, soit 1.175 kg de dynamite. Chaque caisse de 25 kg mesurait 48 cm x 30 cm x 26 cm et contenait 10 boîtes en carton de 2,5 kg chacune, renfermant 25 cartouches cylindriques de 100 grammes longues de 10 cm. Guingouin ne participa pas à ce raid. On ne connaît qu'incomplètement la répartition des 47 caisses: 20 dans la forêt de Châteauneuf (bordant Sussac), 7 dans une fausse cave du village de Sainte-Anne, 4 éparpillées dans le village de Bussy-Varache et d'autres envoyées à Chamont et à Magnac-Bourg. En mars 1944, ce stock d'explosifs tirait a sa fin. Une deuxième expédition fut décidée. Le 13 à 15 heures, Guingouin dans sa Traction avant noire, suivie de deux camions, soit un commando de 16 hommes armés de trois mitraillettes Sten et de trois fusils-mitrailleurs, partit de Exeidioux (à côté de Saint-Gilles-les-Forêts) et se présenta à la Mine de Puy-les-Vignes. D'office, le grand jeu. Entrée en force, mise en batterie des fusils-mitrailleurs, irruption soudaine dans le bureau du directeur, sommation de livrer le contenu de la dynamitière. Les ouvriers de la mine chargèrent les camions de 2.200 kg de dynamite (88 caisses de 25 kg), 5.000 mètres de mèche lente, 14.000 détonateurs, 2.000 allumeurs électriques, 2.000 mètres de cordeau détonnant. Fin du chargement: 18 heures. Rassemblement de tous les employés et mineurs. Discours de Guingouin: interdiction au directeur d'appeler les autorités avant le lendemain matin, paiement aux ouvriers d'une demi-heure supplémentaire pour le transport "gracieux" des explosifs. Ces derniers furent d'abord ainsi répartis: 5 caisses avec mèche lente, cordeau détonnant et détonateurs à Champnétery, 20 caisses dans un champ proche du hameau L'Oradour (entre Roziers et Linards), le reste à côté du cimetière de Saint-Gilles-les-Forêts. Les F.T.P. reviendront compléter leur emplettes explosives les 15 et 17 mars. Si Guingouin dévoilera en 1983 la première distribution de la dynamite enlevée le 13, il se taira sur les suivantes, en particulier sur les livraisons aux Maquis de Blond et de Brigueuil et leurs sites locaux de dépôt, afin de ne pas courir à Sussac chaque fois qu'un groupe de saboteurs aurait besoin du moindre bâton de dynamite et d'un bout de cordon bickford. Un seul sera révélé dans des conditions dramatiques, celui placé dans le clocher de l'église d'Oradour-sur-Glane - avec l'accord des curés de la paroisse, parce qu'il y fit accidentellement explosion le 10 juin vers 16 heures 15.

De ces quatre "enlèvements", seul celui opéré dans la nuit du 25 au 26 janvier 1943 fut cité en 1945 dans les succès de la "R 5": *"Coup de main sur le stock de dynamite de Saint-Léonard. Cette prise de guerre alimentera les saboteurs de la Haute-Vienne pendant un an"* et complété par les commentaires de quatre photos du raid sur le stock de dynamite, tirées d'un film consacré à la résistance dans R 5 et qui devait porter le titre "Autour d'un maquis": *"Aux mines de Wolfram de Saint Léonard, il y avait un important stock de dynamite. Une opération fut décidée aussitôt - La poudrière était entourée d'une enceinte qui fut vite cisaillée par Guingouin - Le toit soulevé, le plafond fut percé et la dynamite sortie en une heure à bout de bras - La dynamite permit d'alimenter les sabotages dans toute la R 5 pendant des mois"*. Guingouin est le héros du coup de

main. Béret noir sur la tête, il cisaille en personne la clôture et se glisse dans la poudrière par une brèche pratiquée dans le toit. Tout ceci n'est qu'une reconstitution après-guerre pour son film à la gloire de la résistance limousine. L'action se déroule en plein jour alors qu'elle eut lieu en pleine nuit et Guingouin n'y participait pas. Il se substitue à Gabriel Montaudon dit "Tino". Néanmoins, le tournage se fit sur le lieu du "coup de main", à la dynamitière de Puy-les-Vignes, et les différentes phases de l'opération furent fidèlement rendues.

A la fin de la réunion à Limoges, Diekmann revient à Saint-Junien et met en alerte sa 3[e] compagnie, commandée par le capitaine Otto Kahn. Une rapide conférence se tient à l'Hôtel de la Gare. Sont présents Diekmann, Kahn et l'adjudant S.D. Joachim Kleist. Les Miliciens n'y assistent pas, leur rôle dans cette affaire étant clos. Ils ont rempli avec célérité la recherche demandée par Diekmann en fournissant un renseignement qui vient d'être recoupé - faussement - à Limoges par le S.D. (Gestapo). Diekmann expose les raisons de l'expédition à Oradour et les ordres prescrits. La teneur de cette conférence n'est connue que par les dires d'un non-participant, l'interprète S.D. Eugène Patry, qui rapportera après la guerre les propos de Kleist sur celle-ci. Ce dernier aurait déclaré à Patry que Diekmann voulait capturer une quarantaine d'otages - trente en fait - à Oradour parce qu'un lieutenant SS et son chauffeur, suite à l'attaque de leur voiture, y avaient été conduits et que <u>douze</u> Allemands, faits prisonniers par les maquisards, <u>y avaient été pendus</u>, excepté le lieutenant qui avait pu s'enfuir. Le chiffre de douze Allemands disparus ou tués serait assez juste: les "onze" - d'après les résistance - membres du convoi sanitaire et le chauffeur de Gerlach. Quant à leur présence à Oradour, c'est le premier stade et, leur pendaison dans le village, le second, d'une fantasmagorie que Diekmann est en train de construire étage par étage. Le commandant SS a été mis au courant à Limoges de la centaine de "terroristes" pendus à Tulle en représailles d'atrocités. Il croit que l'ennemi agit comme les SS ont procédé. Vers midi, le 10 juin, Diekmann s'est persuadé et en convainc ses subordonnés et son entourage que la pendaison de "douze" Allemands à Oradour est effective, alors qu'elle est imaginaire. Ainsi, que les renseignements fournis aux SS soient vrais ou faux n'a guère d'importance, car Diekmann opère en fonction de ces données qu'il considère comme exactes.

Pour expliquer la mission à Kahn, Diekmann ne doit dire qu'un mot, "Frayssinet" et Kahn comprend le type d'opération à mener. Le 21 mai 1944, alors que le 1[er] bataillon du régiment "Der Führer" stationnait à Valence d'Agen, il lui fut demandé par le Service de sécurité d'Agen d'effectuer un ratissage des forêts entourant Villefranche-du-Périgord. Le nettoyage se termina en fin d'après-midi à Frayssinet-le-Gélat dans le Lot. Les hommes furent rassemblés pour contrôle d'identité et le village fouillé. A peine les SS de la 3[ème] compagnie commandée par Kahn eurent-ils entamé la vérification des papiers qu'un coup de feu venant d'une fenêtre tua un SS. Les SS foncèrent sur la maison d'où on avait tiré et y trouvèrent trois femmes âgées dont la plus vieille tenait encore une arme. Mme Agathe Pailles, quatre vingts ans, marquée dans sa jeunesse par la guerre de 1870, semblait n'avoir pu supporter la présence des - nouveaux - "Prussiens" tant haïs dans son village français. Les trois femmes, Mme Pailles et ses deux nièces furent pendues à des poteaux télégraphiques proches de l'église devant la population rassemblée et leur maison incendiée en représailles selon l'ordre Sperrle du 3 janvier 1944, *"incendie immédiat des maisons d'où les coups de feu sont partis"*. Deux ou douze hommes, qui ne purent justifier de leur identité et considérés comme "terroristes", furent eux, fusillés.

Kahn met sur pied de guerre les deux tiers de sa compagnie, soit à peine une centaine d'hommes. Le convoi formé comprend deux voitures blindées semi-chenillées, six camions, un motocycliste de liaison. Son armement est celui réglementaire de l'infanterie allemande: pistolets P. 08 ou P. 38 de calibre 9 mm pour les officiers, fusils à répétition Mauser modèle 98K de 7,92 mm et mitraillettes Schmeisser M.P. 40 de 9 mm pour les hommes de troupe, mitrailleuses M.G. 42 avec bipied (ressemblant au fusil-mitrailleur français) de 7,92 mm, grenades à manche à effet soufflant et pistolets lance-fusées (servant aussi de pistolet d'assaut pour lancer des projectiles explosifs). Avant le départ, l'objectif de l'expédition est clairement expliqué aux sous-officiers et aux hommes de troupe: rechercher Kämpfe et, de ce fait, combattre les maquisards. Le SS Boos déclarera *"On nous avait dit que le but de la mission était d'aller chercher le commandant Kämpfe que des maquisards avaient capturé. On nous avait prévenus que nous de-*

vions nous attendre à des combats acharnés". Diekmann accompagne la compagnie de Kahn et prend place avec ce dernier dans le véhicule blindé semi-chenillé de tête, équipé d'un poste radio émetteur-recepteur. La colonne SS part à 13 h 30 de Saint-Junien, roule sur la N 141, passe la Tuilerie et, tournant à gauche, emprunte le GC 3 qui débouche sur Oradour-sur-Glane par le sud. Deux kilomètres avant le village, les véhicules sont arrêtés. Diekmann appelle à lui les chefs de section de Kahn et leur remet ses ordres manuscrits: encerclement d'Oradour, rassemblement des habitants pour vérification d'identité, fouiller le village pour rechercher Kämpfe et, en cas d'insuccès, prendre un trentaine d'otages pour échange ultérieur.

Oradour-sur-Glane est un gros bourg rural, relié par tramway électrique à Limoges depuis 1911. Son orientation politique est de gauche. De 1919 à 1940, avait été élu et réélu un maire socialiste, Joseph Beau. En avril 1941, l'administration de l'État français le remplace par un homme de droite, le docteur Paul Desourteaux. Sa population recensée en 1936 s'élevait à 1.574 habitants (330 dans l'agglomération même, le reste dans des hameaux environnants). En 1939, une trentaine d'espagnols républicains s'y installe, suivie en 1940 par une cinquantaine de réfugiés lorrains. En 1944, la mairie distribue 1.680 cartes d'alimentation mensuelles. Nombre de ces étrangers sont employés dans le 643e Groupement de Travailleurs Étrangers (G.T.E.), formation permettant de les employer tout en les contrôlant régulièrement. En juin 1944, les Espagnols sont dans les maquis F.T.P. qu'ils ont rejoints l'année d'avant en désertant la 643e G.T.E. Leurs familles résident toujours à Oradour, ce qui implique des contacts réguliers. Il y a aussi quelques résistants A.S. parmi les notables et plusieurs excités voulant devenir F.T.P. après le succès du débarquement allié. Quoiqu'Oradour soit cerné par quatre zones de maquis (F.T.P. à Blond et à Nantiat, A.S. dans la forêt de Brigueuil et à Saint-Gence), il n'existe pas de maquis implanté dans le village et ses alentours immédiats. Oradour sert de point de ravitaillement et de stockage pour les maquisards.

Le dispositif adopté par Diekmann est la progression en trident dont les deux branches extérieures se rabattent sur la centrale une fois l'encerclement réalisé. Les SS pénètrent dans le bourg à 14 heures. En tenues de combat camouflées, casqués, fusils et mitraillettes en main, ils guettent le moindre signe d'agressivité. Le village est bouclé. Diekmann se rend à la mairie, y fait convoquer d'urgence le maire, le docteur Paul Desourteaux, et ordonne un rassemblement général des hommes, femmes et enfants, sur la plus grande place pour contrôle d'identité. Le garde-champêtre commence à l'annoncer au son du tambour. Tout semble se passer dans le calme comme le ressent un adolescent, Robert Hébras. Aucun coup de feu n'a encore été entendu quand, une dizaine de minutes après l'arrivée des SS, des tirs se déclenchent venant de la périphérie est d'Oradour, au lieudit "hameau des Bordes", quartier à l'est d'Oradour (déposition de M. Broussaudier au procès de Bordeaux, audience du 28 janvier 1953). Au cours de leur encerclement d'Oradour, les SS raflent les habitants de ce quartier et les amènent sur le champ de foire par la rue des Bordes. Ces lieux sont des zones populaires, aux maisons d'aspect modeste, au contraire de celles cossues de la rue principale. Ses habitants sont socialistes front populaire ou communistes, distinction à peine perceptible dans ces milieux et dont le représentant le plus caractéristique en Haute Vienne est Georges Guingouin qui prône la fusion des deux mouvements.

Cinq de ces hommes, MM. Villoutreix (45 ans, journalier), Raymond (71 ans, cultivateur), Avril (37 ans, marchand de bois), Duvernay (46 ans, fermier), Lachaud (72 ans, maçon), probablement accompagnés de voisins comme M. Ballot (65 ans, maçon du quartier des Bordes [indiqué officiellement habitant Oradour sans autre précision]), contraints par les SS à aller faire vérifier leur papiers, ne l'entendent pas ainsi et décident de désobéir, isolément ou collectivement. Ils tentent de s'échapper ou de résister, mais les SS sont vigilants, bien armés, et les abattent en les mitraillant. Mathieu Borie, résistant F.T.P., notera dans son "cahier" rédigé peu après le drame: *"Des coups de feu claquent de partout. Je me dis: "Il y en a qui ne veulent pas les suivre et qui engagent le combat"*. M. Tarnaud, qui se trouve déjà rue des Bordes en direction du champ de foire, situera l'épisode à Bordeaux (audience du 26 janvier 1953): *"A ce moment-là, il y avait une mitrailleuse qui tirait du côté des Bordes dans un petit bois qui était à 400 mètres de chez nous"*. Les deux SS qui l'accompagent partent voir ce qui se passe et M. Tarnaud en profite pour s'esquiver. Le petit Roger Godfrin fera allusion à ces tirs proches qui paniquent les enfants (Procès de Bordeaux,

audience du 28 janvier 1953): *"Nous étions donc à l'école lorraine bâtie essentiellement pour les enfant de chez nous; nous ne devions pas aller avec les enfants limousins. C'était un peu retiré du village; l'école était située sur la route des Bordes...* ...[Elle était construite en] *matériaux très fins et cela ne pouvait nous protéger des balles. Notre instituteur, M. Gougeon, nous a dit de nous mettre à plat ventre. Aussitôt nous avons excécuté son ordre, mais cela ne nous protégeait pas des rafales de mitraillettes (car il n'y avait pas que des revolvers, il y avait des mitrailleuses, bien entendu). Alors nous partions par un petit chemin qui nous conduisit à l'école maternelle* [le long de la route des Bordes, construite en dur et jouxtant l'école lorraine à une quinzaine de mètres de celle-ci]". M. Gougeon, dès le début des tirs, essaya de protéger ses élèves en les faisant coucher sur le sol, puis les envoya vers l'école maternelle proche afin d'y trouver une protection sûre. Après les tirs, Mme Thomas affirmera à Bordeaux avoir vu *"des corps un peu partout"* dans le "hameau des Bordes". En fin de journée, le SS Lohner, sera chargé d'enterrer des cadavres *"du côté du chemin des Bordes"*. Six cadavres seront retrouvés le lendemain route des Bordes et relevés par leurs familles ou des proches [l'un d'eux, M. Foussat, avait été tué vers 19 heures]. La tuerie de la route des Bordes, semble-t-il, la première de cet après-midi mortel, entraîne un changement dans l'attitude de Diekmann vis à vis des habitants d'Oradour qu'il considère dès lors tous comme des "terroristes". Le tambour est rappelé et les SS deviennent brutaux.

Cette tuerie initiale va s'intégrer dans l'échafaudage illusoire bâti par Diekmann qui là intervertira les rôles. Sur son arrivée à Oradour et selon le juge militaire SS Okrent, il déclarera que *"Dès l'approche, la compagnie essuya le feu de fusils et de mitrailleuses"*. Le capitaine SS Heinz Werner qui se trouvait à l'état-major régimentaire de Limoges indiquera dans son interrogatoire du 20 novembre 1947 que *"Tard dans la soirée* [du 10 juin], *Diekmann rendit compte de l'expédition qu'il avait conduite sur Oradour dans les termes suivants: Au cours de l'approche de la localité, il* [Diekmann] *aurait reçu des coups de feu, à la suite desquels il a encerclé et attaqué le village de tous côtés. La première maison, de laquelle des coups de feu furent tirés et qui était occupée seulement par deux vieilles femmes, fut incendiée par lui"*. Malheureusement, le récit de Diekmann rappelle trop les événements de Frayssinet-le-Gélat dans le Lot et s'en inspire manifestement. Quant à Weidinger, il nagera dans l'extrapolation en écrivant qu'*"Il* [Diekmann] *a roulé avec la 3ème compagnie jusqu'à Oradour-sur-Glane où il s'est heurté à une résistance. L'occupation de la localité ne fait pas découvrir Kämpfe. Par contre, il trouve plusieurs soldats allemands assassinés. La population a pris part au combat"*. Si Diekmann avait retrouvé le moindre soldat allemand mort à Oradour, il l'aurait ramené triomphalement à Limoges pour y être inhumé et justifier ainsi son ordre d'extermination des habitants et de destruction du village par le feu.

A 15 heures, environ six cent personnes sont rassemblées sur le camp de foire, surveillées étroitement par les SS qui se méfient de plus en plus de ce village semblant paisible, mais comptant des "terroristes" dont cinq viennent d'être tués. Même des écoliers sont là. Oradour compte quatre écoles comprenant cinq classes: une à l'école de garçons située dans le même bâtiment que la mairie, deux à l'école de filles au centre du bourg, une à l'école maternelle rue des Bordes et une à l'école lorraine voisine, totalisant 191 inscrits. Les enfants des écoles de garçons et de filles sont dirigés vers le champ de foire. Un SS aurait déclaré à M. Rousseau, directeur de l'école des garçons, *"qu'on craignait une escarmouche dans le village et qu'il allait lui-même conduire les enfants à l'église pour assurer leur sécurité"* (Pauchou-Masfrand, p. 31). Le SS aurait ajouté qu'on leur donnera à manger. Quant aux enfants de l'école maternelle, où s'étaient réfugiés ceux de l'école lorraine, ils sont directement conduits à l'église sans transiter par le champ de foire. Le petit Godfrin se trouve dans la classe de l'école maternelle quand un SS y entre et fait sortir les enfants d'un "Heraus!/Dehors!". Dans la cour de l'école, Godfrin, rendu méfiant par les premiers tirs route des Bordes et délaissant ses deux soeurs en pleurs qui refusent de le suivre, file vers le bois derrière le cimetière comme ses parents lui ont recommandé s'il voyait le "Boche". Il sera un des cinq écoliers survivants (avec Robert Besson, André Pinède et les deux frères Sirieix).

Sur ce qui va se dérouler au champ de foire, les cinq témoins rescapés pouvant en rapporter fidèlement les péripéties, MM. Mathieu Borie, Clément Broussaudier, Jean Darthout, Robert Hébras et Yvon Roby, n'en donneront pas un récit cohérent. Et pour cause. Roby, Hébras et Broussaudier ont respectivement

18, 22 et 26 ans. Darthout et Borie sont des hommes mûrs et ce dernier F.T.P. dans la compagnie 2.409. C'est Borie qui agira en chef lors de leur fuite de la grange Laudry et les sauvera. C'est lui qui donnera juste après le drame, sous le coup de l'émotion, le récit le plus exact de la scène sur le champ de foire, mais de manière anonyme. Ensuite, sur conseil ou sur ordre, il suivra les directives de supérieurs F.T.P., d'abord en taisant certaines demandes des SS, puis en infléchissant et en oblitérant les témoignages de ses quatre compagnons sur la tuerie dans la grange Laudy. Il ne parlera plus du champ de foire, laissant M. Darthout s'en charger et raconter une version allégée qui en tait l'essentiel. Il interviendra sur le premier témoignage de son "copain" Hébras, relatif au séjour dans la grange et malheureusement raconté à Poitevin. Hébras s'alignera aussitôt sur la version communiste qu'il maintiendra jusqu'à nos jours tout en y introduisant des éléments personnels afin de ne pas se contredire.

Contrairement aux souvenirs du jeune Hébras qui discute "foot" avec ses copains, les gens sont très inquiets. Ces tirs, cette violence à peine contenue des SS, ne les rassurent pas et influencent surtout les femmes qui pleurent ou s'évanouissent et les enfants qui sanglotent en reniflant. Diekmann s'en débarrasse en les envoyant à l'église, sans contrôler leur identité et accompagnés par l'abbé Lorich et le séminariste Neumeyer, tous deux lorrains. Le curé en titre d'Oradour, l'abbé Chapelle, âgé de 71 ans et impotent, demeure sur le champ de foire. Ne restent plus que cent quatre vingt à deux cents hommes, surveillés étroitement, que les SS comptent et disposent sur trois rangs. La phase cruciale de l'opération commence pour Diekmann. Il suit les directives reçues. Il annonce qu'un commandant allemand portant beaucoup de décorations a été capturé par des maquisards, que sa présence a été signalée ce matin à Oradour, et il demande où il se trouve. Aucune réponse. Kahn et lui, passant alors dans les rangs des hommes alignés devant eux, vérifient leurs identités et posent parfois quelques questions. Le sergent SS Georg Boos dans sa déposition volontaire comme prisonnier de guerre, le 21 avril 1947, indiquera: *"Quand les habitants étaient rassemblés, Kahn me donna l'ordre de les garder, pendant que lui-même et Diekmann passaient dans les rangs des habitants afin de découvrir les personnes qui pouvaient avoir des rapports avec la disparition du commandant SS Kämpfe"*. Le contrôle a duré quinze à vingt minutes et les réponses des habitants sont négatives. Ils n'ont rien vu, rien entendu.

Quelques hommes sont sans papiers, les ayant oublié dans la précipitation ou, comme M. Pinède, un Juif pyrénéen, les ayant donné à sa femme pour s'en débarrasser et n'ayant conservé que sa carte d'identité. Ils sont mis à part, mais leur nombre, une douzaine, est insuffisant pour Diekmann dont l'ordre est de *"Faire de nombreux prisonniers"*. Il appelle alors le maire à lui, le somme de lui fournir la liste des habitants ("Les Huns à Oradour-sur-Glane", p. 28, probablement selon les propos de Borie) et d'y désigner d'autres personnes pour réunir trente otages. Le Dr. Desourteaux refuse, se propose à la place et ajoute *"Quant au reste, choisissez vous-même"* (d'après Hébras au procès de Bordeaux, audience du 22 janvier 1953). Diekmann écarte cette solution simpliste et exige la liste. Desourteaux s'exécute et conduit le SS à la mairie. Là Diekmann se rend compte qu'il fait fausse route lorsque le maire empile devant lui les registres des 1.680 titulaires de cartes de rationnement. Ne voulant pas y passer l'après-midi, Diekmann doit exiger "sofort/immédiatement" les noms des Juifs et des communistes du village. Le Dr. Desourteaux doit répondre qu'il n'y a aucun Juif dans un village de campagne - trop fainéants pour cultiver la terre comme le prétend la propagande de l'époque - alors qu'il sait qu'au moins une famille israélite y vit, et que les communistes, il ne les connaît pas ou qu'ils sont tous au maquis. Que peut dire de plus le Dr. Desourteaux, homme de droite, imposé par les autorités de Vichy et complètement coupé de ses administrés de gauche, sinon qu'il ignore tout de leurs activités "illégales" et qu'il subit les exactions et rapines des maquisards sans pouvoir réagir. Passablement furieux, Diekmann abandonne cette voie et retourne avec le maire au champ de foire.

Selon Darthout, Diekmann, de retour de la mairie, fait annoncer par un interprète qu'il sait de source sûre qu'un dépôt d'armes, de munitions appartenant aux "terroristes" est caché à Oradour et que si quelqu'un en a connaissance, qu'il parle. Les habitants rétorquent que les armes ont déjà été ramassées. L'un d'eux, M. Lamaud, déclare posséder une carabine de 6 mm. Un SS demande: *"Un fusil de chasse ?"*. Lamaud répond: *"Non, une petite carabine"*. Le SS réplique que c'est sans intérêt (dans les foires, sont utilisées des carabines de calibre 6 mm bosquette et de 4,5 mm (à air comprimé) pour faire des "cartons" ou tirer

des pipes en terre. La détention de ces types d'armes était autorisée par la préfecture, au contraire des fusils de chasse. Ces derniers durent être déposés en mairie dès le début de l'occupation. Dans le film "Le vieux fusil", on peut constater l'usage meurtrier d'une telle arme, soustraite aux autorités et maniée avec intelligence]. Constatant que ces paysans butés et bornés refusent de collaborer à la lutte anti-terroriste, Diekmann les informe que sa troupe va perquisionner dans les maisons pour rechercher Kämpfe et le dépôt clandestin et que, pour faciliter les opérations, ils allaient être enfermés dans des granges le temps que durera la fouille et qu'enfin *"les personnes non concernées seront remises en liberté"* comme le rapportera Hébras.

Darthout omet une partie des demandes et des actes des SS. *"Le commandant allemand portant beaucoup de décorations"* disparaît. Le contrôle des cartes d'identité, alors que les SS ont préparé l'opération en dénombrant les hommes restants, en les faisant aligner sur trois rangs et asseoir par terre - afin d'éviter qu'un homme debout ne se mette brusquement à courir pour fuir - passe aux oubliettes. Du dépôt dissimulé par les "terroristes" à Oradour et dont Diekmann connaît la présence et la teneur explosive - vraisemblablement par un renseignement de source milicienne - ne subsistent que les armes et les munitions.

Le témoignage de Darthout sur les événements du champ de foire est pipé. Borie - le rescapé de la grange Laudy qui seul se jette à terre lors du mitraillage - en fera un récit verbal fidèle qui malheureusement ne sera imprimé qu'après avoir subi des déformations dues à sa transmission par personne interposée, M. Pallier, ingénieur des chemins de fer. Ce récit de seconde main est rapporté par Frank Delage dans "Oradour, Ville martyre" (p. 102): *"Un interprète les a alors avisés qu'un commandant, portant beaucoup de décorations* [Kämpfe], *avait été tué à quelques kilomètres d'Oradour* [faux], *et que les autorités allemandes savaient qu'il existait un dépôt de munitions dans le village. L'interprète a alors demandé où se trouvait ce dépôt. N'ayant pas obtenu de réponse, la population a alors été avisée que le feu allait être mis aux maisons afin de faire sauter le dépôt clandestin* [faux]. *Le maire prit alors la parole pour donner l'assurance que tout le monde ignorait l'existence d'un dépôt de munitions à Oradour* [vraisemblable]. *Il s'offrit comme otage* [vrai] *afin d'éviter la destruction de l'agglomération* [faux]*"*. Rechercher uniquement des"munitions" est idiot car pour tirer, il faut des armes ET des munitions. Le préfet régional, M. Freund-Valade, écrira sans son rapport du 15 juin 1944 que: *"...d'après une dénonciation, il y avait des explosifs cachés dans le village, qu'il* [Diekmann] *allait procéder à des perquisitions ainsi qu'à des vérifications d'identité* [inversion des faits]". L'information sera reprise le 10 juillet 1944 par le Général Bridoux, secrétaire d'État à la défense de Vichy et chargé des relations avec le commandement allemand, qui rapporte *"...les déclarations des chefs* [Diekmann et Kahn] *du kommando SS lors de son arrivée dans le village, et selon lesquels une délation aurait signalé des dépôts d'explosifs..."*.

Les demandes particulières de Diekmann aux hommes d'Oradour seront censurées dès fin novembre 1944 des témoignages des survivants. Borie deviendra muet sur celles-ci. Darthout en oubliera les termes principaux. Les deux mots tabous seront "Kämpfe" et "explosifs". Seuls des témoins extérieurs au drame et en contact hors d'Oradour avec les SS durant l'après-midi du 10 juin parleront du "commandant allemand". Sauf Freund-Valade - puis le général Bridoux reprenant les dires du préfet régional - qui, après interrogatoire des survivants et cinq jours après le drame, parlera d'explosifs cachés (la dynamite de Guingouin), aucun des rescapés ne mentionnera une telle recherche. Ultérieurement, les demandes SS se limiteront aux munitions et enfin aux armes dissimulées. Les explosifs seront ainsi évacués.

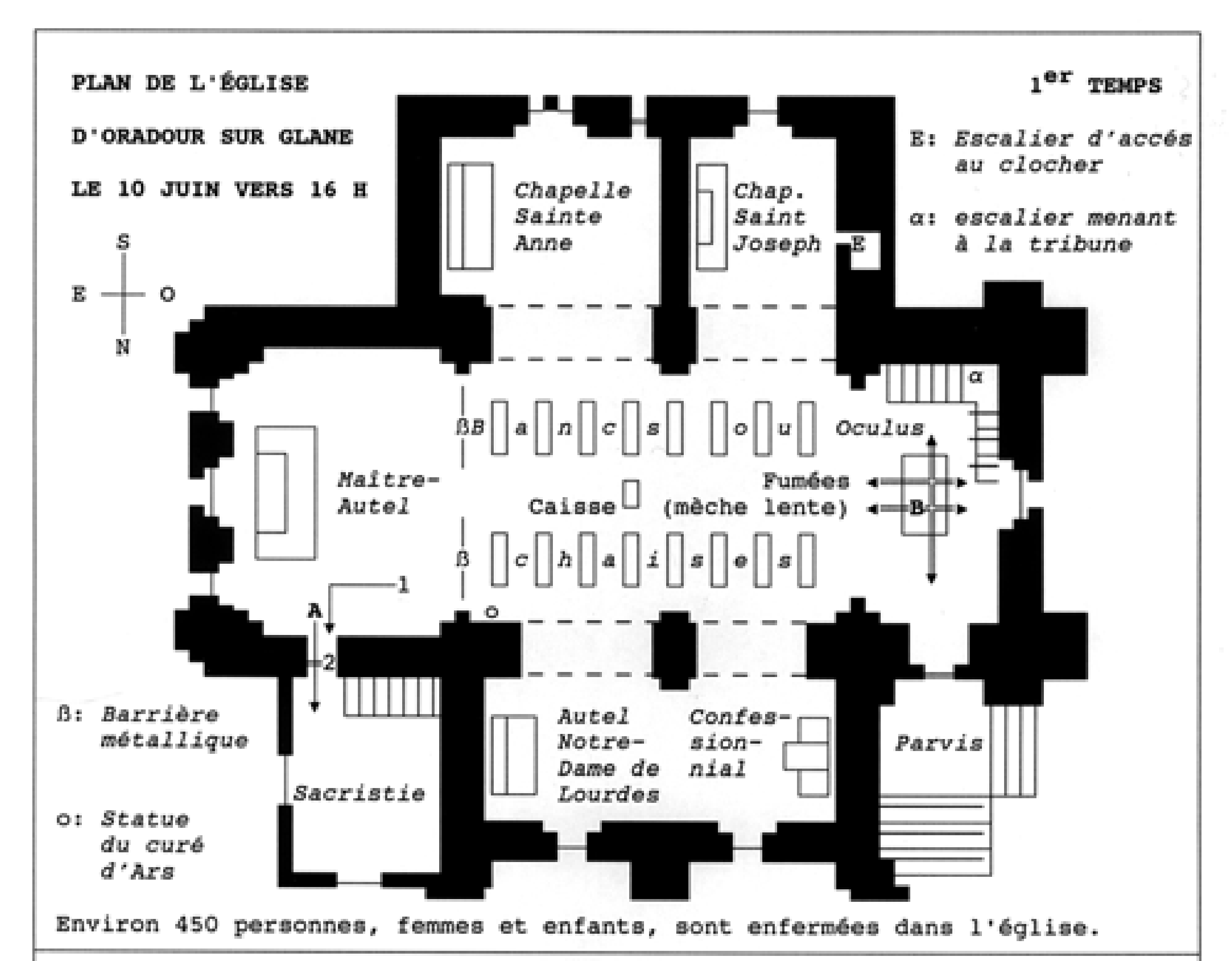
Sentant que tout est joué et que "ça va chauffer", certains hommes semblent avoir porté des accusations de résistance contre d'autres selon un SS. Le fait n'est pas prouvé et même s'il l'est, il arrive trop tard pour influencer la dynamique opérationnelle des SS [voir le cas Roumy étudié ci-après]. Les hommes sont divisés en six groupes d'une trentaine de personnes et conduits brutalement dans six espaces clos, situés sur ou proches de la rue principale et dits en partant du sud au nord: la grange de M. Bouchoule, la grange ou le garage de M. Milord, la grange de Mme Laudy (dit aussi hangar ou garage de M. Senon), le garage de M. Jacques Desourteaux, la remise de M. Beaulieu et le chai de M. Denis. Les hommes sont enfermés dans les granges et les portes fermées. Il est environ 15 h 30 et la fouille du village commence.

Avant d'évoquer la tragédie de l'église qui entraînera l'anéantissement de l'ensemble du village, il faut évoquer la seule et unique rescapée, Mme Marguerite Rouffanche, née Thurleaux, qui a assisté du début à la fin aux différentes phases du massacre. Cette paysanne de 47 ans dont l'univers se borne strictement aux "trois K" allemands, Küche/cuisine, Kinder/enfants, Kirche/église, paraît très religieuse, mais semble nantie d'un caractère décidé et n'est pas le genre de personne à s'en laisser conter malgré une éducation primaire. Pourtant, elle n'est absolument pas préparée à l'enfer qu'elle va vivre et dont elle ne comprendra ni la raison, ni le déroulement et duquel n'importe qui serait ressorti fou. A seize heures le 10 juin, Mme Rouffanche, mariée, trois fois mère et une fois grand-mère, se retrouvera à dix-sept heures veuve, sans famille et blessée de cinq balles. En une heure, elle perdra son mari, son fils, ses deux filles (Amélie Peyroux et Andrée) et son petit-fils âgé de sept mois. En une heure, elle échappera quatre fois à la mort, la première par hasard, les trois autres parce qu'elle adoptera à chaque moment critique la seule solution possible pour survivre. Elle ne calculera pas, mais fera d'instinct et sans se tromper trois fois le bon choix. Si elle est atteinte de cinq projectiles, c'est à cause d'une intervention extérieure qui contrariera sa fuite. Sans cela, elle se serait échappée de l'église indemne. Mme Rouffanche doit être considérée comme une combattante née, face insoupçonnée d'une paysanne admirable que cette épreuve a révélé l'espace d'une heure.

Mme Rouffanche ne fera pas un témoignage clair, précis et complet parce qu'elle en sera empêchée par deux forces habituellement opposées, l'église et le communisme. Elle sera transportée à l'hôpital de Limoges où elle restera onze mois en traitement. Le premier à pouvoir entendre son récit entier sur la tragédie de l'église sera l'évêque de Limoges, Monseigneur Rastouil. Il écoutera une succession de faits incompréhensibles pour la narratrice, racontés de manière un peu gauche et en toute franchise. Le prélat réalisera immédiatement que les prêtres d'Oradour avaient cautionné un certain dépôt et que, de ce fait, la responsabilité du diocèse et la sienne étaient engagées dans le drame. Comme celui-ci avait été provoqué par la venue des SS, il lui sera facile de convaincre cette pieuse catholique allongée sur son lit de douleur en utilisant les fadaises habituelles éculées que, pour la sauvegarde "de notre mère l'église", il lui faudrait modifier un peu ses dires. L'essentiel du témoignage officiel de Mme Rouffanche sera alors dicté par cet homme d'église, soucieux du salut de ses ouailles. Convoqué au procès de Bordeaux en 1953, il refusera de s'y rendre pour éviter de se parjurer gravement. Mais Mme Rouffache était une femme honnête, étrangère à ces subtilités casuistiques. L'auditeur suivant sera Pierre Poitevin, un journaliste de Limoges qui la rencontrera *"quelques jours seulement après la tragédie"* à l'hôpital de Limoges. Il rapportera qu'*"A vrai dire, je ne pris pas d'interview, me gardant bien de l'interroger, préférant, sans l'interrompre, écouter ses paroles prononcées d'une voix faible et douloureuse"*. De la relation de Mme Rouffanche, Poitevin en fit une épopée de forme emphatique déplacée. Soit l'onctueux prélat n'avait pas tout prévu, soit l'honnêteté de Mme Rouffanche reprit le dessus, si bien que la déclaration de la rescapée, publiée dans le livre de Poitevin en octobre 1944, ne plaira guère à une certaine fraction de la Résistance. On le lui fera comprendre. Elle devra adapter ses dires sur un épisode inexplicable aux allégations alors avancées, ce qui la contraindra encore à mentir sur un point. Sa déposition officielle du 30 novembre 1944 ne sera que l'enregistrement par les nouvelles autorités d'un rapport administratif limité et arrangé en fonction des "remarques" qu'on lui avait exprimées. Contrairement à ce qui a été avancé récemment, Mme Rouffanche ne fut pas un témoin totalement suborné par la résistance et en particulier par Poitevin, résistant lui-même. On peut estimer qu'elle suivra la part essentielle des "recommandations" ecclésiastiques, mais contre son gré celles de l'autre bord, ce qui provoquera un conflit larvé aboutissant à sa mise à l'écart temporaire. Dans *"Les Huns à Oradour-sur-Glane"* diffusé par le M.L.N. (Mouvement de Libération Nationale de tendance communiste) fin janvier 1945, soit quatre mois après la publication du témoignage de Mme Rouffanche, celle-ci n'est même pas citée nommément et ses épreuves, réduites à deux paragraphes de six et quatre lignes dans un ouvrage de quatre-vingts pages - comprenant quarante pages de photographies, sont éclipsées par les aventures du camarade maquisard Mathieu Borie de la 2.409^{e} compagnie F.T.P., ouvrier cimentier à Oradour et "diffuseur des journaux clandestins du M.L.N.", dont les extraits du "cahier" se vautrent complaisamment sur six pages pleines. Réinterrogée par la justice en juillet 1947, elle reviendra sur sa déposition officielle, apparemment en se contredisant, en fait en restituant la véritable séquence des événements, à une inversion près. Au procès de Bordeaux en 1953,

"le vrai témoin de l'église... ...sorti du four crématoire, le témoin sacré de l'église... ...une maman", livrera plus de détails sur le drame de l'église, malheureusement de façon souvent confuse et contradictoire. Fautes qui ne sont pas à reprocher à Mme Rouffanche, forcée au mensonge sur plusieurs points à la fois par l'église et par une secte politique et tentant obstinément de revenir à sa vérité première, mais à l'incompétence désastreuse du président du tribunal, M. Nussy Saint-Saëns. Néanmoins et malgré tout, Mme Rouffanche a réussi à transmettre sa vérité à partir de laquelle le déroulement exact des faits dans l'église peut être reconstitué.

La famille Rouffanche, comptant six personnes, avait été emmenée sur le champ de foire *"sous escorte de mitraillettes"* comme le dira Mme Rouffanche. Après la séparation des hommes et des femmes, Mme Rouffanche, ses deux filles et son petit-fils furent conduits à 15 heures dans l'église qui bientôt fut comble.



Environ 450 personnes, femmes et enfants, sont enfermées dans l'église.

1: Position probable de Mme ROUFFANCHE lors du dépôt d'une caisse cerclée de ficelles blanches (contenant des pains militaires) par deux SS, puis lors du dégagement par l'oculus de la voûte du clocher de fumées dues à la combustion simultanée de plusieurs rouleaux de mèche lente entreposés dans le clocher.

A: Ouverture de la porte de la sacristie sous la poussée de femmes paniquées par l'irruption de fumées âcres dans l'église et cherchant de l'air frais.

B: Explosion de la dynamite stockée dans le clocher.

2: Emplacement de Mme ROUFFANCHE qui pénètre avec sa fille dans la sacristie au moment où la dynamite du clocher explose. De cette place, elle voit le phénomène comme une "flamme" qui balaie l'église de la base du clocher au maître-autel.

Quatre cent cinquante femmes et enfants y furent enfermés. Les Rouffanche se trouvent au début dans la partie centrale nord de l'église [voir plan de l'église, premier temps], sont repoussées progressivement vers l'autel et passent à gauche du maître-autel [en 1] au cours d'une attente qui dure une heure. Les mè-

res avec des landaus sont regroupées, sur les directives de l'abbé lorrain, dans la chapelle Sainte Anne à droite du coeur. Vers 16 heures, deux ou plusieurs SS entrent dans l'église, portant une caisse cerclée de ficelles blanchâtres. La caisse est posée sur le maître-autel, puis sur deux chaises dans l'allée centrale, au milieu de l'église. Mme Rouffanche remarque qu'elle est entourée de ficelles. Il s'agirait d'un *"engin infernal"*.

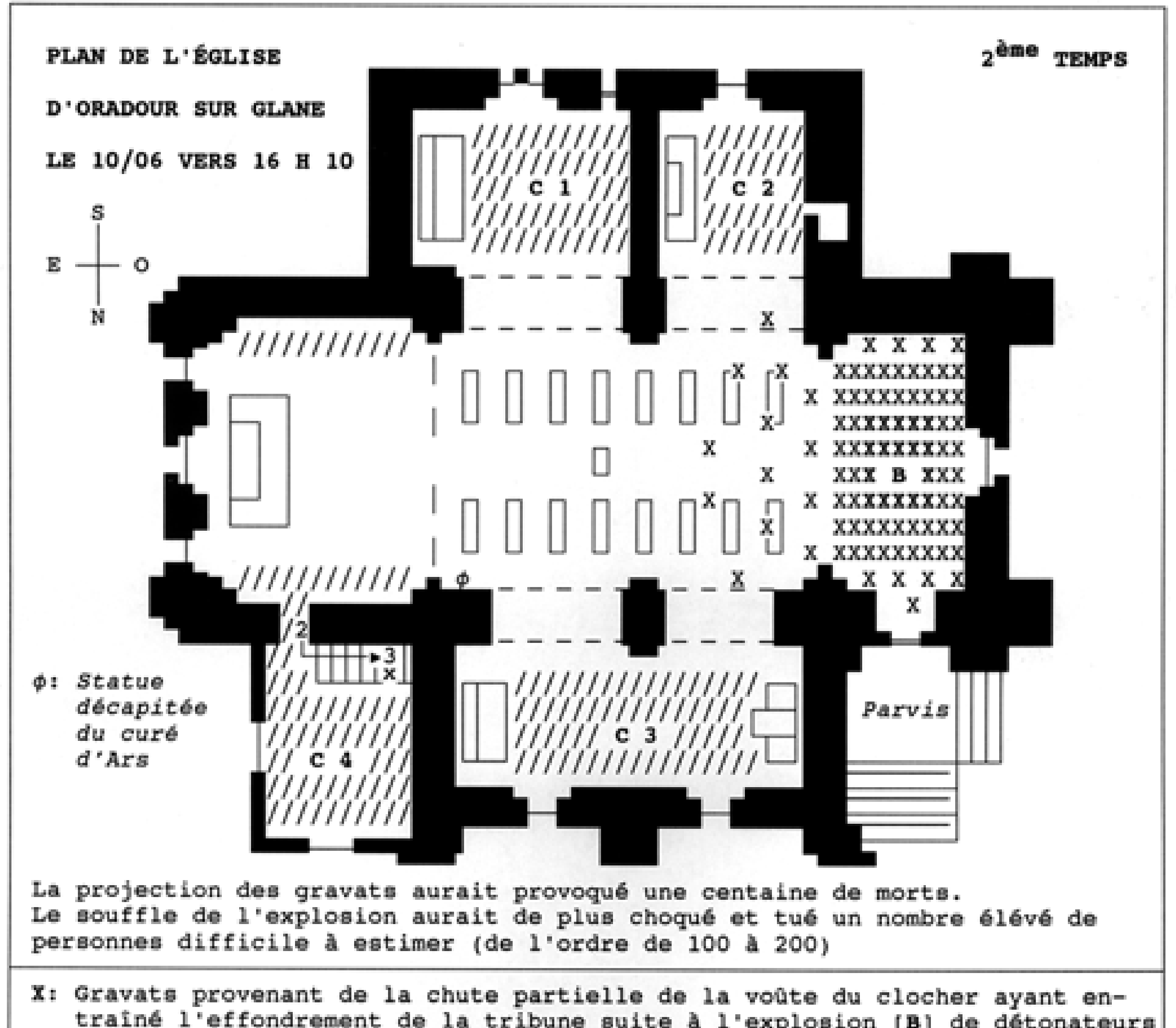
Sur le contenu de la caisse, la seule hypothèse formulée le sera par Jacques Delarue affirmant qu'il se composait *"de grenades spéciales appelées* Panzervernebelungsgranaten/[grenades enfumantes de blindés]. *Ces grenades de verre sont emplies de liquide fumigène asphyxiant et servant à déloger les équipages des chars ennemis"*. Or il existe deux types distincts de grenades: fumigènes en métal dites "Nebelhandgranaten/grenades à main fumigènes" - nomenclaturées Nb. Hgr.39, 41 ou Nb. Eihgr.42 (Nebeleihandgranate/grenade citron fumigène) suivant l'année de conception du modèle - chargées avec de l'hexachloréthane; aveuglantes - par éclat blanc - en verre dites "Blendkörper/corps éblouissant 1H ou 2H" - nomenclaturées B.K. 1H ou 2H - renfermant un mélange de tétrachlorure de titane et de silicium. Ces grenades n'explosent pas, contrairement aux offensives agissant par effet de souffle ou aux défensives projetant des particules métalliques. Seules les unités chimiques détiennent ces grenades spéciales, dont les unités d'infanterie ne sont pas dotées. Delarue - et Pascal Maysounave ensuite - a fusionné artificiellement ces deux types de grenades pour n'en faire qu'un seul et sa supposition n'est étayée d'aucune preuve. En sus, ces grenades produisent des fumées blanches alors que Mme Rouffanche parle *"d'une épaisse fumée noire"*. Si le volume de la caisse était celui d'une table de nuit comme l'indiquera le témoin à Poitevin durant son hospitalisation, elle aurait pu contenir une cinquantaine de grenades fumigènes en métal ou aveuglantes en verre qui auraient rendu l'atmosphère irrespirable pour plusieurs heures, voire une bonne journée, interdisant l'entrée de l'église à toute personne sans masque à gaz. Enfin, aucune trace n'en fut retrouvée, ni enveloppes métalliques, ni détonateurs intacts (pour les Nb. Hgr. et Nb. Eigr.), ni éclats de verre avec bouchon de fermeture à vis (modèle 2H), dans les cendres sur le sol de l'église.

En présumant le contenu de la caisse inoffensif, un autre scénario apparaît. La fouille du village durant depuis une heure, Diekmann ou Kahn, probablement sur demande d'un de leurs subordonnés de faction à l'église et pour apaiser le vacarme des enfants enfermés, ordonnent de leur porter de la nourriture. Les SS disposent d'un excellent pain militaire - le "Kommissbrot" d'un poids de 750 g obtenu avec de la farine de seigle - cuit journellement dans des fours de boulanger mobiles. C'est le cadeau typique que les SS offrent aux populations chez qui ils cantonnent, dons d'ailleurs maintes fois photographiés pour les besoins de leur propagande. Ainsi à Oradour même, un SS de la 3ème compagnie, Auguste Lohner, ayant interpellé un vieillard qui s'était caché dans son jardin pendant le drame et après que ce dernier lui eut dit qu'il travaillait à Limoges pour les Allemands, le reconduira hors du bourg en *"lui donn[ant] un pain militaire qu['il a] tiré d'un camion"*. Une caisse en carton est remplie de ces pains, cerclée de ficelles pour maintenir les rabats fermés, et deux ou plusieurs SS la portent à l'église. Ils la posent d'abord sur le maître-autel, choix logique pour une distribution de pain puisque le prêtre prodigue ses hosties de cette place, puis tancés par l'abbé lorrain pour qui l'emplacement sacré ne peut être profané, l'installent alors sur deux chaises *"au centre du transept sous le grand lustre"*. Selon le récit de Mme Rouffanche à Poitevin, après le dépôt de la caisse au milieu du lieu saint, ils *"échang[ent] quelques paroles rauques"* - le "rauque" étant du journaliste et caractérisant pour lui la langue teutonne, paroles plutôt "adressées" à la foule et qui sont du genre: *"Brot. Essen. Gut für die Kinder/Pain. Manger. Bon pour les enfants"*. Puis, ils sortent vers 16 h 05. Dans l'esprit de Mme Rouffanche après le drame, les SS d'abord se parleront entre eux, puis deviendront carrément muets dans ses déclarations ultérieures. Même si elle perçoit leurs explications données en allemand et en français, elle ne les rapportera jamais, interloquée par le hiatus entre ce geste généreux et la suite des événements. Dès son apparition, la caisse est diabolisée car elle provient des "Boches". *"Personne ne [veut] s'en approcher"*. Au contraire, on s'en écarte. Si quelqu'un tente d'approcher la caisse, des cris durent l'arrêter: *"N'y touchez-pas !. C'est du pain empoisonné. C'est le pain du Diable boche"*. Avertissements dignes du moyen âge dans cette région où la sorcellerie, les superstitions et la religion coexistent allègrement et que Mme Rouffanche taira totalement. Puis l'attente reprend.

Si le pain avait été distribué aux enfants et les "sales gosses" occupés à le manger, la tragédie n'aurait pas eu lieu. La situation devient incontrôlable dans l'église. Les seuls hommes présents sont l'abbé Lorich et le jeune séminariste Neumeyer. Ils ne peuvent maîtriser 150 enfants scolarisés, comptant des gamins remuants et désobéissants, dont les maîtres se sont pas là. Deux ou trois garnements de dix à douze ans, effrontés, n'ayant pas froid aux yeux et n'ayant peur ni du Dieu de miséricorde français, ni du Diable guerrier allemand, sont écoeurés par l'attitude rétrograde et archaïque des adultes qui refusent de leur donner le pain des SS, *"Bon pour les enfants"* comme ces derniers l'ont assuré. Le "goûter SS" leur étant passé sous le nez et comme leurs jeux sont bruyants et donc interdits par les "grands", ils s'ennuient ferme. L'un d'eux propose de jouer au "guetteur", comme les maquisards du coin, pour voir ce que trafiquent dans le bourg les SS, armés de fusils et de mitraillettes magnifiques. Mais il faut monter dans le clocher. La décision prise, ils se glissent dans l'escalier en colimaçon dont la porte d'entrée se situe dans la chapelle Saint Joseph. En haut de l'escalier, ils débouchent sur le plafond de la chapelle d'où ils sont partis. Il fait très sombre. L'un d'eux enflamme une allumette pour les éclairer. A cette époque, un garçon débrouillard en porte toujours une boîte sur lui parce que faire du feu lui permet de réaliser beaucoup de "choses" intéressantes - des bêtises disent les parents. Ils tournent à gauche, marchent sur le plafond central et retournent à gauche pour passer la porte du clocher et grimper dans le beffroi en bois portant les cloches pour accéder aux ouvertures. Que se passe-t-il exactement ?. Jettent-ils une allumette encore enflammée par terre parce que la luminosité est suffisante ou celui qui tient l'allumette trébuche-t-il sur le dépôt explosif de Guingouin ou bien veut-il l'éclairer afin de mieux voir ce que c'est, ou encore fument-ils en douce une cigarette dont le mégot encore rougeoyant atterrit là où il ne faut pas, on ne le saura jamais, mais le feu est mis à un rouleau de mèche lente [ou cordeau bickford. Il se compose d'une double enveloppe de chanvre enroulée en spirale et goudronné extérieurement. Son âme renferme de la poudre noire comprimée. Vitesse de combustion: 1 mètre en 90 secondes. Par l'intermédiaire d'un allumeur au fulminate de mercure, il sert à faire détoner de la dymanite en donnant le temps à l'artificier de se mettre à l'abri avant l'explosion]. Guingouin avait emporté le 13 mars de la mine de Puy-les-Vignes près de Saint Léonard de Noblat 2.200 kg de dynamite, 14.000 détonateurs et 5.000 mètres de mèche lente. Le stock avait été fractionné et entreposé en petites quantités en divers endroits afin que les F.T.P. puissent en disposer rapidement. Les quantités enlevées avaient été calculées pour un emploi minier (beaucoup de détonateurs, de grandes longueurs de mèche servant à faire sauter peu de cartouches de dynamite enfoncées dans les trous de mine). L'usage "terroriste" de la dynamite par Guingouin impliquait de fortes charges d'explosif mises à feu par un détonateur fixé à quelques mètres de cordeau. La charge devait sauter rapidement car les Allemands pouvaient intervenir à tout instant lors d'un dynamitage. D'où en juin un excédent de mèche par rapport à la quantité de dynamite restante.

Et là, catastrophe. Plusieurs rouleaux brûlent simultanément en dégageant une fumée noire parce qu'ils consomment en quelques minutes tout l'oxygène du clocher. La quantité de fumées formées est si importante que celles-ci diffusent par tous les orifices possibles. Une partie s'échappe par les ouvertures du clocher, une autre par l'oculus donnant directement dans l'église [voir plan de l'église, premier temps]. Une ou deux minutes avant 16 heures 10, l'église est envahie par des fumées qui saturent d'un coup l'intérieur. C'est la panique totale: *"Des cris ! Non, des horreurs, des horreurs; c'était épouvantable; on ne peut pas l'expliquer; c'est terrible ce que nous avons vu... ...les gens sont montés pêle-mêle les uns sur les autres"* dira Mme Rouffanche. Les femmes et les enfants cherchent de l'air, d'où la ruée sur les chapelles latérales, les fumées sortant du fond de l'église. Placée comme elle l'est, Mme Rouffanche voit la caisse au centre et derrière, la fumée qui ne peut se dégager que de l'"engin" des Boches, comme elle le déduira après. Les fumées atteignent le choeur. Dans l'église, ce ne sont que cris et hurlements d'humains piégés cherchant des issues. La porte de la sacristie est ouverte par quelqu'un. Une vingtaine de personnes s'y rue. Mme Rouffanche y pousse d'abord sa fille aînée portant son garçon, sa cadette et pénètre à leur suite. Elle ne se trouve plus dans l'église et vient de passer la porte de la sacristie - ce qui lui sauve la vie une première fois - quand la dynamite explose vers 16 h 10. La voûte du clocher s'effondre, tombe sur la tribune qui s'abat à son tour, charge qui écrase une centaine d'enfants réfugiée dessous pour échapper aux fumées. Une flamme soufflante balaie l'église du clocher au maître-autel. Les vitraux éclatent sous la pression.

La fumée est expulsée. Mme Rouffanche, abasourdie et rendue sourde par l'explosion dont elle a vu la flamme dévastatrice par l'encadrement de la porte [voir plan de l'église, deuxième temps, en 2], rejoint sa fille Andrée assise sur une marche de l'escalier [en x] de la sacristie conduisant au sous-sol. Elle y prend place, hébétée, se mettant entre le mur de l'église et sa cadette [en 3]. Elle échappera ainsi une deuxième fois à la mort (voir plan ci-dessous).



X: Gravats provenant de la chute partielle de la voûte du clocher ayant entraîné l'effondrement de la tribune suite à l'explosion [B] de détonateurs et de dynamite entreposés dans le clocher. Les vitraux volent en éclats sous la pression de la déflagation. La fumée est soufflée à l'extérieur.
C 1, 2, 3 et 4: Emplacements des survivants à l'explosion de la dynamite [/].
3: Position de Mme ROUFFANCHE après l'explosion. Elle se tient dans l'escalier conduisant au sous-sol de la sacristie, assise sur une marche, le mur à sa gauche, sa fille à sa droite [x].

Concernant cet épisode, Mme Rouffanche le décrira chronologiquement ainsi:

- Témoignage dans le rapport d'un commissaire des Renseignements généraux du 4 juillet 1944 (version ecclésiastique):
"Ensuite, deux jeunes soldats, âgés de 20 à 25 ans, pénétrèrent dans l'église et déposèrent en son centre une grande caisse entourée de ***ficelles****; ils y mirent le feu et aussitôt une épaisse fumée se répandit".*

- Livre de Pierre Poitevin (version ecclésiastique):
[selon Poitevin]: *"...les deux SS déposent et maintiennent avec prudence sur la table de communion leur fardeau infernal. Ils tirent de longues* ***ficelles blanches*** *et, comme si l'emplacement ne leur convenait pas... ...les deux Allemands placent leur colis... ...au centre du transept, sous le grand lustre. Puis,*

après avoir échangé quelques paroles rauques, l'un des soldats se dirige vers la sortie et l'autre se baisse... ...frotte une allumette et la porte sucessivement à chacun des cordons longuement étendus. L'étincelle jaillit. Les mèches pétillent".
"L'engin n'explose pas... ...dégage ensuite des tourbillons d'une fumée noire de suie".
[Mme Rouffanche]: *"C'était une caisse du volume et de la hauteur de ma table de nuit* [60 à 70 cm et non 1 m]. *Personne ne voulut s'en approcher, mais elle n'explosa pas".*

- Déposition du 30 novembre 1944 (versions ecclésiastique et communiste):
"Vers 16 heures, des soldats âgés d'une vingtaine d'années placèrent dans la nef, près du choeur, une sorte de caisse assez volumineuse de laquelle dépassaient des cordons qu'ils laissèrent traîner sur le sol. Ces cordons ayant été allumés, le feu fut communiqué à l'engin dans lequel une forte explosion se produisit et d'où une épaisse fumée noire et suffocante se dégagea".

- Interrogatoire du 7 juillet 1947 (retour à la vérité première):
"Pendant tout le temps que je suis restée à l'église, je n'ai vu ni entendu aucune explosion".
"La caisse a été apportée par deux Allemands qui se sont retirés sans être aucunement blessés".
"Les deux Allemands sont sortis par la porte qui se trouve sur le côté droit de l'église en regardant l'autel".
"La caisse qui a été apportée dans l'église a dégagé une fumée épaisse et asphyxiante. Il y avait eu auparavant un bruit sourd. Après cette explosion, il y a eu un remous et je me suis réfugiée dans la sacristie, je n'ai donc pas pu voir ce qui se passait dans l'église au dernier moment".

- Procès de Bordeaux, audience du 31 Janvier 1953 (compromis et retour partiel):
"Après une longue attente, ils [les SS] *ont apporté une caisse dont se dégageait un cordon blanc. Ils ont placé cette caisse sur deux chaises devant la Sainte Table; de cette caisse se dégageaient des cordons blancs. Je ne peux connaître l'engin que c'était. Et au bout d'un certain temps, la caisse a éclaté avec un bruit très sourd et une fumée nous a entourés, on étouffait et on ne voyait plus dans l'église".*
[concernant l'attitude des SS]: *"...ils ne nous ont rien dit".*
"Cette caisse est partie d'elle-même. Évidemment, il devait y avoir un certain temps pour donner la détonation, il fallait bien que ces messieurs [les SS] *se retirent".*
Question du Président: "Ils ont allumé les mèches blanches qui pendaient de la boîte ?".
Réponse de Mme Rouffanche: "Évidemment et ils sont ressortis. Alors à ce moment-là, il s'est dégagé une fumée étouffante, suffocante qui se répandait dans l'église".
"Nous nous sommes réfugiés avec les filles [et le petit-fils] *dans la sacristie; cette pièce nous a donné de l'air. Pendant que nous étions dans la sacristie une certaine flamme est arrivée."*
"...je suis rentrée [dans la sacristie] *au moment où la flamme entrait dans l'église".*

Commentaires: Mme Rouffanche a lié la fumée à la caisse (impression visuelle) et la caisse aux SS (vérité). Sur le conseil de l'évêque, elle a imaginé la mise à feu des "ficelles" par les SS tout en respectant les cinq minutes séparant leur sortie de l'irruption des fumées. Et enfin, sur pression communiste, elle a fait exploser la caisse - il fallait expliquer la détonation - mais avant l'émission de fumée, alors que c'est l'inverse. La transformation au fil des ans des ficelles de couleur blanche, via des cordons blancs, en mèches blanches est stupéfiante. En fait, Mme Rouffanche n'emploiera que deux termes: ficelles puis cordons. Le stade suivant, les mèches, est dû aux journalistes et auteurs divers. Il se subtituera progressivement aux appellations initiales au point qu'en 1953, Nussy Saint-Saëns l'utilisera comme un fait acquis, sans se rendre compte qu'une "ficelle" ou un "cordon" n'a aucun rapport avec un "cordeau bickford" ou "mèche lente" et qu'en plus, la ficelle commerciale est de couleur blanc-crème alors que le cordeau bickford est de couleur noire parce que goudronné en surface.

Les témoins à l'extérieur de l'église feront les observations suivantes:

- Récit de MM. Garraud Jacques (22 ans) et Besson Robert (26 ans) dans le rapport du commissaire des Renseignements généraux du 4 juillet 1944:
"Vers 16 heures, nous perçûmes des cris provenant de la direction de l'église, qui furent suivis immédiatement après, d'une forte détonation, paraissant provenir de la déflagration d'une grenade ou d'une explosion".
- M. Renaud Aimé, Procès de Bordeaux, Audience du 22 janvier 1953:
"La seule plainte de j'ai entendue, c'est quand l'église a sauté. J'étais à 40 mètres, de la place de l'église et à ce moment-là..."
Question du Président: "Qu'avez-vous entendu ? Une explosion dites-vous ?"
Réponse de M. Renaud: Une grosse explosion, une fumée se dégageant de l'église, un cri d'ensemble à ce moment de toutes les femmes et enfants qui étaient dedans".
- Mme Renaud Jeanine, Procès de Bordeaux, Audience du 22 janvier 1953:
"Il y a eu une grande détonation dans l'église; une fumée épaisse sortait des vitraux; on entendait des cris, des plaintes que vous ne pouvez imaginer".
- Le SS alsacien Fernard Giedenger, Procès de Bordeaux, Audience du 19 janvier:
"J'ai vu de la fumée s'élever de l'église après l'explosion".
- Jean-Hubert Desourteaux, Procès de Bordeaux, Audience du 22 janvier 1953:
[se trouve à 100 - 150 m de l'église]: *"...du côté de l'église, il y avait une grande rumeur. Je ne pouvais discerner ce que se passait; ça mitraillait sans arrêt. il y avait même des mortiers qui tiraient. A ce moment, j'ai entendu un bruit bizarre, c'étaient les ardoises* [du clocher] *de l'église qui tombaient les unes après les autres... le feu était dans l'église".*

Commentaire: MM. Garraud et Besson rapportent la première partie du drame qu'ils entendent mais ne voient pas: les cris de 450 personnes provoqués par l'irruption des fumées et l'explosion. Les époux Renaud, se trouvant à une quarantaine de mètres de l'église, ont vu et entendu plutôt la seconde partie, l'explosion, l'expulsion des fumées et les cris qui se placent lors de l'arrivée de la fumée et reprennent après l'explosion en moins fort (ne restent vivantes que 200 à 300 personnes). Le SS Giedenger a entendu l'explosion et vu l'émission de fumée consécutive. Quant à M. Desourteaux, son témoignage porte surtout sur la troisième partie qu'il entend, lorsque les SS liquident les survivants. Indiquer que des mortiers tiraient ne signife pas grand chose. Il faut d'abord préciser de quel calibre il s'agit: 50, 80 ou 120 mm, de quelle manière il est employé, en tir continu ou au coup à coup avec charge de poudre supplémentaire et enfin la position de l'observateur, à côté du mortier ou proche du point de chute de l'obus. Il existe de telles différences entre les sons entendus qu'on ne peut prendre un tir de mortier comme référence à moins d'en spécifier les paramètres. Par contre, signaler une chute d'ardoises à 100 - 150 m de l'église établit deux faits indiscutables: que c'est bel et bien le clocher recouvert d'ardoises qui est concerné et non la toiture de l'église qui se compose de tuiles et qu'il y a eu une forte explosion dans le clocher pour arriver à projeter ces ardoises à une centaine de mètres. Le feu ne sera allumé dans l'église qu'une heure après. Plus les témoins sont éloignés de l'église, moins leur récit est juste, sauf cas particulier (ardoises).

La moitié des occupants de l'église sont tués par la dynamite de Guingouin. Les SS en poste autour de l'église ne comprennent pas ce qui vient d'arriver. Des cris désespérés, une explosion. Ils se précipitent à la porte d'entrée, l'ouvrent et découvrent un amas de pierres, de planches, de poutres et de corps d'enfants dont certains en train d'agoniser. Impossible de pénétrer directement dans l'église, ces décombres en bloquent l'entrée. Un SS part aux ordres.

On a prétendu que des femmes - autres que Mme Rouffanche - ont survécu, aidées par les SS. Cet épisode - nié officiellement - ne peut s'être produit que dans l'intervalle de temps séparant la découverte des effets de l'explosion par les SS de garde et l'arrivée à l'église des officiers Diekmann et Kahn afin d'apprécier la situation. Les SS sur place s'aperçoivent qu'il y a des survivants. Une ou deux Lorraines se seraient approchées de l'entrée ouverte et auraient hurlé - étant alors sourdes - en allemand aux SS de les sauver. Ceux-ci, complètement dépassés, les auraient aidées à franchir les gravats et fait sortir. Si cette ou ces femmes ont existé, elles n'ont vécu que la première partie du drame de l'église. Si elles sont "sorties", se pose la question d'un "pour aller où ?" sans espoir puisqu'elles se seraient trouvées au centre d'un périmètre de sécurité gardé dans lequel, quelques minutes plus tard, tout civil présent devra être abattu.

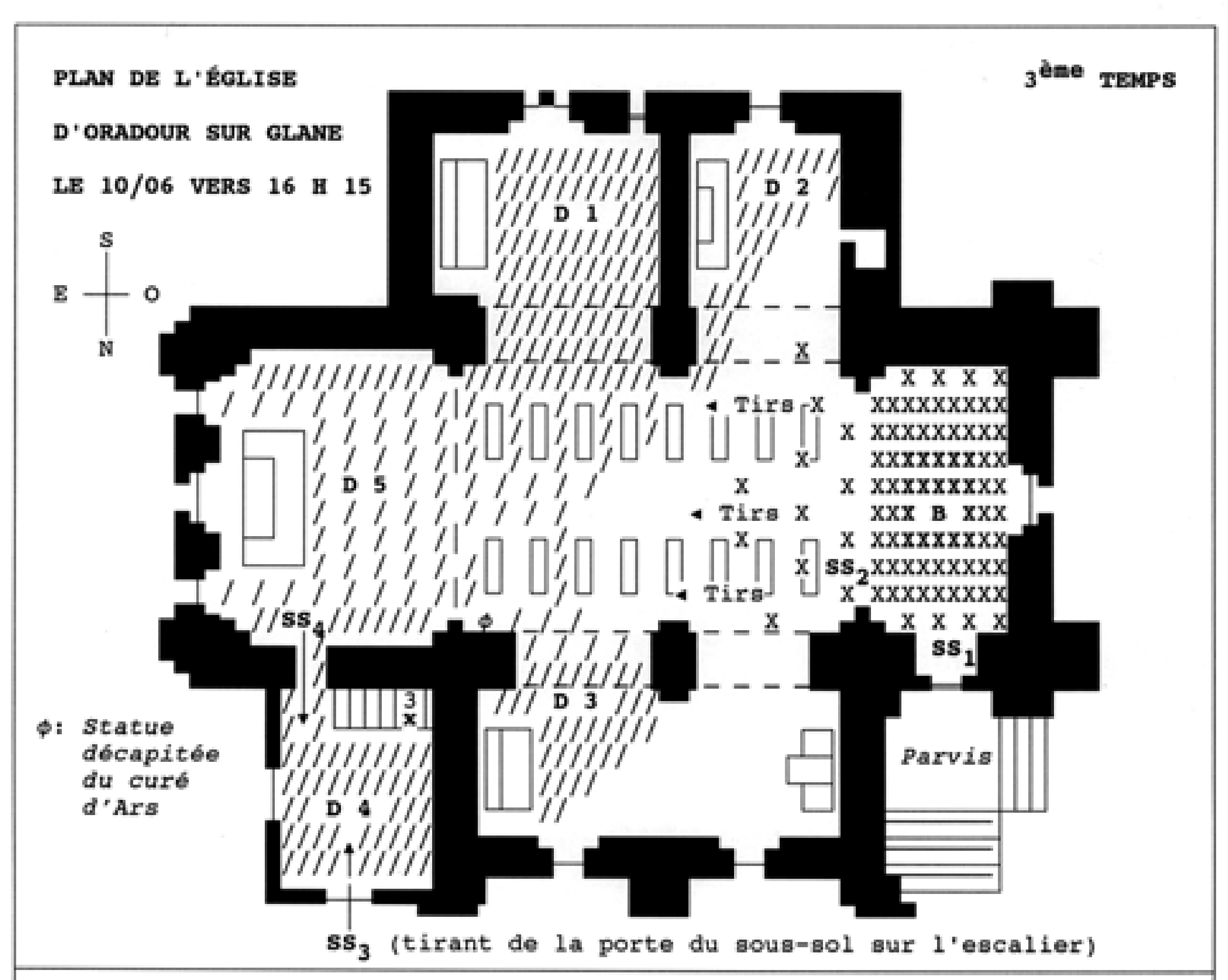
Arrivé devant l'église, Diekmann voit que le clocher est décapité. Du parvis, il découvre une masse de décombres et de corps en bouchant l'entrée. Escaladant avec prudence cet amas, il parvient à apercevoir le choeur où plus rien ne bouge et d'où proviennent des gémissement d'agonisants. Diekmann étant un militaire comprend que seuls des explosifs dans le cocher ont pu provoquer un tel carnage. Le dépôt qu'il cherchait en vain vient de sauter en provoquant une boucherie de femmes et d'enfants. Diekmann ne se sent absolument pas responsable de cette situation dramatique car, selon l'ordre "Sperrle", *"si des innocents sont touchés, ce sera regrettable, mais entièrement imputable aux terroristes"*. Il constate avec une jubilation profonde la justesse de ses soupçons qui, jusqu'alors, s'étaient révélés sans fondement. La fouille d'Oradour ne donne rien, sauf peut-être des grenades presse-papiers plus ou moins factices, souvenirs de la guerre 14-18 ou du service militaire. Kämpfe est introuvable. Les "douze" SS "pendus" pareillement. Mis à part la fuite de quelques "terroristes" aussitôt abattus à l'arrivée des SS dans le bourg, les habitants sont presque tous en règle, avec un maire qui ne comprend pas que son intérêt est d'aider les forces occupantes à écraser la vermine judéo-communiste.

Diekmann commet alors deux erreurs colossales. La première est d'appréciation. Pour lui, ce spectacle affreux démontre clairement que le village est un repaire de maquisards. Les habitants lui ont menti. Ils sont tous "terroristes" et les "terroristes", on les exécute. Les hommes emprisonnés seront liquidés. La seconde est d'estimation. Il donne l'ordre d'achever les blessés de l'église, dont il ne peut médicalement pas s'occuper, alors qu'environ deux cents femmes et enfants sont saufs. Diekmann vient de basculer dans le crime pur et simple. Au lieu de suivre son implacable logique de machine de guerre, il aurait dû saisir qu'en stoppant net son opération et informant immédiatement du drame son chef, le colonel Stadler, les services d'information allemands auraient pu réaliser une opération de propagande d'envergure qui aurait discrédité, neutralisé et desservi dans son recrutement la résistance communiste avec une efficacité supérieure à la terreur obtenue par la destruction totale d'un village.

Comme le déterminera avec justesse un commissaire des Renseignements généraux le 4 juillet 1944, *"Une forte détonation paraissant provenir d'une grenade se fit entendre vers 16 heures et marqua le commencement des mitraillades et des exécutions qui durent être concomittantes dans les granges et dans l'église"*. A 16 h 15, les quelques cinquante SS en train de remuer de fond en comble les maisons sont rameutés et dirigés vers les six granges et l'église.

Dans la grange Laudy au début de la rue du cimetière, Borie entend *"dans la direction du garage de M. Jacques Desourteaux un coup de mitraille terrible"* [bien que le témoin soit enfermé, il situe assez correctement la provenance de l'explosion]. Robert Hébras, qui perçoit *"l'explosion d'une bombe"*, racontera à Poitevin (p. 33 et 34): *"Lorsqu'après vingt minutes à trois quarts d'heure d'attente* [exact] *un Allemand ouvrit la porte, nous pensâmes, en voyant le bleu du ciel, à notre libération. Mais le SS, suivi de quatre hommes, fit balayer par l'un de nous l'intérieur à l'entrée de la grange où il déposa deux mitrailleuses à une dizaine de mètres de nous et, sans explication, il nous fit signe de nous aligner sur plusieurs rangs dans le fond gauche du bâtiment"*. Dans une autre grange, l'exécution ne se passe pas aussi facilement. Les hommes ne comprennent pas pourquoi les SS veulent les abattre alors que leurs papiers sont en règle et déjà contrôlés. Le SS Elsaesser rapportera dans son procès-verbal d'interrogatoire du 24 septembre 1945 que: *"Les civils tendaient à s'expliquer en brandissant des papiers d'identité, qu'ils voulaient à tout prix montrer à Kahn, vers lequel ils se ruaient en l'implorant de ne pas faire feu sur eux. Kahn paraissait intransigeant et il les repoussait vers l'intérieur du garage pour finalement s'écarter brusquement et commander le feu"*. Borie dans la grange Laudy complètera: *"...Moi j'ai compris; me trouvant au dernier rang, je me jette à terre. Les armes claquent contre nous. Des cris de douleurs, des hurlements, des pleurs se mêlent au fracas des détonations. La première rafale a été dirigée contre nos jambes; sans perdre un instant les rafalent se succèdent, les unes après les autres. Des plaintes montent et les Boches tirent dans le tas de cadavres. Nous avons reçu vingt charges de fusil-mitrailleur* [en fait des rafales de mitrailleuses]*"*. Un peu plus tard, les SS recouvrent les corps de paille et de fagots et y mettent le feu. Grâce à son sang-froid et sa détermination, Borie réussit à entraîner et à sauver des flammes de la grange Laudy quatre de ses compagnons d'infortune, Darthout, Broussadier, Hébras et Roby. Nul ne survivra dans les cinq autres granges.

Au même moment, les SS amplifient et parachèvent le massacre dans l'église. L'ordre d'achever les blessés va se transformer en assassinat des survivants. Ils commencent à tirer de l'entrée [SS_1] sur les femmes et enfants réfugiés dans la chapelle Saint Joseph. Ceux-ci la délaissent et tentent de s'éloigner du danger en se faufilant vers le maître-autel. Puis les SS franchissent les éboulis de l'entrée et reprennent leurs tirs [SS_2] en mitraillant vers les chapelles latérales, Sainte Anne et Notre Dame de Lourdes. La majorité des tirs s'effectue de cette partie, car les séminaristes chargés de l'inhumation des cadavres dans l'église y retrouveront *"des centaines de douilles jonch[ant] le sol jusqu'au premier tiers de l'église"*. Dans la sacristie dont le rez-de-chaussée et le sous-sol sont occupés par des personnes, celles du sous-sol cherchent à fuir par la porte donnant place de l'église. A peine la porte ouverte, elles sont fauchées par les SS sur la place [SS_3]. Un projectile atteint alors à la gorge la fille Andrée [x] de Mme Rouffanche, qui lui sert de bouclier. C'est la deuxième fois que Mme Rouffanche échappe à la mort parce qu'elle est assise à la bonne place dans l'escalier [3]. Les seules personnes encore en vie se trouvent au rez-de-chaussée de la sacristie, derrière le maître-autel et coincées au fond



SS_1: Première position de tir des SS dans l'église afin de liquider sur ordre du commandant SS Diekmann les survivants qu'il croit peu nombreux.
SS_2: Seconde position de tir des SS après avoir franchi les gravats obstruant l'entrée. Les survivants refluent vers le maître-autel et la chapelle Sainte Anne.
D 1, 2, 3, 4 et 5: Zones de repli des survivant lors des tirs SS.
SS_3: Place des SS tirant de la rue dans le sous-sol de la sacristie.
x: La fille de Mme ROUFFANCHE est tuée par un projectile tiré par la porte du sous-sol de la sacristie [**SS_3**]. Elle a servi de bouclier à sa mère.
SS_4: Place du SS ("le Boche" selon Mme ROUFFANCHE) ayant mitraillé les survivants réfugiés dans la sacristie.

de la chapelle Sainte Anne. Un SS se porte à l'entrée de la sacristie et mitraille en y pénétrant tout ce qui vit [SS_4]. Mme Rouffanche du fond de l'escalier aperçoit le "Boche" et fait la morte. Pour la troisième fois, elle choisit l'attitude salvatrice. Enfin, les SS liquident ce qui remue encore dans la chapelle Saint Anne en y balançant quelques grenades [voir plan page précédente].

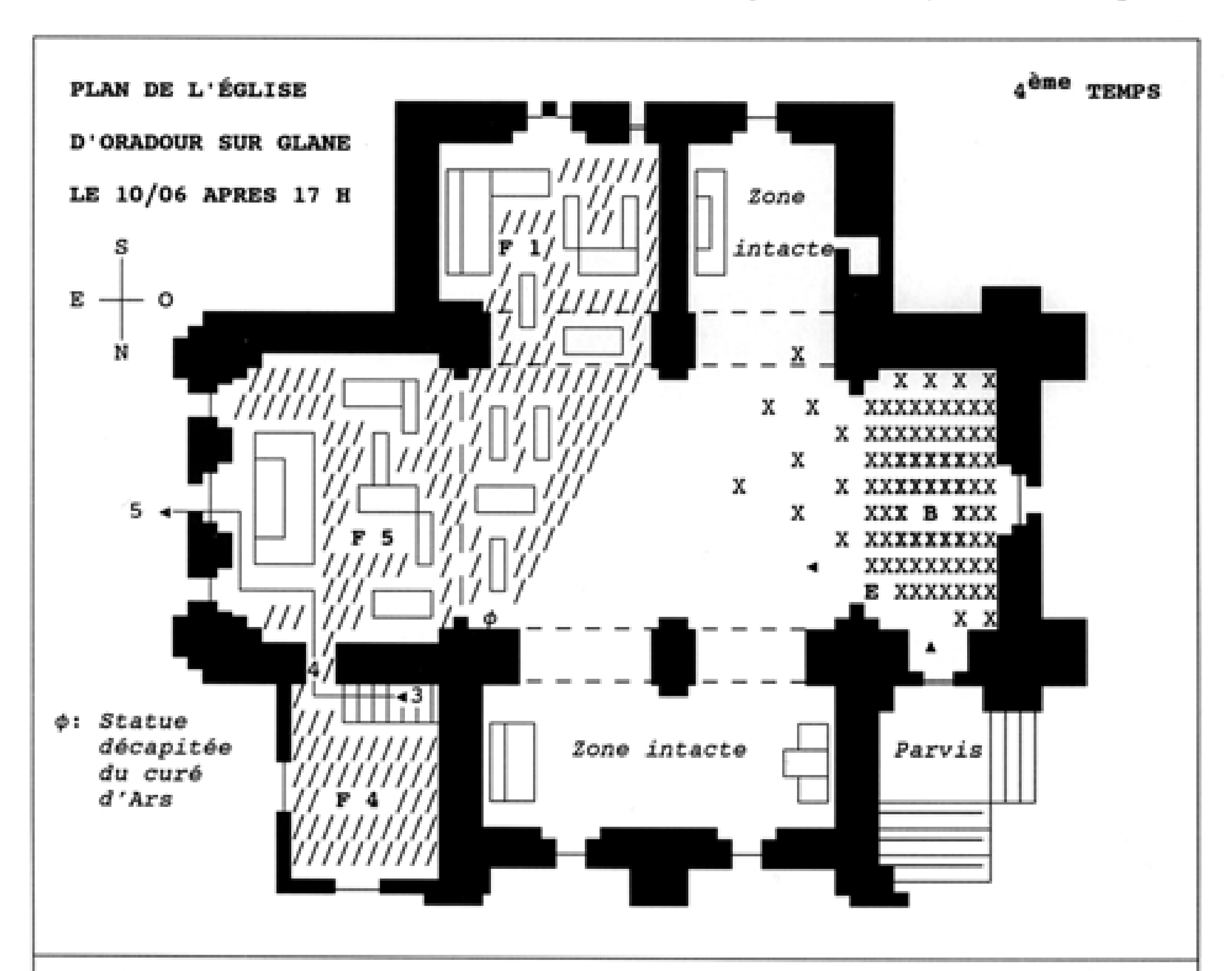
Les mitraillades des granges coïncidant avec celles de l'église parce que découlant de l'explosion dans le clocher, il faudra impérativement les dissocier afin que leur cause originelle commune n'apparaisse pas. Seul Hébras dira initialement la vérité à Poitevin. Dans ses témoignages ultérieurs, il soutiendra que les hommes n'étaient pas emprisonnés dans les granges, que *"Les portes de la grange, après notre entrée, demeurèrent ouvertes"* et il réduira le temps d'attente séparant l'entrée des hommes dans la grange Laudy du tir des SS à *"cinq minutes"*, voire *"cinq bonnes minutes"* ou le satellisera dans le vague avec une phrase du genre: *"Nous restâmes ainsi à discuter entre nous"*. En 1992, Hébras, se permettra une entorse aux consignes initiales en écrivant *"Ce face à face dura encore plusieurs minutes* [les cinq minutes officielles] *qui me parurent une éternité* [les quarante-cinq minutes réelles]*"*. Darthout confirmera l'emprisonnement dans la grange, mais cette partie de son témoignage sera occulté. Quant à Roby, il suivra la norme des *"cinq minutes"*. Tous ces mensonges pour avancer l'heure du massacre des hommes vers 15 h 05 ou 15 h 10 et placer l'explosion de la "caisse" des SS vers 16 heures - en faisant pression sur Mme Rouffanche qui ne la vit jamais "exploser" - afin que la dynamite de Guingouin soit doublement dégagée du drame.

Achever les blessés peut se concevoir dans des situations particulières, mais assassiner de sang-froid des femmes et des enfants est criminel. C'est probablement après la "liquidation" des blessés que, par un SS venu rendre compte, Diekmann s'aperçoit de sa faute et de la "bavure" commise. Il semble que quelques sous-officiers SS, mariés et pères de famille, l'aient désapprouvée et vivement reprochée à leurs supérieurs, Diekmann et Kahn, malgré l'obéissance due. Diekmann dut les rappeler à l'ordre en parlant de sentimentalisme déplacé, balayer leurs objections en affirmant qu'Oradour est une "capitale du maquis" et annoncer qu'il va "foutre le feu" à ce repaire de "terroristes" dont toutes les maisons recèlent des munitions et des explosifs. Diekmann joue alors le tout pour le tout. En incendiant le village et en escomptant que les dépôts clandestins - imaginaires - sautent, il veut à la fois démontrer à ses subordonnés qu'un chef SS ne se trompe pas et effacer les traces de son erreur. La décision de réduire en cendres Oradour est prise par Diekmann, et lui seul, une quinzaine de minutes après l'explosion du clocher. Les SS reviennent aux granges et couvrent les corps de paille et de fagots qu'ils enflamment. Ils se dispersent ensuite pour "s'occuper" du village où ils trouvent suffisamment de matériaux inflammables - paille, foin, cosses de légumes, fageots, bois de chauffage - dans les maisons et dans les granges pour allumer des foyers sans avoir à utiliser des engins incendiaires (au phosphore ou à la thermite) dont ils ne sont pas dotés. Vers 17 heures, le feu commence à prendre en haut du village (au niveau de la mairie) et embrase rapidement les habitations dont la construction ne s'encombrait guère de nos réglementations actuelles. En dernier lieu, les SS sont regroupés devant l'église afin d'y procéder pareillement.

Oradour étant relié à Limoges par un tramway électrique, la ligne continue de fonctionner normalement. Vers 16 h 30, une motrice de la Compagnie départementale des tramways de la Haute-Vienne (C.D.H.-V.), montée par trois mécaniciens en train d'éprouver une réparation effectuée en atelier à Limoges, est bloquée par les SS devant le bourg. Les trois occupants sont sommés par ces derniers de descendre et de les suivre pour vérification d'identité. L'un d'eux, M. Chalard semble désobéir ou vouloir s'enfuir. Il est tué au niveau du pont sur la Glane. Les deux autres sont présentés à un officier SS au centre du village. Leurs papiers sont contrôlés et ils sont renvoyés à leur machine. Ils ne voient aucun civil dans les rues. Selon eux, les premiers incendies se déclarent dès qu'ils font repartir le tramway. Les deux employés de la C.D.H.-V. ont pénétré dans Oradour après le massacre et alors que les SS se préparent à le réduire en cendres. Il atteindront l'atelier de Limoges vers 18 heures, peu après le départ de la gare d'un second tramway de voyageurs vers Oradour qu'ils n'auront pas le temps de mettre en garde.

Le premier travail des SS à l'église est d'en dégager l'entrée afin d'y accéder aisément et d'y apporter des matériaux inflammables. Le passage libéré, les SS repoussent les bancs ou les chaises vers le fond de l'église et les placent sur la masse humaine. Suivent bottes de paille et fagots trouvés dans les granges avoisinantes. Les cinquante SS se pressent, car le feu avance, venant de la partie haute du bourg, vers l'église. Des explosions commencent à retentir ça et là. Diekmann jubile. Un Führer SS est infaillible. Au cours du dégagement ou de ces transports, l'adjudant Gnug est assommé et blessé par un bloc de pierre instable tombé du clocher. Gnug est allongé près de l'église et soigné par un infirmier SS avant d'être évacué vers l'hôpital de campagne SS de Limoges.

Au moment où les SS entassent sur les cadavres dans l'église tout ce qui leur tombe sous la main pouvant brûler, deux femmes vivent encore, assises dans l'escalier de la sacristie et épargnées parce que le SS venu "achever les blessés" les a cru mortes. Mme Rouffanche et une réfugiée de Paris *"...assise sur [s]es pieds"* (Procès de Bordeaux, audience du 31 janvier 1953), se tenant par la



E: Déblaiement d'une partie des gravats par les SS à l'entrée de l'église afin de pouvoir y accéder facilement.

F 1, 4 et 5: Positions finales de la majorité des victimes abattues. Les SS placent dessus les bancs ou les chaises de l'église avec des ballots de paille. Le feu y est mis. Au sous-sol de la sacristie, des bûches de bois stockées sont incendiées.

3 à 5: Trajet de Mme ROUFFANCHE de l'escalier de la sacristie où elle simule la mort [3] vers le vitrail central du coeur après que le plancher de la sacristie eut pris feu et se fut effondré [4]. A l'aide d'un escabeau, elle réussit à atteindre l'ouverture et à sortir de l'église embrasée [5].

main, sont piégées au niveau du sous-sol de la sacristie [3]. Rester dans l'escalier devient dangereux parce qu'un SS sur la place de l'église peut les apercevoir en passant devant la porte. Elles remontent doucement en rampant l'escalier parmi les morts et débouchent dans la sacristie. Impossible d'aller plus loin car les SS sont aussi dans l'église. Elles entendent qu'ils s'affairent dans le sous-sol qu'elles viennent de quitter. Le bois de chauffe qui y est rangé est allumé. De la fumée monte, les asphyxiant à moitié. L'unique sortie est maintenant la porte donnant sur le choeur. Mme Rouffanche y jette un coup d'oeil. D'autres SS mettent le feu à la paille dans l'église. Bientôt tout flambera. Les deux femmes folles d'angoisse attendent la mort, coincées entre l'incendie de la sacritie qui ronge le plancher de bois rendant leur position intenable et celui de l'église qui progresse vers le maître-autel. La réfugiée de Paris aurait cessé de vivre, étouffée par la fumée. Mme Rouffanche se traîne par la porte dans l'église [4] au moment où le plancher de la sacristie s'effondre avec un bruit d'explosion, entraînant sa compagne et les morts dans le brasier. En repassant dans l'église, Mme Rouffanche échappe de justesse une troisième fois à la mort par le feu. Voyant que les fumées du bûcher de l'église la dissimulent à tous regards, elle se glisse derrière le maître-autel, y trouve un escabeau servant à allumer les cierges, y grimpe et atteint la fenêtre centrale derrière le maître-autel. Les vitraux ont volé en éclats lors de l'explosion. Elle force un coin du cadre de fer extérieur, faufile ses pieds en avant dans l'ouverture obtenue, s'agrippe au rebord de la fenêtre et se laisse tomber dehors [5]. Le sol est trois mètres plus bas et se continue par un talus sur plus de quatre mètres donnant sur un chemin large d'un mètre cinquante. Après avoir touché le sol, Mme Rouffanche fait une glissade sur le ventre le long du talus qui s'arrête sur le chemin surplombant la route. Elle est indemne, mises à part quelques ecchymoses. Elle vient de narguer la mort pour la quatrième fois [voir plan de l'église, 4ème temps].

Une femme l'appelle de la fenêtre, Mme Joyeux, qui a aussi survécu à l'explosion et au massacre, mais dans la partie gauche de l'église et qui s'était réfugiée, chassée par l'incendie, derrière le maître-autel. Elle a suivi Mme Rouffanche et la supplie d'attraper son nourisson qu'elle jette vers celle-ci. L'enfant s'écrase sur les pierres du soubassement de l'église. Mme Rouffanche en est atterrée. Elle a déjà perdu son petit-fils, tué dans la sacristie et l'enfant de Mme Joyeux vient de mourir parce qu'elle ne l'a pas saisi à temps. La mère saute et hurle en étreignant le corps sans vie. Des SS, alertés par les cris, s'apercoivent de la fuite. Coups de feu. Mme Rouffanche est atteinte de cinq balles. Elle s'effondre plus loin dans un potager, encore vivante. Mme Joyeux est abattue dans le jardin du presbytère. Mme Rouffanche restera ainsi, le nez dans les petits pois, vingt deux heures avant d'être découverte le lendemain vers 15 heures. Un de ceux qui la sauveront la prendra pour une négresse, sa figure étant complètement noire (Kruuse, p. 94) . La mort vient d'épargner Mme Rouffanche pour la cinquième fois. Mme Rouffanche modifiera plus tard le récit de cet épisode. Il est compréhensible qu'elle ait attribué la mort du bébé de Mme Joyeux aux SS et personne n'est en droit de le lui reprocher.

Vers 18 - 19 heures, Oradour brûle comme une torche. Devant les explosions qui secouent de temps à autre les maisons, Diekmann estime la sécurité de ses hommes menacée. Il faut évacuer le bourg. Restent toujours aux mains des SS la douzaine d'otages retenus par Diekmann à la suite de la vérification des identités, personnes d'origine étrangère - comme MM. Jean Jackow né en Pologne et Albert Mirablon né aux États-Unis, extérieures à Oradour - comme M. Pinède né dans les Basses Pyrénées, ou encore suspectés d'appartenir au maquis, et gardés sur le champ de foire. Diekmann ayant détruit le village et fait tuer tous ses habitants, il ne peut emmener ces gens à Limoges qui sont des témoins de sa folie meurtrière et qui peuvent parler. Ne lui servant plus à rien, ils sont abattus et jetés par dessus les débris en flammes de la remise Beaulieu. Les corps seront retrouvés calcinés et certains encore identifiables (selon le rapport de M. Moreau, maire-délégué d'Oradour après le drame, *Crimes ennemis*, p. 44). Le dernier à subir peu après le même sort est M. Jean Roumy qui est jeté dans les décombres du garage Desourteaux [voir ci-après]. Puis les SS se retirent du brasier et rejoignent les cinquante autres SS en faction sur le périmètre défensif extérieur et dont les mitrailleuses, pointées initialement vers Oradour, ont été retournées vers l'extérieur afin de parer à toute mauvaise surprise [la modification d'orientation sera confirmée par trois SS - Prestel, Weber et Niess - placés en sentinelles en limite sud-est du village]. Les SS étant maîtres du village par élimination des habitants, leur seule crainte est désormais une at-

taque du maquis. Chaque explosion entendue renforce Diekmann dans la justesse de sa décision, alors qu'il se trompe et grossièrement. Selon M. Moreau, le nombre des bâtisses incendiées se monte à 328 dont 123 maisons d'habitations, 4 écoles, 1 gare, 26 ateliers, 19 garages particuliers et autres, 35 remises, 40 granges, 58 hangars, 22 magasins (Delage, p. 46). Ce que Diekmann fait "sauter", ce ne sont pas les explosifs des "terroristes" comme il le croit, mais les ustensiles de la vie courante des gens d'Oradour, tels des bouteilles de gaz butane pour la cuisine (introduites en France en 1931. Le gaz de ville n'étant pas installé à Oradour en juin 1944 et après treize ans de diffusion de ce nouveau type de chauffage, il semble qu'un certain nombre de cuisines des 123 foyers du bourg en soit équipé. La forge Beaulieu, qui vend aussi de l'essence à la pompe, dispose d'un dépôt, dont il reste de nos jours encore deux bouteilles visibles dans les ruines), de nombreux bidons d'essence stockés légalement ou illégalement - en attente de jours meilleurs - pour la quarantaine de véhicules à moteur d'Oradour, des bouteilles d'acétylène et d'oxygène pour soudure oxyacétylénique existantes au moins à la forge Beaulieu et au garage Desourteaux, des dames-jeannes d'alcool à 90° et des bidons d'éther à la pharmacie Pascaux, des solvants, des pots de peinture, etc..., matériels divers représentant plusieurs dizaines de "bombes" domestiques. Borie est aussi témoin des explosions qui secouent le village. Vers 19 heures, il décide de partir de l'enclos des poussins proche de la grange Laudy où il se dissimule et d'atteindre le cimetière: *"En traversant la place du champ de foire, on voit que le feu fait rage partout. Les grenades incendiaires éclatent. Dans les maisons, les planchers, les toitures tombent en flammes et une fumée épaisse, noire et jaune, monte avec des flammes rouges"*. Pour Borie, ce sont les grenades incendiaires jetées par les SS dans les maisons qui détonent. Pour Diekmann, ce sont les dépôts de munitions et d'explosifs cachés par les maquisards dans les bâtisses qui sautent. La haine oblitère le bon sens de l'un et de l'autre.

Concernant l'essence trouvée par les SS dans le bourg - distincte de celle dissimulée par les propriétaires de voitures, en particulier dans la grange Beau (située peu avant la gare des tramways, en arrière des maisons donnant sur la rue principale), qui renferme un dépôt d'essence et est préservée par les SS (toujours visible de nos jours, intacte), se produira la même erreur d'interprétation sur l'utilisation du combustible qu'à Tulle où des fûts de deux cent litres avaient été disposés aux principaux carrefours afin de ravitailler les chars et non pour brûler la ville comme l'a cru le préfet Trouillé. A Saint Junien, les véhicules du bataillon de Diekmann sont à sec. Une chasse à l'essence est organisée avec l'aide des miliciens. A Oradour, seront découverts après le drame des bidons de cinq litres d'essence vides et alignés le long du chemin partant de la Poste (Procès, p. 131), bidons provenant de la grange Beau. Aucune goutte d'essence ne servit à allumer les foyers comme on le pensera, une allumette suffisant. Le contenu des bidons fut versé intégralement dans les réservoirs toujours presque vides des camions ou des semi-chenillés de la 3e compagnie.

Le tramway de voyageurs parti de Limoges à 18 heures et ignorant la présence des SS à Oradour, y arrive entre 19 heures et 19 h 30 , malgré la mise en garde donnée au conducteur quatre kilomètres avant par un jeune homme, le frère de M. Darthout, qui fuit en vélo le village en flammes. Au lieu-dit Puy-Gaillard, à 200 mètres avant l'entrée du bourg, le tramway est arrêté. Les SS interdisent aux voyageurs de sortir. L'un d'eux part informer ses chefs et, de retour une demi-heure après, demande aux voyageurs à destination d'Oradour de descendre. Une vingtaine s'exécute. Melle Maria Gauthier de Limoges, 56 ans, racontera au commissaire des Renseignements généraux (Rapport du 4 juillet 1944): *"Encadrés aussitôt, nous fûmes dirigés vers la route des Bordes, à travers champs, et après avoir franchi la Glane sur un tronc d'arbre, nous arrivâmes à la maison Thomas* [ferme du boulanger Thomas], *située à 400 mètres d'Oradour. Pendant notre marche, j'avais remarqué de nombreux Allemands, dissimulés dans les champs, qui se levaient à notre approche et se recouchaient dès qu'ils s'étaient rendu compte que nous étions escortés. Arrivés à la maison Thomas, on nous fit arrêter; les femmes furent séparées, puis les groupes fusionnèrent à nouveau au bout de quelques instants* [voir pourquoi ci-après]. *L'incendie faisait rage à Oradour. Assez tard dans la soirée, vers 21 heures, un interprète s'approcha et nous demanda nos cartes d'identité* [inexact, pas aux femmes]*"*. M. Léon Sage complètera en précisant: *"Hommes et femmes furent poussés dans une barrière et l'interprète*

vérifia les cartes d'identité des hommes [et non des femmes]. *Aussitôt après, un officier parut. L'interprète eut une conversation avec lui et revint vers nous. Soudain, il courut à nouveau vers son supérieur, prononça quelques paroles avec vivacité et revint nous annoncer que nous étions libres, mais que nous devions partir immédiatement... ...Tout notre groupe se dirigea alors vers le village des Bordes* [situé à 2 km au nord-est d'Oradour]*"*. Dans sa déposition du 4 décembre 1944, Melle Gauthier rectifiera: *"On arrête notre groupe en plein champs* [devant la ferme Thomas]. *Le gradé qui commande le détachement s'entretient avec l'officier de poste. Les hommes sont séparés des femmes; on vérifie leur identité, puis on nous réunit de nouveau... ...Enfin, après une explication un peu vive entre l'officier et le gradé, on nous annonce que nous sommes libres"*. Melle Louise Compain, fille du pâtissier d'Oradour, racontera à Poitevin ce qui se passe durant l'heure d'attente (p. 56 et 57): *"Comme nous voulions savoir ce qu'on avait fait de la population, si on avait fusillé des otages, des Allemands nous répondaient invariablement par ces mots:... ..."Tous kapout ! Tous kapout ! Kapitale maquis ! Kapitale maquis !"... ...un Allemand, baragouinant en français, s'approcha de notre groupe et nous expliqua: "Nous trouver des armes et des munitions. Alors faire tout sauter, tout flamber. Écoutez les explosions !..."*. Pour sa part, Melle Gauthier dira qu'un Allemand, se trouvant à ses côtés, lui avait montré Oradour en flammes en ne prononçant qu'un seul mot explicatif: *"Terroristes"*. Quant à M. Léon Sage, une fois rentré sauf dans sa petite propriété située à 500 mètres du bourg et à l'embranchement des routes des Bordes et de Périlhac, il apprend par sa femme qu'un SS en faction devant leur maison lui avait recommandé de ne pas sortir et avait ajouté en mauvais français en regardant Oradour en feu: *"Officier supérieur, grande croix de fer* [Kämpfe], *tué dans région par terroristes* [inexact]. *Allemands en colère, le venger"*.

Par ailleurs, Melle Compain assurera avoir vu à la ferme Thomas un jeune soldat allemand, assis à l'écart, versant des larmes et essuyant ses yeux avec le revers de sa manche d'uniforme (Delage, p. 31), pleurs pouvant s'expliquer par du remords pour la tuerie des femmes et des enfants (selon Melle Compain) ou par une escarbille dans l'oeil. Louise Compain est jeune (18-20 ans), le SS aussi. Elle saisira intuitivement qu'il ne pleure pas, seul et dans un coin, à cause d'une flammèche dans l'oeil. Contrairement aux dires de Melle Gauthier affirmant que, dans la dizaine d'hommes contrôlés, aucun n'était "né" à Oradour, la majorité y habite. Pourtant, ils sont libérés. Diekmann et Kahn semblent avoir un sérieux problème d'obéissance depuis le massacre de l'église. Si une grosse partie des soldats réagit comme des collégiens en goguette venant de faire un mauvais "tour", ordonné et couvert par le "proviseur", certains ne partagent pas l'euphorie générale et refusent de chuter dans l'abîme de folie meurtrière où Diekmann les pousse par dépit de ne pas avoir retrouvé Kämpfe. A la ferme Thomas, un de ces "récalcitrants", en osant dire à son chef - probablement Kahn, Diekmann étant déjà parti à Limoges faire son rapport - l'équivalent allemand de *"ça suffit !"*, sauve la vie de vingt parsonnes.

Selon M. Normand, directeur des "Nouvelles Galeries" à Limoges, qui fait partie des voyageurs restés dans le tramway à Puy-Gaillard: *"Une demi-heure après ce départ* [de la vingtaine d'hommes et de femmes d'Oradour], *un Allemand qui parlait très correctement le français, monta dans la voiture, vérifia ma carte d'identité, celles de tous les autres hommes, mais s'abstint de regarder celles des femmes. Cette vérification terminée, l'ordre fut donné au conducteur de refouler son train et nous partîmes en reculant jusqu'à Veyrac"*. La multiplication systématique des contrôles d'identité des hommes - et non des femmes, ignorées totalement - par les SS, décrites par les témoins extérieurs, mécaniciens de la C.D.H.-V., voyageurs du tramway conduits aux Bordes ou restés dans la machine, prouve qu'une telle vérification - annoncée par le tambour municipal - s'est déroulée sans conteste place du marché sur les hommes et que le but initial de Diekman n'est pas de tuer tout le monde, mais de trouver les trente otages demandés par Stadler.

Vers 19 heures, M. Pallier, ingénieur des chemins de fer, venant de Paris en voiture et allant à Oradour retrouver sa famille, est arrêté à 4 km du bourg sur la GC. 9 par un convoi allemand se dirigeant vers Limoges, composé de deux véhicules, un camion et un semi-chenillé, comptant une dizaine d'hommes (et non une cinquantaine comme le rapporte M. Pallier) commandée par un officier, que M. Pallier décrira ainsi: *"beau type germanique, grand et svelte, teint frais, yeux clairs au regard presque doux, et vêtu de façon impeccable. Tout dénotait une classe sociale au-dessus de la moyenne"*. Il s'agit de Diekmann qui ne

se présente pas comme quelqu'un pris de boisson ou d'un tempérament coléreux - comme il sera souvent décrit - mais comme une personne dont dira l'ingénieur l'"*abord, eût pu, en d'autres circonstances, être qualifié de sympathique*". Les papiers d'identité, les titres de transport, du chauffeur et de M. Pallier sont contrôlés. La voiture est fouillée. N'étant pas originaires d'Oradour, M. Pallier et son chauffeur sont autorisés à poursuivre leur route (Delage, p. 32, note I et "Les Lettres Françaises", 1er août 1944). Toujours à 19 heures et un peu plus loin, Mme Loustaud, habitant près de la gare de Veyrac voit passer à toute allure les deux véhicules allemands qui foncent vers Limoges (Pauchou-Masfrand, p. 129). Diekmann, ayant laissé la compagnie de Kahn - qui en a repris le commandement - en cercle défensif autour d'Oradour en flammes, va rendre compte à son chef, le colonel SS Stadler. Il se présente *"tard dans l'après-midi"* (selon Weidinger) à l'Hôtel Central. Le capitaine SS Heinz Werner, qui assiste à ce retour, le mentionnera dans sa déposition devant la Justice militaire française le 20 novembre 1947: *"Tard dans la soirée, Dickmann rendit compte de l'expédition qu'il avait conduite sur Oradour dans les termes suivants: "Au cours de l'approche de la localité, il aurait reçu des coups de feu, à la suite desquels il a encerclé et attaqué le village de tous côtés. La première maison, de laquelle des coups de feu furent tirés et qui était occupée seulement par deux vieilles femmes, fut incendiée par lui. Au cours des fouilles, il s'avéra que, dans toutes les maisons, des armes et des munitions étaient cachées. Il a également incendié ces maisons. Il a également procédé à des exécutions. Il ne fit pas de prisonniers, afin de donner un exemple"*. Quant au commandant Weidinger, dans sa déposition du 4 mai 1949 devant la Justice militaire française, il ne dira rien sur les événements d'Oradour rapportés par Diekmann, sauf qu'il avait outrepassé les ordres initiaux, n'ayant pas reçu de Stadler mission de procéder à des exécutions en masse et d'incendier le village. Ultérieurement, il précisera que Diekmann avait fait *"arrêter toute le population mâle de la localité, environ 180 personnes et les [avait] fait fusiller"*. Le premier rapport de Diekmann est muet sur le sort des femmes et des enfants d'Oradour.

Stadler entre pourtant dans une violente colère, que perçoit un téléphoniste de son état-major régimentaire. Stadler est outré par la conduite de Diekmann qui s'est permis, au mépris des ordres, de fusiller 180 hommes au lieu d'en prendre 30 en otages. Stadler, ne se référant alors qu'aux hommes abattus, crie à Diekmann *"qu'il [doit] porter seul la responsabilité de ses actions"* (selon la déposition de Werner) et qu'il ne peut "étouffer" un pareil manquement à la discipline: *"Diekmann, cela peut vous coûter cher. Je vais faire immédiatement un exposé des faits à la juridiction de la division, ce qui entraînera une enquête du conseil de guerre. Je ne puis conserver ces faits au niveau du régiment"* (selon le journal de marche du régiment de Weidinger). En clair, Stadler demande la cour martiale pour Diekmann et porte l'affaire devant le chef de la division, le général Lammerding. En effet, contrairement à l'affirmation maintes fois proférée par des auteurs contemporains, Lammerding n'est pas à Limoges, mais toujours à Tulle en train de recoller les morceaux de sa brigade, mise hors service en deux jours par la faute de tarés plus "cloutés" et galonnés que lui. Il vient de recevoir enfin l'ordre de déplacement de la "Das Reich" vers la Normandie à 18 heures, ordre transmis une demi-heure plus tard par Stückler à toutes les unités joignables. La division doit se tenir prête à partir le 12 juin à 5 h 30, sauf les deux bataillons du régiment "Der Führer" et un du "Deutschland", commandés par Stadler, qui resteront dans le secteur Limoges/Pierre-Buffière (toujours la hantise des maquisards de Guingouin). Les blindés se révélant incapables de prendre le départ à temps, c'est le régiment de Stadler qui ouvrira la marche le 12. Lammerding rencontre le lieutenant-colonel SS Tychsen et prend une collation avec lui de 17 à 18 heures dans une villa à l'est de Tulle durant laquelle sont déterminés l'éparpillement et l'état des chars sur les N 20 et N 140. Dans la soirée, est élaboré et transmis un rapport sur cette question [voir ci-après]. Lammerding n'atteint Limoges au mieux qu'à partir de 20 heures, voire 21 heures, alors que la tragédie d'Oradour est consommée. Après l'engueulade de Stadler, Diekmann repart à Oradour afin, par simple mesure h'hygiène, d'inhumer les corps non incinérés comme déjà il avait ordonné en fin d'après-midi d'enterrer les "terroristes" abattus à proximité de la route des Bordes.

A peine Lammerding pénètre-t-il dans l'Hôtel Central qu'il est assailli par Stadler. Selon Weidinger dans sa déposition du 4 mai 1949: *"Tard dans la soirée du 10 juin, l'état-major de la division venant de Tulle est arrivé à Limoges. Stadler est allé immédiatement trouver le général Lammerding et lui a*

rendu compte de l'affaire d'Oradour. Le général Lammerding décide qu'une information judiciaire [SS] *serait ouverte dès que les circonstances le permettraient"*. Pour Lammerding, cette nouvelle est un vrai coup de massue. Il a assisté la veille en soirée à la pendaison de 99 personnes de Tulle ordonnée par Stückler, ce qui l'a quand même "remué" et on lui annonce le lendemain que Diekmann en a fusillé 180 autres dans un village inconnu. Sa dite division peut à peine de déplacer faute d'essence, percluse d'ennuis mécaniques, ses supérieurs le harcèlent et, pendant ce temps-là, ses subordonnés directs pendent et massacrent à qui mieux mieux derrière son dos en s'appuyant sur ses directives. Il est vraiment éprouvant d'être général SS et, qui plus est, protégé d'Himmler.

L'importance du massacre d'Oradour est connue par Stadler le dimanche 11 juin. Il est noté dans le journal du régiment: *"Après fouille de la localité, celle-ci a été brûlée de fond en comble. Dans presque chaque maison, étaient entreposées des munitions... ...Résultats: 548 morts ennemis, 1 blessé chez nous"*. La précision du chiffre des *"morts ennemis"* à l'unité près indique qu'il ne repose sur rien, par contre, il inclut 368 femmes et enfants en plus des 180 hommes fusillés. Donc Stadler sait, dès le lendemain, que Diekmann a tué aussi des femmes et des enfants à Oradour. Il aurait dû le mettre aux arrêts aussitôt. Mais, militairement, il ne peut mettre hors circuit encore un de ses trois chefs de bataillon, alors qu'il en a déjà perdu un, Kämpfe. La nouvelle de l'"action" est transmise au général von Brodowsky, chef de l'état-major de liaison 588 à Clermont-Ferrand et rattaché au 66[e] corps d'armée de réserve, qui indique dans son journal de bord le:
11.06.44 (page 40). - La situation reste incertaine dans la région de Limoges. Au cours d'une action de la troupe, le 10 juin 1944, la localité d'Oradour-sur-Glane (31 km S.-O. de Limoges [en fait, 21,5 km au nord-ouest de Limoges]*) fut réduite en décombres et en cendres.*
et complète le: [en écriture gothique, *Leiche* / *Briefe*/lettres = *Briefe* / *Leiche*/cadavre]
14.06.44 (page 54). - Une communication téléphonique en provenance d'Oradour (30 km S.-O. de Limoges [voir rectificatif ci-dessus]*) signale ce qui suit: 600 personnes tuées. Un sous-lieutenant SS de la SS Pz.Div. "Das Reich"* [lieutenant SS Gerlach] *avait été fait prisonnier à Nieul (8 km N.-O de Limoges). Il put s'enfuir. L'on retrouva les lettres [le cadavre ?] d'un Oberzahlmeister* [lieutenant trésorier-payeur Plehwe] *et des traces de mauvais traitements. Toute la population mâle d'Oradour fut fusillée. Les femmes et les enfants se réfugièrent dans l'église. L'église prit feu. Des explosifs étaient entreposés dans l'église. Toutes les femmes et les enfants trépassèrent* (Crimes ennemis, p. 109).
Quatre jours après le drame, le général von Brodowsky - qui n'est absolument pour rien dans l'affaire Oradour et qui, prisonnier des Français, sera abattu parce qu'on s'obstinera à le présenter comme le "bourreau" d'Oradour alors qu'il n'y était véritablement pour rien - donne en quelques lignes la version allemande qui vaut largement en contre-vérités la française de l'"Oradour-petit-village-tranquille". Le chiffre des morts à Oradour est presque juste, très proche de celui reconnu actuellement. L'"odyssée" Gerlach est évoquée, sans détails mensongers. La cause du décès des femmes et des enfants est exacte, mais la fusillade qui suit, oubliée. La succession des événements s'inspire des récits arrangés de Diekmann. Par contre, la mention de lettres du lieutenant-payeur Plehwe retrouvées à Oradour est énigmatique.

A Oradour deux personnes sont communément désignées de "collaborateurs", M. Jean Roumy, 48 ans, dit président de la Légion française des combattants [organisme créé par Pétain en 1940 pour rassembler tous les anciens combattants sur lesquels le Maréchal voulait s'appuyer afin d'assurer le redressement moral du pays] et son fils, Albert, étudiant, 23 ans, membre du Mouvement de la jeunesse de France et d'Outre-mer. Le fils Roumy ne sera pas retrouvé et est considéré de nos jours comme disparu. Le père sera découvert mort dans le garage Desourteaux et identifié aussitôt parce que partiellement calciné. Or selon le rapport du Dr Bapt, médecin inspecteur du Service de Santé, sur sa mission à Oradour des 14, 15, 16, 17 et 19 juin 1944, ne sera constatée dans le garage de M. Desourteaux - déjà nettoyé par les SS - que la présence d'*"Ossements et débris calcinés"*. Donc Jean Roumy, tué par les SS lors de leur retrait du village et précipité dans les braises du garage Desourteaux, est enlevé bien avant l'intervention du Dr Bapt. Qui le relève ?. Les équipes venues de Saint Victurnien ?. Pourquoi ne le mentionnent-elles pas ?. Comment expliquer que la découverte du corps de Jean Roumy dans le garage Desourteaux ne figure que dans le rapport du maire délégué d'Oradour, M. Moreau, et nulle part ailleurs ?. Mais surtout, comment Diekmann pourra-t-il affirmer à ses supérieurs après son opération avoir retrouvé les pa-

piers ensanglantés - les *"traces de mauvais traitements"* - d'un *"Oberzahlmeister"*. Dire repris et déformé par le général de la Wehrmacht, Gleiniger, chef de la place de Limoges, qui notera dans son Journal le 16 juin: *"Lors d'une conversation le 12 juin 44, un bruit serait parvenu à la connaissance du préfet régional* [Freund-Valade], *selon lequel l'officier payeur Plehwe de l'hôpital de campagne de L'Isle-Jourdain aurait été fusillé par des partisans... ...et transporté à Oradour* [pourquoi transporter le cadavre d'un officier allemand du sud de Bellac à Oradour ?. Pour l'empailler en souvenir ?]". Si Diekmann mentionne les lettres de Plehwe, c'est qu'il les a eues en mains propres et que cette trouvaille n'est pas imaginaire comme le reste de ses justifications. Il ne peut les avoir trouvées qu'à Oradour, sur une indication recueillie au champ de foire et donnée par Roumy. Borie notera dans son "cahier": *"Il y en a un qui se présente à l'officier des papiers à la main, en tenue de milicien. Il voulait lui montrer quelque chose, mais le Boche l'a renvoyé à sa place"*. On peut penser à des papiers d'identité, mais les SS les examinèrent au début du rassemblement. Un homme *"en tenue de milicien"* n'a pas besoin de se faire reconnaître des SS. Enfin, il serait étonnant que Diekmann, à l'affût du moindre indice sur Kämpfe ou sur un dépôt d'explosif renvoie *"à sa place"* un informateur, milicien ou non. Les hommes sont enfermés dans les granges, à l'exception de Roumy - et des otages - le quel aurait alors remis à Diekmann *"des papiers"* dont il est le seul à savoir la provenance. Ou bien Roumy aurait pu emmener Diekmann fouiller les maisons de "terroristes" supposés et y découvrir par hasard chez l'un d'eux - ayant participé à l'embuscade au sud de Bellac - les papiers de Plehwe, conservés en "souvenir". Si Roumy - avec peut-être son fils - est liquidé à la fin de l'opération par Diekmann en remerciement de ses bons et loyaux services, c'est pour éviter qu'il ne parle de l'assassinat des femmes et des enfants dans l'église par les SS, tuerie qu'il ne peut que condamner violemment (comme le feront d'autres miliciens). Même si Jean Roumy avait survécu, Borie et ses camarades lui auraient fait la peau.

Le juge militaire de la division, le commandant SS Detlef Okrent, est arrivé à Limoges avec l'état-major divisionnaire. Dès que Lammerding est informé du massacre d'Oradour, il convoque aussitôt le juge SS et le charge *"d'ouvrir une procédure judiciaire contre le commandant SS Dieckmann"* (déclaration sous la foi du serment d'Okrent du 27 novembre 1952). Lammerding lui explique que: *"...la 3ème compagnie du 1er bataillon du régiment "DF" aurait rencontré de la résistance de la part des résistants français dans le village d'Oradour-sur-Glane, et que Dieckmann, qui était personnellement présent, avait fait fusiller un certain nombre de résistants français, bien qu'il (Dieckmann) ait été au courant de l'ordre de la division, selon lequel les résistants devaient être seulement faits prisonniers, mais ne devaient pas être fusillés; Dieckmann aurait donc volontairement transgressé un ordre qu'il connaissait"*. Okrent se souviendra que c'est le colonel SS Stadler qui *"a énergiquement demandé l'ouverture d'une procédure contre Dieckmann. Ce soir-là* [du 10 juin], *on ne disposait pas de détails précis sur les événements d'Oradour-sur-Glane à l'état-major de la division"*. Il est vrai qu'en soirée, Okrent n'est au courant que de la fusillade des hommes, mais le lendemain, il sera informé, comme tout l'état-major de Lammerding, du "reste". Malheureusement pour sa réputation de "juge", Okrent taira ensuite le massacre des femmes et des enfants. Il ne le fera pas spontanément, par sympathie pour Diekmann qui n'en mérite aucune, mais sur ordre supérieur et donc de Lammerding qui veut enterrer l'affaire. Okrent poursuivra: *"Je ne pus commencer immédiatement l'enquête contre Dieckmann parce que le régiment "DF" fut immédiatement jeté à marches forcées sur le front de Normandie et que l'état-major de la division devait d'abord rester en arrière... ...Je n'arrivais qu'après un certain temps sur le front de Normandie. J'appris que Dieckmann était tombé dès les premiers jour de l'engagement de son bataillon"*. Okrent devra poursuivre son enquête parce que le Commandement en chef allemand de l'Ouest l'exige. Il interrogera le chef de la 3ème compagnie, le capitaine SS Kahn, dont les déclarations seront la copie carbone de celles de Diekmann, puisque les deux officiers SS les ont élaborées ensemble pour se défausser du crime d'Oradour. Gerlach est cité comme d'habitude et ses mésaventures se déroulent à Oradour avec son chauffeur horriblement maltraité et tué. La dizaine d'Allemands du convoi sanitaire n° 9.644, dont le lieutenant-payeur Plehwe, tués au sud de Bellac le 8 juin, sont transférés comme par enchantement dans Oradour. Weidinger ne fera que reprendre les mensonges de Diekmann et de Kahn dans ses écrits justificatifs. Okrent verra ses dossiers disparaître en fumées sous les bombardements alliés en Nor-

mandie. Il en fera un résumé officiel de mémoire le 4 janvier 1945 et ce texte peut être considéré comme la version officielle SS de l'affaire d'Oradour, telle que Diekmann et Lammerding voulaient qu'elle soit:
"A Oradour, un sous-lieutenant SS de la division et son chauffeur, capturés et ligotés par les terroristes, avaient été emmenés dans le village et avec la participation de la population - là aussi des femmes en particulier - avaient été bestialement maltraités. Tandis que le sous-lieutenant SS parvenait à se libérer grâce à un stratagème, le chauffeur - comme on l'établit par la suite - fut torturé à mort de façon barbare. Peu auparavant, selon un message du SD, une équipe sanitaire de la Wehrmacht d'un effectif d'environ 10 hommes avait été attaquée par surprise et massacrée dans ce village. Là-dessus en représailles, le commandant SS Dieckmann, chef du 1er bataillon du 4e régiment de grenadiers blindés SS "Der Führer", engagea la 3e compagnie de ce bataillon contre ce village. Le commandant SS Dieckmann dirigea lui-même l'action. Dès l'approche, la compagnie essuya le feu de fusils et de mitrailleuses. Après avoir brisé la résistance, une quantité d'armes considérable fut saisie par la fouille des maisons. Là-dessus, le village fut incendié. Il s'ensuivit dans presque toutes les maisons des détonations provenant de munitions dissimulées. Les détonations étaient si fortes que le commandant en chef dut retirer ses propres hommes pour leur sécurité. Devant cet énoncé des faits, les représailles exercées apparaissent justifiées pour des raisons militaires. Le chef responsable, le commandant SS Dieckmann, est par ailleurs tombé au combat en Normandie".
Dans ce texte, tout est erroné - sauf le retrait du village des troupes menacées par les explosions des "bombes" domestiques que les SS ont provoquées. Pas un mot sur l'église, selon l'ordre de Lammerding. On ne fait pas mieux dans le genre calomnie et on comprend l'indignation furieuse des survivants d'Oradour.

Par contre, le lundi 19 juin, le chef de la propagande allemande à Limoges, le Dr Sahm, *"journaliste et officier allemand"* d'après Poitevin (p. 118), fera devant les journalistes convoqués, une déclaration sur "l'affaire" d'Oradour qui, articulée en quatre points, est véridique pour trois d'entre eux (selon Poitevin, p. 119):
"Bien entendu, nous n'excusons pas ce qui s'est passé [à Oradour], *et le ou les officiers de ce régiment seront punis* [conseil de guerre demandé par Stadler pour Diekmann], *s'il ne l'ont pas déjà été* [inexact].
"La troupe allemande n'est pas allée là-bas par hasard [afin de rechercher Kämpfe et d'y faire trente prisonniers pour un échange ultérieur avec le Maquis].
"C'était un bourg plein de maquis [inexact], *un asile du maquis* [vraisemblable]. *La veille et le matin même on avait tiré sur des voitures d'officiers allemands* [inexact]. *Les Allemands étaient donc en état de légitime défense* [inexact].
"En ce qui concerne ce qui s'est passé à l'église, où les femmes et les enfants avaient été envoyés pour y être mis en sécurité [exact], *nous ne comprenons pas ce qui est arrivé* [exact], *nous essayons de le savoir !...* [incroyable aveu !]"
Le Dr Sahm ne saura jamais ce qui s'est produit dans l'église parce que Lammerding l'a ainsi décidé: les morts de l'église n'existent pas.

Début 1982, un lieutenant-colonel de réserve de la Bundeswehr, Eberhard Matthes, portera à la connnaissance du public deux dépositions "sous serment" rapportant des faits extravagants. Officier allemand en stage au camp militaire de La Courtine fin 1963, il discutera avec un officier français de grade équivalent sur l'affaire d'Oradour. L'officier français, connaissant manifestement le "Rapport Okrent", le racontera à Matthes en y ajoutant des détails macabrement croustillants. Concernant le convoi ambulancier venant de l'Isle-Jourdain et attaqué par les F.T.P. le 8 juin entre Berneuil-le-Puy et Breuillaufa, il sera découvert *"près d'une localité où cantonnaient des troupes allemandes en déplacement"*. Le "près d'une localité" était pour le juge Okrent "dans" Oradour et deviendra pour Taege "près" d'Oradour. Le convoi ne comporte plus qu'une ambulance. Sa dizaine d'occupants se réduira en conséquence à six, et seront retrouvés brûlés vifs - probablement par rayonnement induit des flammes de l'incendie d'Oradour à venir - avec le conducteur et le chef de voiture ligotés au volant, forfaits atroces dus - comme on s'en doute - aux maquisards. Quant à l'église, *"elle n'a jamais été mise à feu par les Allemands"* auraient dit à Matthes en décembre 1963 des villageois d'Oradour, parmi lesquels se trouvaient deux femmes survivantes autres que Mme Rouffanche, sauvées de l'enfer ecclésiastique par de braves et courageux Waffen-SS au péril de leur vie. Sans commentaires, mais il faut prendre en compte que Matthes rapportera sa première visite d'Oradour pres-

que vingt ans après, qu'il se souvenait mal ou avait mal compris les paroles échangées, et que des témoins du drame durent lui dire que ce n'était pas les SS qui avaient fait sauter le clocher de l'église et non incendié l'église.

Le dernier éclat malsain de "l'incendie" fictif du convoi n° 9.644 brillera en 1988 dans "Oradour • L'or des SS" de l'Anglais Robin Mackness où les limites de l'absurde sont franchies. Le transport sanitaire est devenu une "unité spéciale" composée d'une Citroen 11 CV et d'un véhicule semi-chenillé transportant six cent kilogrammes d'or en barres, dissimulés sous les archives de la division, or qui avait été grappillé de février à juin 1944 dans le sud-ouest de la France par Lammerding et ses officiers supérieurs afin d'adoucir leurs vieux jours. Comme dans toute bonnne histoire, l'"unité spéciale" se fait piéger dans les environs d'Oradour par des résistants durant la nuit du 9 au 10 juin, les deux véhicules sont détruits et leurs occupants tués, sauf un qui s'enfuit blessé. L'or découvert est enterré à proximité par un petit malin - le seul résistant survivant - qui se prévoit un après-guerre "radieux". Avant de décamper, il arrose les restes humains et mécaniques avec l'essence des réservoirs et fait flamber le tout. Naturellement, le SS miraculeusement rescapé arrive à prévenir Limoges de l'embuscade. Lammerding, furieux, pique une grosse colère, siffle le responsable de sa ruine, le commandant Diekmann, l'engueule et l'expédie récupérer l'or. On connaît la suite: 642 victimes et un village incendié. Mackness, qui - selon ses dires - passait en 1981 l'or du résistant "malin" de France en Suisse, fut arrêté par les Douanes Françaises et condamné. Il ne pouvait rester trois ans en prison sans rien faire. A l'instar de maints détenus intellectuels, il écrivit pour passer le temps un roman dont il puisa les éléments dans le "Où est Caïn" de Taege ou la plaquette de Weidinger, en mixant avec une imagination aurifère l'engagement de Berneuil-le-Puy/Breuilaufa, la randonnée nocturne du lieutenant SS Gerlach et le récit de ses ennuis. Le livre de Mackness déclenchera la réalisation par FR3-Limoges de deux documentaires sur Oradour, "Les voix de la douleur" et "Aujourd'hui la mémoire".

Le 10 en soirée, après avoir reçu à 18 heures l'ordre du Quartier général de suspendre les opérations contre les partisans et consulté en fin d'aprèsmidi à Tulle le lieutenant-colonel Tychsen, commandant le régiment de chars, Lammerding élabore avec Stückler un rapport sur l'état de la "Das Reich" qui sera adressé aussitôt au 58ème Corps d'armée. C'est une critique féroce sur l'utilisation de son unité dans une mission de "maintien de l'ordre", et qui aurait pu être intitulée "De l'art et de la manière de démolir une division blindée sans combat". En voici le texte *in extenso*, à savourer en gardant à l'esprit que Lammerding s'est trouvé dans l'incapacité de lancer son offensive contre les partisans communistes depuis le vol des documents de Kämpfe et a jeté l'éponge:

"L'insuffisance de transports automobiles, les étapes considérables parcourues en terrain défavorable, le morcellement des unités sur 300 km ainsi qu'un manque d'accord concernant les mesures opérationnelles et de ravitaillement, ont fortement et excessivement affaibli la puissance de combat de la division en l'espace de huit jours [en fait, de trois jours].

Le pourcentage des chars en panne se monte à 60%; celui des tracteurs et véhicules semi-chenillés à 30%. L'ensemble des véhicules hors d'usage ne peut être remis en marche qu'après approvisionnement en pièces de rechange jusque là manquantes dans la dotation initiale malgré les demandes continuelles. La division a dû établir six points protégés dans la région Figeac-Tulle-Brive-Cahors qui, en raison de la présence de bandes insurgées, nécessitent des détachements de couverture d'infanterie suffisants. Se fournir en véhicules dans cette région de bandes insurgées afin d'augmenter notre parc roulant n'est guère possible car on peut s'attendre à ce que les terroristes devancent nos réquisitions. Quant à notre ravitaillement en carburant, il dépend exclusivement d'un train d'essence qui, jusqu'à présent, ne s'est pas encore montré.

Le mouvement de la division vers la Normandie ne peut commencer à temps qu'avec les véhicules sur roues. L'état des chars et des tracteurs semi-chenillés exige des réparations d'au moins quatre jours, en supposant que les pièces particulières demandées soient en possession de la division le 11 juin au matin. La neutralisation complète de l'activité ferroviaire par les terroristes ne permet probablement pas de charger [sur des wagons] dans l'immédiat et à proximité. Réitérer de pareils trajets dans cette région ne peut être exécuté qu'au prix d'un nombre de pannes considérables. La zone Figeac-Clermond Ferrand-Limoges-Gourdon

est totalement aux mains des terroristes. Les troupes et les services allemands sur place sont cernés, la plupart assiégés, et par endroits réduits à la force d'une compagnie. Les organisations de l'État français sont complètement paralysées du fait des terroristes. L'abandon des positions allemandes est carrément honteux. Sans prise résolue et brutale de mesures énergiques, la situation dans cette région constituera un véritable danger dont l'étendue actuelle n'est pas encore exactement connue. Dans cette région, un nouvel État communiste est en train de naitre, lequel gouverne sans peine et prélève ses impôts de manière planifiée.

*L'élimination de ce danger doit être déléguée aux divisions territoriales. Dans la cinquième année de guerre, les divisions blindées sont trop bonnes pour cela. Selon l'opinion de la division ["Das Reich"] les disponibilités locales sont tout à fait capables de maintenir l'ordre en retrouvant leur mordant, leur mobilité et leur rapidité d'exécution. Le présent éparpillement est franchement un encouragement pour les terroristes. Les mesures spécifiques nécessaires ont déjà été adressées par la division avec la circulaire Ia/N° 250/44 g. Kdos du 5 juin 1944**.

En considérant la situation générale, la division demande avec force:
1/ de veiller à ce que tous ses détachements dispersés soient engagés en formation serrée et en complète liaison entre eux.
2/ d'amener rapidement les pièces de rechange nécessaires pour l'engagement en Normandie.
3/ d'accorder des transports pour les déplacements et les engagements en fonction des particularités de la division dans sa phase actuelle de remise en état et de difficultés d'approvisionnements.

[signé:] Lammerding

*: Il s'agit d'un rapport portant sur les mesures à prendre contre les terroristes du triangle Cahors-Figeac-Brive établi par Lammerding et son état-major le 5 juin 1944 et transmis au 58ème corps blindé dont voici les différentes têtes de paragraphes:

1.) Mise en place soudaine de contre-propagande et de discrimination des terroristes en tant que semeurs de troubles communistes, avec le but de mobiliser la population contre eux...
2.) Occupation des localités Cahors, Figeac et Brive par des unités mobiles rapides qui conduiront une lutte active contre les bandes insurgées, en coopération avec les antennes du SD [Service de sécurité]...
3.) Capture de 5.000 hommes suspects de la région Cahors-Aurillac-Brive jusqu'au 15.06.44 et leur déportation vers le Reich...
4.) Saisie d'au moins 200 camions et 400 voitures de tourisme dans la région Cahors-Aurillac-Brive jusqu'au 15.06.44...
5.) Libération d'un parent ou d'une connaisance prisonnier de guerre en contrepartie de renseignements qui conduiraient à saisir un grand dépôt d'armes ou l'arrestation de chefs terroristes ou de plus de 10 terroristes...
6.) Proclamation et exécution que pour chaque Allemand blessé, 3 terroristes seront pendus (et non fusillés) et pour chaque Allemand tué, 10 terroristes...
7.) Surveillance renforcée de la circulation...

[signé:] Lammerding
Général de brigade SS de la Waffen-SS

De ces mesures de rétorsion, une seule sera appliquée par Stückler à Tulle et en prenant le barème inférieur: 120 (en fait 99) pendus au lieu de 400 pour 40 morts allemands. Pour Oradour, les SS auraient dû justifier 40 morts allemands. Ils utiliseront un nouveau barème non proclamé: 400 victimes pour 1 commandant SS (les 250 autres relevant de la dynamite de Guingouin).

Diekmann de retour à Oradour vers 20 - 20 h 30 s'aperçoit qu'il est vain d'entreprendre un nettoyage sanitaire, car le village se consume encore. Il fait distribuer aux hommes de Kahn des bouteilles de vins prises dans les caves du village à raison de douze bouteilles par section (environ un demi-litre par homme) [dire du SS Antoine Lohner] pour les récompenser de leur "bon travail". Il est recommandé aux hommes de taire leur après-midi à Oradour et s'ils sont questionnés de dire qu'un engagement s'est produit avec le maquis. Il semble que

la compagnie ait commencé "d'arroser ça" avant son départ, puisque seront retrouvées par M. Moreau, maire délégué, dans les ruines de la maison Dupic (en haut du bourg) 20 à 25 bouteilles de champagne vides. Le feu, c'est bien connu, assoiffe. Les SS partent vers 21 - 22 heures, à la fin de l'incendie, en direction des écoles de Nieul, où avait été prévu leur cantonnement initial que Gerlach avait pour mission de reconnaître avant sa capture. Les gens de Nieul voient arriver des SS très excités et toujours méfiants, apportant volailles, lapins et flacons de vin, vivres dont Diekmann et Kahn ont autorisé l'embarquement dans les camions. Si quelques vols individuels se produisirent, il n'y eut pas de pillage généralisé à Oradour - comme cela a été prétendu - parce que les ordres l'interdisaient. Certains SS, fouettés par la mort et le feu, recherchent des jeunes femmes qu'on essaie en vain de soustraire à leur fougue.

On sait parfaitement que dans l'après-midi, des maquisards prennent position autour d'Oradour, observant autant que possible l'opération SS. Aucune intervention n'est projetée, faute d'armements lourds et d'organisation. La rapidité des événements rend inutile un geste héroïque. Guingouin, qui se trouve à Blond, est prévenu, probablement au début de l'incendie. Il lui suffit de se rendre au pied du mont les Marcoux, sur le chemin entre les hameaux de la Bétoulle et les Monts, pour voir le bourg en flammes. Même s'il sait qu'il est responsable du drame, il est horrifié et bouleversé par les actes des SS qui, pour lui, se sont ravalés au stade de bêtes féroces incontrôlables. On ne discute pas avec des forcenés déments, on les tue si c'est possible, sinon, on s'en écarte. Devant un tel spectacle, Guingouin dut faire venir Kämpfe au mont les Marcoux contempler les exploits des chevaliers SS et l'abattre sur-le-champ. Son cadavre aurait été ensuite joint à ceux du convoi sanitaire n° 9.644 ou, s'il est prouvé que ce ne fut pas le cas, sa tombe ne peut se situer qu'aux alentours du hameau les Monts. Weidinger mentionnera que les services de transmissions du bureau de renseignement de la "Das Reich" capteront deux messages venant du maquis. L'un aurait annoncé l'exécution de Kämpfe *"en réponse à la destruction d'Oradour"*, l'autre l'ordre de cesser le combat contre la division jusqu'à ce qu'elle soit partie. Guingouin possédait le matériel radio - pris dans la Talbot de Kämpfe - pour émettre de tels messages.

Le dimanche 11, à 4 heures du matin, la deuxième section de la compagnie de Kahn part de Nieul et revient à Oradour pour enterrer les cadavres qui n'auraient pas été réduits en cendres. Les hommes sont divisés en deux groupes. Celui de l'adjudant SS Toepfer s'occupe des cadavres de l'église, l'autre de l'adjudant Lenz, de ceux des six granges. Les hommes de Toepfer creusent une fosse commune à côté de la porte donnant sur la chapelle Sainte Anne et, après avoir mis des gants, y déposent une quinzaine de corps. Dans le jardin de la cure, deux fosses individuelles sont ouvertes pour Mme Joyeux et son enfant. Dans l'appentis du presbytère sont placés dix cadavres (huit d'enfants et deux de femmes). Les SS ne touchent ni aux débris carbonisés de la sacristie, ni à la masse calcinée de la chapelle Sainte Anne (se consumant encore). Leur "travail" s'achève à 9 heures et le groupe de Toepfer repart vers Nieul. Celui de Lenz doit traiter les six granges. Il y a une différence entre les dires des SS qui auraient enseveli tous les morts dans plusieurs fosses (cas de la grange Milord ou du garage Desourteaux) et le rapport du Dr. Bapt qui, concernant les granges, ne découvre qu'un charnier à côté du chai Denis. Les SS de Lenz auraient au moins creusé cinq fosses dont deux furent ouvertes par les équipes de St-Victurnien et deux par celles du Dr. Bapt, qui n'en signale qu'une. En effet, selon le rapport du Dr. Bapt sur son intervention les 14, 15, 16, 17 et 19 juin, ne restent dans les granges après le passage des équipes de volontaires de St-Victurnien le 13 juin et dans la matinée du 14 (intervention non rapportée par écrit) que:

1 - Grange Bouchoule:
   Présence d'ossements et débris calcinés. Aucune identification possible.
2 - Grange Milord:
   Présence d'ossements et débris calcinés. Aucune identification possible.
   7 cadavres carbonisés relevés le 13 juin par les équipes de St-Victurnien, [probablement exhumés d'une fosse].
3 - Garage Desourteaux:
   Présence d'ossements et débris calcinés. Aucune identification possible.
   [1 cadavre probablement presque intact relevé par des inconnus, celui de Jean Roumy]
4 - Grange Laudy:
   Présence d'ossements et débris calcinés. Aucune identification possible.

30 cadavres carbonisés relevés le 13 juin par les équipes de St-Victurnien, [probablement exhumés d'une fosse].

5 - Remise Beaulieu:
20 à 25 cadavres relevés par les équipes du Dr. Bapt [dans la remise ou dans une fosse ?]. 12 sont identifiés [dont MM. Robert Pinède, Jean Jackow et Albert Myrablon].

6 - Chai Denis:
Présence d'ossements et débris calcinés. Aucune identification possible.
25 cadavres relevés par les équipes du Dr. Bapt dans une fosse à proximité; 4 sont identifiés dont celui du maire, le Dr. Paul Desourteaux.

Les hommes de Lenz finissent leur besogne vers 10 h 30, alors que Diekmann inspecte le fini de leur "nettoyage". Lenz laisse aussi dans les granges des emballages cartonnés de cartouches américaines de 9 mm de marque W.R.A. [Winchester Repeating Arms C°] (Poitevin, p. 123), munitions employées indifféremment dans les mitraillettes Sten anglaises ou dans les Schmeisser M.P. 40 allemandes. C'est la cerise sur le gâteau de cendres. Le dernier groupe de SS évacue alors Oradour. Ils n'y reviendront plus. Le lundi 12 à 5 h 30 du matin, les unités sur roues de la "Das Reich", dont les trois bataillons (les I./DF, III./DF et I./D) du régiment de Stadler partiront pour le front normand via Bellac et Poitiers.

Les chars du 2ème régiment SS de blindés, l'artillerie autoportée et les canons automoteurs, tous chenillés, seront embarqués sur chemin de fer à Périgueux. Dès le 9 juin après-midi, la résistance avait paradé dans Terrason, sur la N 89 entre Brives et Périgueux. Les SS arrivaient à 16 heures à Terrasson et en chassaient les résistants F.T.P. comme des mouches importunes, pour dégager la route entre les deux cités. Le maire sut éviter les réprésailles en offrant un banquet aux officiers SS. Tulle est évacué par les chars le 11 juin à 13 heures. Toute l'après-midi, des colonnes de blindés cliquettent dans Terrasson. Ils atteignent Périgueux le 12 juin et devront attendre trois jours avant d'être chargés sur les wagons. L'artillerie autotractée est dirigée d'abord vers Périgueux. Mais, devant la carence des chemins de fer, elle remonte par ses propres moyens vers le nord par Limoges.

Les premiers éléments de la "Das Reich" appartenant au régiment de Stadler arrivent en Normadie le 15 juin. La veille, près de La Flèche, Stadler a été prévenu par message radio de laisser le commandement de son régiment "Der Führer" à Otto Weidinger, car il va prendre la direction de la 9ème division blindée SS "Hohenstaufen". Ce sera la future nomination le 28 juin du général de brigade SS Wilhelm Bittrich, commandant la "Hohenstaufen" depuis le 15 février 1943, comme chef du IIème Corps blindé SS (9ème et 10ème divisions blindées SS) - et non sa mort comme on l'a parfois écrit - qui entraîne son remplacement à la tête de la 9ème division par le colonel SS Sylvester Stadler, à partir théoriquement du 10 juillet et en fait, du 15, date à laquelle il est promu colonel-major SS. Les unités du gros de la brigade n'atteignent le front que peu à peu et ils leur faut quinze jours pour se rassembler, du 15 au 30 juin. Ce jour-là, Diekman fut tué par un éclat d'obus en pleine tête. Ses hommes estimeront qu'il n'était plus le même depuis Oradour et qu'il cherchait la mort. Le second régiment de grenadiers blindés resté dans la région Montauban-Toulouse sous les ordres du commandant SS Wisliceny ne rejoint que le 7 juillet. La division n'est prête à combattre dans son ensemble sous le commandement de Lammerding que le 10 juillet 1944. La "Das Reich", malgré son week-end de détente limousin, est arrivée dans les temps en Normandie par rapport aux autres divisions SS engagées. La 17ème division SS de grenadiers blindés, venant de Bayonne, n'y parvient que le 17 juin. Les 9ème et 10ème divisions blindées SS, en provenance du front russe, le 25 juin. Comme on le verra en conclusion, les maquisards n'ont nullement freiné la marche de la "Das Reich", opposant à peine la résistance d'une motte de beurre au couteau SS.

Les "bourreaux" d'Oradour sont jugés au Procès de Bordeaux début 1953. Sur la centaine de participants à la sanglante après-midi du 10 juin 1944, seuls vingt et un comparaissent, quatorze Français d'Alsace - enrôlés dans la Waffen-SS - et sept Allemands. Toute l'ambiguïté du procès découle de la participation des Alsaciens au massacre. Les Français, du plus jeune au plus vieux, avaient été chauffés à blanc contre les "Huns" comme on peut le constater dans un album pour les jeunes, "La bête est morte ! La querre mondiale chez les animaux", images de Calvo et texte de Victor Dancette, diffusé largement en 1945 par les Éditions G.P. (Générale Publicité), office de propagande à la gloire de la nouvelle Armée française, et où le drame d'Oradour est ainsi présenté: *"Des*

loups à la gueule hargneuse, au regard farouche où se lisait la joie sauvage d'une vengeance cruellement préparée... ...osèrent profaner le sanctuaire que les plus barbares de leurs ancêtres avaient respecté... ...ils osèrent transformer en charnier ce havre de paix où ils avaient entassé les mamans et leurs petits... ...L'imagination demande grâce devant le sadisme diabolique d'un peuple où il faut bien croire qu'on naît bourreau... ...ces Loups normaux... ... des Loups comme les autres. Ils n'étaient pas dans l'action d'une bataille, excités par l'odeur de la poudre. La faim ne les tenaillait pas. Ils n'avaient pas à se défendre, ni à venger l'un des leurs [et si !]. *Ils avaient reçu simplement l'ordre de tuer. Ne croyez pas ceux qui vous diront que c'étaient des Loups d'une secte spéciale. C'est faux !... ...il n'y a pas de bons et de mauvais Loups, il y a la Barbarie qui est un tout et ne comporte qu'une seule race, celles des monstres, des bourreaux, des sadiques, des tueurs"*. Fermez le ban !. Victor Dancette, qui a écrit ce texte, était un maréchaliste éhonté quelque mois auparavant. L'opinion ne peut concevoir qu'à un acte de barbarie germanique, aient pris part "nos chers" Alsaciens qui ont tant souffert "sous le joug nazi". Ce procès, défini par son président, M. Nussy Saint-Saëns, comme le procès de l'hitlérisme, est une mascarade judicaire. L'Allemand le plus élevé en grade est l'adjudant SS Karl Lenz. Le reste n'est que piétaille d'exécutants, deux sergents, un caporal et dix-sept simples soldats. Aucun officier n'est présent. Diekmann est mort en Normandie le 30 juin 1944. Kahn, amputé du bras, disparu. Les officiers SS Otto Weidinger et Heinz Werner de l'état-major régimentaire, parfaitement au fait de l'opération Oradour, ont été interrogés et peuvent être cités devant le tribunal militaire. On les ignore. Le plus scandaleux de cette pitrerie est que le chef du régiment "Der Führer", le colonel SS Stadler, qui a fini la guerre comme général de brigade et décoré d'une des plus hautes distinctions allemandes, la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne et épées, habitant paisiblement après la guerre dans son pays natal, l'Autriche, en y exerçant le métier d'électricien, n'est ni recherché, ni interrogé. Quant à Lammerding, très peu d'efforts sont entrepris pour l'extrader de la zone d'occupation anglaise où il vit. Même s'il avait été pris, il se serait défilé: *"C'est pas moi, c'est l'autre !"*. Les survivants d'Oradour rentrent du procès de Bordeaux écoeurés et amers. Le verdict les achève et aboutit à une rupture avec l'État français, qui aurait dû traiter l'affaire différemment, dans un esprit d'apaisement. La libération des accusés alsaciens intervient après qu'une loi d'amnistie soit votée par le Parlement français (sauf pour le sergent alsacien Boos condamné à mort). Les six SS allemands condamnés à des peines de 10 à 12 ans de prison furent relâchés peu de temps après. L'adjudant Lenz et le sergent Boos furent grâciés par le président de la République et libérés en 1958. Ces libérations en série résulteraient d'un accord secret franco-allemand, rendant les procès-verbaux des accusés concernant l'église, recueillis par la justice militaire française, plus que suspects.

La "Das Reich", qu'on présente comme une puissante division blindée SS, n'est qu'une brigade blindée, contrainte de laisser dans un premier temps un de ses deux régiments d'infanterie - les grenadiers blindés - à Montauban, faute de motorisation suffisante. Malgré cette faiblesse structurelle, l'action des résistants n'a aucune influence sur ses déplacements, qui s'effectuent à vitesse constante. Georges Guingouin revendique après la guerre d'avoir retardé de deux jours l'arrivée au front de Normandie de cette *"véritable armée à la puissance de feu redoutable"*, grâce à la capture du commandant SS Kämpfe par ses maquisards. De ce fait, il estime avoir évité un rejet à la mer des Alliés, possible si la "Das Reich" était arrivée plus tôt en Normandie. Avec le temps gagné, Hitler aurait disposé de la bombe atomique et le cours de la guerre aurait changé. Sa fiction politique est aussi fausse que son argumentation. L'Allemagne en 1945 n'a pas réussi à faire diverger une pile nucléaire, premier stade d'une fabrication qui lui aurait demandé, à condition d'y consacrer des milliards de Reichsmark, encore quatre ou cinq ans avant d'aboutir. Elle a misé ses ressources sur la fusée stratosphérique A4 (la V2) qui se révèle un moyen, certes imparable, mais dérisoire de bombardement vu la faible quantité lancée. Militairement, Guingouin est incapable d'arrêter, ne fût-ce qu'une heure, cette misérable brigade blindée, par manque d'armement anti-char. Selon son habitude tactique, il évite le combat devant un ennemi supérieur. En fait, la "Das Reich" subit un retard d'une bonne dizaine de jours dans son déplacement vers la Normandie à cause... de Guingouin lui-même. Guingouin a pris le maquis en février 1941, tout seul. En trois ans, son action résistante lui a donné une telle renommée que les troupes d'occupation allemandes dans le Limousin sont paralysées rien qu'à l'évocation de son nom. La stupéfiante victoire de Guingouin est d'avoir forcé le

commandement allemand à envoyer le 8 juin 1944 une division blindée SS à Tulle et à Limoges afin d'anéantir la menace potentielle qu'il paraît représenter. Comme le constate Lammerding, la puissance de Guingouin est un bluff, facile à contrer par des troupes territoriales existantes mais qui, pourtant, a réussi. Jeter des blindés sur les routes du Massif Central est une erreur catastrophique qui les éloigne du front et en casse 60 % en trois jours. En comptant le temps d'acheminement des pièces de rechange, les quatre jours de montage nécessaires, on obtient, non pas deux, mais une dizaine de jours perdus à cause de Guingouin.

Oradour-sur-Glane est le terme de ce poker guerrier impitoyable, fin d'un enchaînement inexorable qui aboutit à sa destruction. Le haut-commandement allemand envoie la "Das Reich" pour combattre l'insurrection communiste dont la vague déferlante menace après le débarquement de nombreuses localités comme Tulle et Limoges. L'ultime manoeuvre des SS, leurs "missions spéciales", est la prise de Guingouin à Sussac dans la journée du 10 juin. Guingouin déjoue par hasard le piège grâce à la prise de Kämpfe par son sergent Canou. Désertant son poste de commandement et en compagnie de Kämpfe, il se réfugie à Blond en passant par Limoges puis par Oradour où l'officier SS est vu tôt le matin. L'intervention de Diekmann à Oradour dans l'après-midi n'a d'autre but que de libérer Kämpfe, qui n'y est déjà plus. La présence d'un dépôt de mèches lentes, de détonateurs et de dynamite appartenant à Guingouin dans le clocher de l'église, mèches allumées accidentellement par des gamins frondeurs enfermés dans l'église et s'ennuyant, déclanche le drame. Guingouin, sans l'avoir voulu, est doublement à l'origine de la tragédie d'Oradour: par l'enlèvement de Kämpfe et par ses explosifs. La hiérarchie catholique est aussi responsable pour avoir accepté de stocker dans l'église des produits aussi dangereux qui auraient pu aussi bien sauter en pleine messe dominicale du fait de garnements non surveillés. Les SS sont responsables et coupables sans discussion d'avoir assassiné environ quatre cents personnes, dont des femmes et des enfants, en majorité innocentes, même si certaines appartenaient à la résistance, et incendié un village entier. Le général de corps d'armée SS Paul Hausser, qui commanda la "Das Reich" d'octobre 1939 à octobre 1941 et l'eut ensuite sous ses ordres dans le cadre du IIème corps d'armée blindé SS en Russie puis en Normandie, sera interrogé au Tribunal de Nuremberg sur l'assassinat de "793" - chiffre d'époque alors qu'on pensait que le nombre des victimes se situait entre 800 et 1.000 - femmes, hommes et enfants à Oradour-sur-Glane. Il estimera qu'*"Il s'agi*[ssai]*t sans doute d'une aberration individuelle d'un commandant de compagnie"*. Son appréciation est juste, mais heureusement que la situation du front oblige les SS à partir en hâte le 12 juin au matin, sinon il aurait été à craindre que cette méthode de "combat" radicale contre les bandes "terroristes", "découverte" par Diekmann, n'ait été par la suite systématisée en France.

Livres, plaquettes et brochures, importants ou marquants, traitant du drame d'Oradour sur Glane:

1/ <u>Borie</u> Mathieu, **Massacre d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944**, cahier manuscrit de plus de cinquante feuillets, fin 1944. Publié partiellement dans "Les Huns à Oradour" (p. 40 à 50) et dans Paris-Match du 23 juin 1994 (p. 59 à 62).

Le titre du "cahier" d'un des cinq rescapés de la grange Laudy est intitulé *"Récit de BORIE MATHIEU, Massacre d'Oradour sur Glane, le 10 juin 1944. Inédit par Monsieur Borie Mathieu, cimentier, 15 Rue Gabriel Péri, Saint-Junien, Haute-Vienne"*. Borie l'a *"écrit dé pendant mes heures de repos dans les Forces Française de l'Intérieure, Caserne Marçeau à Limoges"*. Les textes publiés dans "Les Huns à Oradour-sur-Glane" (1945) et dans Paris-Match (1994) ont été corrigés et partiellement remaniés. Celui des "Huns" comporte beaucoup d'omissions et une erreur. Celui de Pais-Match, plus fidèle à l'original, ne compte qu'une omission, mais de taille. L'extrait donné dans "Les Huns" débute lorsque Borie entend *"dans la direction du garage de Monsieur Désourteaux Jacques - docteur - un coup de mitraille terrible"* et comprend que la fouille du village tourne mal, jusqu'à son retour le lundi 12 juin devant la grange Laudy où il *"explique à des visiteurs"* la fusillade et sa fuite avec ses quatre compagnons. L'extrait présenté par Paris-Match comme un *"récit inédit"*, déjà en partie publié en 1945, débute le samedi matin 10 juin et s'arrête au moment où Borie atteint vers 20 heures le hameau le Theil, à un kilomètre au nord du bourg. On dispose ainsi pratiquement de l'ensemble du "cahier" de Borie.

Borie, qui appartient au maquis F.T.P. avant le drame, a déjà parlé avant de rédiger ce texte à l'ingénieur des chemins de fer Pallier, venant de Paris afin de passer le week-end avec sa famille à Oradour. Pallier racontera anonymement dans "Les lettres Française" du 1[er] août 1944 son aventure et les dires de Borie sur les demandes SS aux hommes sur le champ de foire: où est le commandant allemand portant beaucoup de décorations - vu le matin même à Oradour - et où se trouve un dépôt d'armes, de munitions et d'explosifs des maquisards qu'on leur a indiqué. En fait Borie ne sera pas aussi clair et parlera d'un commandant tué à quelques kilomètres d'Oradour (confusion avec le meurtre du chauffeur de Gerlach aussi évoqué par Diekmann ?) et d'un dépôt d'armes et de munitions seuls. Personne n'ayant répondu, l'interprète des SS aurait indiqué que le feu allait être mis au village pour faire sauter ce dépôt (explication donnée après coup par Borie; de plus son omission des explosifs est significative, car il est difficile de faire "sauter" des armes et des munitions).

Le récit écrit dans un pauvre français est d'une richesse extraordinaire et donne souvent une explication logique à des épisodes incompréhensibles. Il dut être induit par les supérieurs F.T.P. de Borie, trop heureux pour leur propagande d'avoir dans leur unité une figure aussi emblématique qu'un rescapé d'Oradour. Sa rédaction sera surveillée en vue d'une publication - en bon français - qui interviendra dans "Les Huns à Oradour-sur-Glane". Ne sera pas évoquée délibérément l'affaire - rapportée par Borie - du nourisson Lacroix, mitraillé et coupé en deux au Puy Gaillard, faute d'éléments pour conclure. Borie signale les premiers coups de feu - au quartier des Bordes - et pense: *"Ils y en a quelque-uns qui ne veulent pas suivre et qui engagent le combat", mais pas du tout, c'étaient ceux qui ne voulaient pas suivre qu'on tuait sur place"*. Pour les SS, un homme qui leur désobéit est considéré comme un maquisard et abattu aussitôt. Mais engager le combat signifie avoir des armes sous la main... Borie saute la demande des SS concernant Kämpfe et au sujet du dépôt d'armes, de munitions ou d'explosifs, n'en retient que celui d'armes et de munitions, catégories demandées séparément. Suite à la demande d'armes, il donne le véritable dialogue qui s'engage entre un SS et M. Lamaud sans mélanger carabines de tir (détention autorisée) et fusils de chasse (détention interdite). Il rapporte la demande au maire de cinquante otages au lieu de trente et sa réponse. Il oublie là ce qu'il a déjà déclaré sur la raison de l'aller et retour du maire et d'un officier SS à la mairie: se procurer la liste des habitants. Ensuite, il place une nouvelle demande d'*"un dépôt de munitions laissé par les maquis"* que les SS sont sûrs de trouver. Face à la dénégation farouche des hommes, l'officier SS annonce qu'il trouvera quand même ce dépôt, quitte à retourner tout le village, que durant cette fouille, les hommes seront enfermés et qu'après, ils seront relâchés. Borie décrit avec justesse le vaste hangar de Mme Laudy-Mounier, le déblaiement.

L'enfermement ou l'emprisonnement dans le hangar durant 45 minutes est passé sous silence - sur ordre - par Borie, qui situe à 14 h 30 [probablement erreur manuscrite; en fait, 15 h 30] *"le coup de mitraille terrible"*, signal de la fusillade peu de temps après. Par contre, il comprend, dès l'ouverture des portes que, les SS ayant trouvé le dépôt de "munitions" qui vient de sauter,

c'en est fini d'eux et il se jette à terre. Le reste est connu. Borie fuit avec Hébras en direction du cimetière, au milieu des *"grenades incendiaires* [qui] *éclatent"*. Roby et Brousseaudier, blessés, tentent leur chance de leur côté et réussissent à atteindre le cimetière. Darthout, touché aux jambes, s'en sort seul, se traînant à travers le champ de foire toujours vers le cimetière.

Borie rapporte le survol d'Oradour par un avion - probablement allemand - deux fois: au début du rassemblement sur le champ de foire et lors de sa fuite, vers 19 h 30 - 20 heures lorqu'il part du hameau le Theil. Aucun autre témoin n'en parle.

2/ Poitevin Pierre, **Dans l'enfer d'Oradour**, Le plus monstreux crime de la guerre, Pierre Poitevin, 1944 [imprimé en octobre 1944].

Premier livre publié sur Oradour comportant quarante-sept photos. Malgré le ton emphatique adopté propre à l'époque, il demeura jusqu'à la publication de l'étude de Reynouard l'ouvrage fondamental sur le drame. Parce qu'il comporte certains éléments en contradiction manifeste avec la thèse officielle présentée par MM. Pauchou et Masfrand, le récit de Poitevin - de première main - a généré de nombreuses interrogations sur le déroulement exact des faits. Poitevin indique que les hommes furent bien *"Enfermés dans les granges"*, puis qu'*"on entendit l'explosion d'une bombe"* (p. 32) et qu'*"après vingt minutes à trois quarts d'heure d'attente un Allemand ouvrit la porte* [de la grange Laudy selon le jeune Hébras]*"* (p. 33). Pas de séjour prolongé sur le champ de foire. Quant à la "caisse" de l'église, de *"longues ficelles blanches"* en sont tirées, des *"cordons"* sont allumés et des *"mèches pétillent"* (p. 46). On peut admirer la transformation en quinze lignes de banales ficelles en mèches d'artificier. Mais, *"L'engin n'explose pas"* et *"dégage ensuite des tourbillons d'une fumée noire de suie"*. Parmi les *"hypothèses"* évoquées pour justifier la destruction d'Oradour, Poitevin mentionne l'affaire Gerlach, anonymement, et qui se serait déroulée entre Limoges et Saint-Junien sur la N 141. Enfin, Poitevin rapporte la découverte dans les granges incendiées de *"quelques boites en carton à marque américaine de balles Winchester"* (p. 123).

Entre les pages 16 et 17, la troisième photo de la planche photographique intermédiaire est légendée: "Le gazogène du Dr Jacques Desourteaux devant son garage". C'est la dernière voiture à avoir pénétré dans Oradour après son encerclement par les SS. Selon une photo de cette Peugeot 402 équipée d'un gazogène arrière - communiquée gracieusement par M. Jean-Paul Durand à l'auteur, le numéro d'immatriculation - difficilement lisible - serait "8835-ZL-3". Son pare-brise est formé de deux vitres. Le capot du moteur comporte de part et d'autre trois fentes de ventilation. Sa calandre avant est surmontée par l'insigne stylisé du lion Peugeot et inclut à sa base une ouverture pour y introduire une manivelle (dans le zéro de l'écusson de calandre "402"). La Peugeot exposée de nos jours à l'entrée du champ de foire, comme étant celle du Dr Jacques Desourteaux, a un pare-brise d'une pièce, un capot à une fente et ne comporte ni gazogène arrière, ni le lion Peugeot, ni emplacement pour la manivelle. C'est une Peugeot modèle 202 d'avant-guerre. Vouloir conserver une autre voiture d'époque n'ayant pas appartenu au médecin - placée en remplacement de l'authentique, s'étant désagrégée parce que rongée par la rouille - en consultant des spécialistes renommés et en utilisant les techniques modernes les plus sophistiquées est une triple escroquerie: historique, sentimentale et financière.

3/ **Les Huns à Oradour-sur-Glane**, Haute-Vienne — France, Mouvement de Libération Nationale. Première édition de luxe tirée à 2.100 exemplaires achevée d'imprimer le 25 janvier 1945. Pour l'édition courante, le 25 septembre 1946.

Ouvrage officiel du massacre d'Oradour par le Parti communiste. Malgré la médiocre qualité d'impression des photographies de l'édition courante, en comporte quarante du drame ou s'y rapportant. La photo de l'église après l'incendie en page 5 a été retouchée par noircissement d'une meurtrière de la tourelle nord du clocher (différence détectable par comparaison avec un cliché similaire de la planche II du livre de Delage) afin qu'on ne puisse soupçonner la brèche provoquée par l'explosion de la dymanite dans la façade ouest de l'église, trouée probablement masquée dès les jours suivants le drame par une paroi de planches extérieure installée sous prétexe de consolidation du clocher. Ce surcroît de précaution est inutile vu l'angle de prise du cliché, mais prouve l'intention de dissimuler cette ouverture, qui fut peut-être photographiée mais jamais diffusée. Dans toutes les publications sur Oradour, aucune photographie ne présente la façade fortifiée ouest de l'église, excepté un dessin crayonné par Guy Pauchou (Pauchou-Masfrand, p. 137). L'ouvrage donne pour la première fois un

large extrait du "cahier" de Mathieux Borie et le texte explicatif de l'après-midi du 10 juin fait référence - sans l'indiquer - à ses déclarations verbales (demande par un officier allemand de la liste des habitants en même temps que la désignation de 50 otages [en fait, 30]) ou écrites (passage d'un avion au-dessus du bourg durant le rassemblement après 15 heures) qui ne seront plus citées. Le temps d'attente dans les granges avant la fusillade - quarante cinq minutes - est dit avoir été passé sur le champ de foire. Le massacre dans les granges est situé vers 16 heures et celui dans l'église vers 18 heures. La caisse de l'église - qui là n'explose pas - émet *"des flammes gigantesques rendant l'atmosphère irrespirable"*. Les soldats allemands évoluent et tirent dans les fumées sans masque à gaz. Aucune mention d'une "détonation" initiale, sauf dans l'extrait du "cahier" de Borie rapportant *"un coup de mitraille terrible"* avant l'exécution des hommes. Les communistes sont parfaitement au courant des raisons ayant conduit les SS à Oradour: *"Qu'on ne nous dise pas que les Allemands aient pu croire à l'existence de dépôts d'armes ou d'<u>explosifs</u> cachés* [dans le clocher le l'église],... *...ou même, selon leur version officielle, qu'un de leurs officiers ait été malmené par la population, les poings liés* [détails se rattachant directement au lieutenant SS Gerlach]. *Tout cela est faux* [traduction de la langue de bois communiste: tout cela est vrai]".

4/ <u>Delage</u> Franck, **Oradour, Ville Martyre**, Éditions Mellottée, Paris, mars 1945.

Le livre de Delage, un universitaire, avec une iconographie comprenant un plan du bourg, un de l'église et vingt-six photos et quoique d'une structure narrative proche de celui de Poitevin, s'en démarque par son écriture posée et par sa présentation différente des demandes SS sur le champ de foire. Delage a utilisé pour cet épisode les premières déclarations de Borie rapportées par M. Pallier, ingénieur des chemins de fer à Paris, se rendant à Oradour pour y rejoindre sa famille, et dont le témoignage sera publié dans "Les Lettres Françaises" du 1er août 1944. L'affaire Kämpfe apparaît pour la première fois: *"En présence de la foule anxieuse, le Commandant* [Diekmann] *fait signifier à tous par son interprète (qui était en civil) qu'il sait qu'un commandant allemand, portant beaucoup de décorations* [Kämpfe] *a été tué à quelques kilomètres d'Oradour* [doublement inexact, un officier supérieur allemand captif a été vu dans Oradour] *et qu'en outre, il existe un dépôt de munitions* [en fait, d'armes, de munitions ou d'explosifs] *dans la localité. Il demande où est ce dépôt. Ne recevant aucune réponse, l'interprète annonce que le feu va être mis aux maisons pour faire sauter le dépôt caché* [inexact. Le village va être fouillé et les hommes enfermés dans des granges]" (p. 16)... ...*"Aussitôt et hâtivement, les perquisitions que l'interprète avait annoncées sont effectuées* [la preuve !]. *Ce sont des dépôts d'armes, de munitions ou d'explosifs que les Allemands espèrent trouver, ayant été informés, disent-ils, par une dénonciation"* (p. 20). Borie a presque correctement relaté les demandes des SS, mais a carrément affabulé sur la raison de la mise à feu du village. En effet, les SS auraient dû incendier immédiatement le village d'après les dires de l'interprète. Or, il n'en font rien et commencent à fouiller les maisons. Là, Borie ment. Delage signale qu'une explosion sera à l'origine du massacre: *"A 15 h. 30, ou environ... ...on entend une explosion, que l'on suppose avoir été celle d'une bombe ou d'un pétard. C'est le signal de la tuerie"* (p. 20). Par contre, à l'opposé de Poitevin et probablement d'après la déposition officielle de Mme Rouffanche du 30 novembre 1944, il fait détoner la caisse dans l'église avant l'émission de fumées: *"Vers 17 h. 30, deux S.S. entrent dans l'église et déposent, d'abord sur la table de communion, puis, se ravisant, au centre du transept, une caisse en bois haute de un mètre environ, munie de mèches qui sont aussitôt allumés. La caisse explose: en quelques instants l'atmosphère devient irrespirable,..."* (p. 26). Au sujet de Mme Joyeux et son bébé, ils sont abattus par les SS. Quant aux raisons du drame, Delage en fournit déjà l'essentiel en reprenant les "allégations" des SS sur le champ de foire: Kämpfe et la recherche d'un dépôt d'armes ou de munitions (p. 50), complétées d'une déclaration du Service de sécurité (Gestapo) de Limoges sur l'affaire Gerlach (p. 51 et 52).

5/ **<u>R 5</u>**, au coeur de la France/un champ de bataille secret/où tombèrent dix mille allemands, Plaquette de juillet 1945.

Plaquette à la gloire des maquis communistes, financée par Georges Guingouin après la libération avec de l'argent restant, inutilisé pendant la guerre. Présente deux photos des ruines d'Oradour, une de chaussures d'enfants dans l'église et un dessin du clocher détruit. L'article d'accompagnement n'a aucun rapport avec les illustratrions et reproduit le carnet de route d'un quelconque ad-

judant de la Gendarmerie de campagne allemande, présenté comme le genre d'hommes ayant brûlé Oradour, ce qui est complètement faux. L'intérêt de la plaquette tient à la carte d'activité des maquis en pages 40 et 41, prouvant l'environnement maquisard d'Oradour. L'essentiel se trouve en page 17 où Guingouin est présenté photographiquement en train de cambrioler le stock de dynamite aux mines de wolfram à Saint-Léonard. Épisode s'étant déroulé de nuit - celle du 25 au 26 janvier 1943 - et non de jour comme dit, et sans Guingoin, qui ne participe qu'à la deuxième expédition du 13 mars 1944. Concernant l'action de Guingoin dans les "enlèvements" de dynamite à la mine de Saint-Léonard, sont aussi à consulter:
- Guingouin Georges, **"Quatre ans de lutte sur le sol limousin"**, Hachette, 1974, réédité par les Éditions Lucien Souny en 1991.
- Guingouin Georges et Monédiaire Gérard, **"Georges Guingouin, Premier Maquisard de France"**, Éditions Lucien Souny, 1983.
Pour les démêlés du camarade Guingouin avec le Parti communiste après la guerre:
- Taubmann Michel, **"L'affaire Guingouin"**, Éditions Lucien Souny, 1994.

6/ <u>Pauchou</u> Guy et Dr <u>Masfrand</u> Pierre, **Oradour-sur-Glane, Vision d'épouvante**, Charles-Lavauzelle & Cie, Limoges - Paris - Nancy, août 1945. L'auteur a consulté l'édition de 1966, imprimée le 3e trimestre 1967.

Ouvrage officiel du Comité du Souvenir et de l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane, achevé le 17 décembre 1944 et toujours diffusé tel quel actuellement. L'iconographie comprend 43 photos, dont une du cimetière et une de la plaque d'entrée du village avec "Remember/Souviens-toi", et un plan du village. Pour les auteurs, *"cette riante et calme petite cité"* a été frappée injustement et sans raison par les *"hordes germaniques"*. Le climat d'insurrection général découlant du débarquement allié est omis. L'entourage masiquard d'Oradour aussi. Le déroulement des faits sur le champ de foire est ainsi ordonné: rassemblement de la population, demande par un officier SS au maire de trente otages, aller et retour à la mairie des deux hommes, séparation des hommes d'avec les femmes et enfants conduits à l'église, demande par un interprète aux hommes de révéler où se trouvent des dépôts clandestins d'armes et de munitions, réponses négatives entraînant la conduite des hommes dans six granges afin de fouiller le village pour y rechercher les prétendus dépôts. Pas un mot des vérifications d'identité, sur Kämpfe et sur des explosifs, mais mise en avant d'un épisode secondaire comme la déclaration par M. Lamaud d'une carabine de foire de 6 mm bosquette. Pour le récit dans la grange Laudy, c'est le témoignage du jeune Roby qui est retenu: cinq minutes après l'entrée dans la grange - au lieu de quarante-cinq, une forte détonation *"provenant du champ de foire"* - c'est-à-dire en fonction de l'emplacement de la grange, à l'opposé de l'église où la détonation s'est produite - donne le signal du massacre des hommes. Malheureusement, les auteurs laissent passer une fausse note en citant un des rescapés de la grange Laudy, M. Darthout, qui *"confirme l'emprisonnement dans la remise"*. Bien sûr, le mot "emprisonnement" est vague, mais confronté au témoignage d'Hébras recueilli par Poitevin, le sens est plus proche d'"enfermement" que de "mettre dans". L'heure de la fusillade n'est pas indiquée précisément, mais suivant le texte, on en déduit qu'elle intervient entre 15 h 30 et 16 heures. Pour l'église, c'est le témoignage de Mme Rouffanche, recueilli par M. Guy Pauchou avec signature légalisée du 30 novembre 1944. En étant juge et partie, M. Pauchou se simplifiait et se facilitait la tâche. La "caisse" est apportée vers 16 heures par des SS. Les "ficelles" en dépassant disparaissent et, les "mèches" étant trop osées, on s'en tient à des "cordons" que des soldats allument. Une forte explosion se produit - niée par Mme Rouffanche devant Poitevin, suivie d'un dégagement d'une épaisse fumée noire et suffocante. Les auteurs rappellent que *"Tous les détails donnés en dehors de celui-ci* [le récit de Mme Rouffanche] *ne sauraient être que du roman"*. Remarque montrant que, dès fin 1944, certaines personnes mettent en doute quelques points du témoignage de Mme Rouffanche. Le plus incompréhensible de l'"histoire" selon MM. Pauchou et Masfrand, ce sont des contradictions flagrantes qu'ils ne cherchent pas à expliciter: par exemple pour Roby, la détonation vient du champ de foire, alors que Mme Lang, témoin extérieur, décrit *"un bruit épouvantable éclat*[ant] *dans la direction de l'église qui était à quelques dizaines de mètres de nous"*. Malgré le titre avancé *"Causes du massacre d'Oradour"* (p. 125), les auteurs ne donnent pas la moindre raison, ne fut-ce que les "prétextes" connus des SS ou du S.D. de Limoges (enlèvements du commandant Kämpfe et du lieutenant Gerlach). Dans la conclusion, est pourtant évoquée *"l'insistance des Allemands à demander s'il existe des dépôts de munitions..."* qui devient - argument très juste et préventif - *"...une mesure de prudence explicable par le désir de parer aux explosions que l'incendie est susceptible d'occasionner et dont ils pourraient*

être les premières victimes" (p. 135). Le terme "dépôt d'explosifs" n'apparaît pas alors qu'il est implicite dans l'explication finale. Enfin, l'absence des témoignages de Borie et de Hébras, voire de celui de l'ingénieur Pallier, est hautement significative d'une orientation particulière délibérement donnée au drame d'Oradour. La force du livre de MM. Pauchou et Masfrand, ouvrage d'une simple association, est qu'il est édité, pratiquement conjointement et avec un contenu presque identique, par un organisme officiel du gouvernement, le Service de recherches des crimes de guerre ennemis, dont la vocation est de produire des publications destinées à soutenir l'argumentaire des accusations françaises portées devant le Tribunal de Nuremberg.

7/ Crimes ennemis en France, I, **Oradour sur Glane**, Archives du service de recherche des crimes de guerre ennemis, Office français d'édition, 1945.

Copie de l'ouvrage précédent, légèrement simplifiée et d'un ton plus officiel, rédigée par les mêmes auteurs, mais qui n'y figurent pas comme tels. L'iconographie est nettement plus abondante (71 photos et 2 plans) et se détaille comme suit: un plan du village, un plan de l'église (simplifié et en partie inexact au contraire de celui produit par M. Delage), trente-huit photos des ruines et des cadavres retrouvés, six photos d'identité des survivants de l'église et des granges, une photo du petit Godfrin, neuf photos de documents SS, dix-sept photos d'objets personnels retrouvés après le drame.

8/ **Oradour s Glane, Souviens-toi Remember**, Imprimerie Oflim Limoges, Brochure illustrée sans date [dans les années cinquante].

Brochure-souvenir qu'on pouvait trouver dans les années cinquante dans pratiquement tous les foyers de la Haute-Vienne et des départements limitrophes, présentant une quarantaine de photos et donnant un résumé du drame. Les hommes, au lieu d'être emprisonnés dans les granges pendant la fouille du village, attendent sur le champ de foire une heure au milieu d'*"Ordres et de contre-ordres* [qui] *se succèdent"*. On se demande d'ailleurs la teneur de ces ordres et contre-ordres qui permettent aux officiers SS de perdre une heure à hurler des fadaises pour rien. Ce temps d'attente est spécifié par deux fois: *"Une heure se passe"*, *"Une heure donc se passe"*. Puis c'est l'envoi des hommes dans les granges et leur exécution immédiate. Dans l'église, *"après de longues heures d'angoisse"*, apparaît la fameuse caisse *"d'où dépassent des cordons"* qui sont mis à feu ce qui fait qu'*"une explosion se produit; une fumée âcre, suffocante, se dégage"*. C'est presque, mot pour mot, la séquence avancée dans le Pauchou-Masfrand (p. 54). Concernant le bébé de Mme Joyeux qui suit Mme Rouffanche dans sa fuite, il meurt deux fois: après une chute mortelle, car *"...jet*[é] *précipitamment... ...par le vitrail... ...l'enfant s'est écrasé sur le sol"* et après avoir été atteint par les balles des SS avec sa mère puisque *"frappée à mort, la jeune mère s'écroule et son petit enfant expire à ses côtés"*. La chute mortelle avait déjà été rapportée par Poitevin (p. 51): *"...le chérubin gît maintenant, masse inerte, sur les pierres"* et confirmée par les regrets de Mme Rouffanche qui *"se lamente de n'avoir pu... ...saisir dans ses bras l'enfant de Mme Joyeux"* (Poitevin, p. 93). Parmi les raisons du massacre, l'affaire Gerlach est mentionnée, mais très vaguement, et noyée parmi d'autres *"prétextes"*. Pas un mot de l'enlèvement du commandant SS Kämpfe et des demandes SS sur un dépôt clandestin d'armes, de munitions ou d'explosifs.

9/ Kruuse Jens, **Oradour sur Glane**, Jens Kruuse 1967 et Librairie Arthème Fayard 1969 [imprimé en mars 1975].

Livre d'un auteur danois articulé en trois volets: le drame, les personnes en périphérie d'Oradour et le procès de Bordeaux. Le seul ouvrage historique utilisé par l'auteur est le Pauchou-Masfrand, édition de 1959. Malgré les bizarreries d'une traduction du danois en français, on relève pourtant des affirmations surprenantes: *"Un SS jeta un bébé de huit semaines directement dans le four du boulanger* [boulangerie Bouchoule]*"* (p. 55) ou stupides: M. Lamaud déclarant *"J'ai un fusil de chasse de 6 mm"* (p. 57). Sur quoi se fonde l'auteur pour affirmer que le bébé dans le four avait 8 semaines ?; le four était-il chaud ou froid ?; ignore-t-il qu'aucun corps ne fut retrouvé dans le four, mais uniquement des restes humains non identifiables dans l'étouffoir de braises ?. Un fusil de chasse courant à cette époque est de calibre 16 et de nos jours, de calibre 12; l'indication du calibre en mm est réservé aux armes à canon rayé et le fusil de 6 mm est en fait une carabine de 6 mm bosquette tirant des projectiles pour faire des "cartons" sur les champs de foire; un fusil de chasse est

une arme dangereuse, permettant de tuer un homme à courte distance et interdit de détention durant la guerre. Le *"coup de mitraille terrible"* de Borie donnant le signal de la tuerie des hommes est devenu un simple coup de revolver [inexact, de pistolet] sur le champ de foire tiré par le capitaine Kahn (p. 58). Comment un simple coup de pistolet arrive-t-il à être entendu dans le vacarme de la troupe SS en train de fouiller sans ménagement et à grand fracas le village, et à déclancher le massacre ?. Quant aux récits des survivants de la grange Laudy, traduits en danois, puis retraduits en français sans se référer aux originaux, cela conduit à des aberrations. A l'église, les "ficelles blanches" sont devenus des "mèches blanches" (autre aberration) et sont allumées dès que "résonne" le coup de feu de Kahn sur le champ de foire, entendu aisément dans une église fortifiée du XVIème siécle avec des murs épais d'au moins un mètre (Delarue en profitera pour dire que la fusillade des hommes ne fut pas entendue dans l'église à cause de l'épaisseur des murs). La caisse ne dégage que de la fumée, sans exploser. Les explosions proviennent des grenades lancées ensuite par les SS qui tirent en même temps. La thèse de Kruuse est illogique. Les SS sont prêts à tirer sur les femmes et les enfants au coup de pistolet de Kahn, avec une vue parfaite sur les victimes dans l'église. Il faut corser la difficulté. Avec une émission de fumée permettant aux victimes de se dissimuler, les SS peuvent alors tirer n'importe où et aucun de leurs coups ne fait mouche. C'est vraiment du grand sport !. Par contre, l'enlèvement de Kämpfe est mentionné. Comme vingt-et-un SS de la 3e compagnie ont affirmé à Bordeaux que c'était le motif du raid sur Oradour, il a bien fallu en tenir compte...

10/ Delarue Jacques, **Trafics et crimes sous l'occupation** (quatrième partie: **Division SS "Das Reich"**, 214 pages), Librairie Arthème Fayard, mars 1968.

M. Delarue est, comme on le sait, policier, ce qui lui permet d'accéder à des sources documentaires inaccessibles au commun des mortels. Ainsi, il possédait pour son chapitre sur la "Das Reich" l'organigramme de la division blindée en mars 1944. Delarue suit la division SS, qui vient d'être étrillée sur le front de l'Est fin 1943, de sa reconstitution à Bordeaux à partir de la mi-février 1944 à sa capture finale en Europe centrale en mai 1945. En ne retenant de cette vaste étude que les journées du 8 juin, date de départ de la divison vers Tulle et Limoges, au 12 juin au matin, date de son départ pour le front normand, en situant les positions successives occupées par les éléments composant l'unité blindée, et en les comparant avec les données de Delarue, des divergences importantes apparaissent. Ainsi, Delarue prétend que la division, partant de Montauban, a progressé le 8 juin en râtissant les zones traversées, essentiellement à partir de Brive où elle forme un trident dont la base de départ est la transversale PÉRIGUEUX-BRIVE-TULLE afin de nettoyer le terrain des "bandes insurgées" jusqu'à la transversale SAINT JUNIEN-LIMOGES-SAINT LÉONARD. Cette théorie ne tient pas, la destination de la "Das Reich" étant Tulle et Limoges, où elle doit arriver au plus vite et sans s'attarder en route, le jour même avant minuit. Le crochet vers Saint Junien le 9 au matin est dû aux exigences de la situation locale. Pour d'autres mouvements, il y a confusion chronologique avec ceux entrepris par la division au reçu de l'ordre de départ vers la Normandie le 10 juin à 18 heures. Concernant le fameux ordre du jour de la division pour le 10 juin, c'est-à-dire la raison de sa venue dans cette région pour éliminer les maquis de Georges Guingouin, Delarue ne peut même pas placer correctement les unités sur une carte, ayant traduit le terme "SS-Pz.A.A.2 [Aufklärung Abteilung]/Groupe de reconnaissance blindé SS 2" par "2e unité-SS d'artillerie blindée" (faute d'ailleurs répercutée par Maysounave), ce qui fait que l'opération devint totalement incompréhensible. Dans la boucle de répresailles (Pont de Rhodes, Gourdon, Grosléjac, Carsac, Rouffillac, Carlux, Souillac) effectuée par Diekmann le 8 juin de 13 à 16 heures, la barricade de Rouffillac est traitée deux fois par Delarue: à "Rouffignac" où les SS perdent une motocyclette, un camion, deux automitrailleuses, 52 tués et ont 64 blessés - escarmouche démesurément exagérée - et à "Rouffillac" où les SS se vengent d'un engagement - imaginaire - à Calviac en tuant dix femmes et fillettes résidant à l'hôtel Marty (p. 327 et 328). En lisant Delarue, on a l'impression que la pauvre division ne peut faire un pas sans se faire "allumer" par les maquisards et tire sur tout ce qui bouge pour se dégager de cette "étreinte mortelle". De nombreux engagements - considérablement grossis par la résistance - attribués à la division sont du ressort des bataillons de sécurité stationnés sur place. La "Das Reich" progresse en réalité à vitesse constante et sans ennui, sauf au niveau du pont de Bretenoux où la colonne blindée avançant sur l'axe A subit un retard de quelques heures le 9 au matin.

L'obsession de Delarue d'impliquer à tout prix Lammerding dans les pendaisons de Tulle, le conduit à se fourvoyer. On sait, depuis la publication du testament du général SS par Michel Peyramaure dans l'annexe 2 de son roman-document **"La division maudite"**, paru chez Robert Laffont en 1987, que Lammerding est arrivé à Tulle au début des pendaisons, c'est à dire vers 16 h 30 et non vers 11 heures comme le "prouve" Delarue en dénonçant des "falsifications" partout (p. 359 et 360).

Dans son chapitre sur Oradour, Delarue fait atteindre Rochechouart par le bataillon de Diekmann, après avoir emprunté - fictivement - la N 704 dans la nuit du 8 au 9 (p. 407), ce qui est impossible puisque Diekmann arrive en retard par la N 20 le 9 au matin à Limoges, où il prend les ordres, avant de se diriger vers Saint Junien, au lieu de continuer vers ses cantonnements prévus à Nieul et à Ambazac. Toujours poursuivi par son désir d'impliquer Lammerding aussi dans l'expédition Oradour, Delarue met en contact radiophonique constant Diekmann, équipé d'un poste d'une portée de 3 à 5 km, avec le général à Limoges distant de vingt km (p. 415), et qui lui se trouve alors à Tulle. Au moment du rassemblement sur le champ de foire, Diekmann demande, non pas cinq ou trente otages, mais selon Delarue, cinquante, et ne parle pas de Kämpfe, but de sa mission. Mention d'un dépôt d'armes par Diekmann avec en réponse des civils déclarant posséder des fusils de chasse ! (p. 420). Delarue fixe le massacre des hommes à 15 h 30 (p. 421), soit 45 minutes avant son véritable déclanchement. C'est Kahn qui en donne le signal en tirant un coup de pistolet. Quant au drame de l'église, il est placé à la fois entre 18 heures et 18 h 30 et vers 17 heures [15 h 30 + 1 h 30 = 17 heures] (p. 424). Le contenu de la caisse dans l'église est pour la première fois indiqué: des *"grenades de verre... ...emplies de liquide fumigène asphyxiant"* (p. 425). Delarue en tire les conséquences: *"Soudain, par les fenêtres, par les vitraux, les S.S. ouvrent le feu, à la mitraillette, à la mitailleuse légère, tirant dans la fumée, au hasard"* (p. 425). Les vitraux étant hauts de 3 à 4 mètres, les SS lévitent pour tirer. Après avoir enfumé l'église, les SS y pénètrent sans difficulté, sans masque à gaz, afin de continuer leur massacre. Dans les raisons du drame, Delarue confond les enlèvements de Kämpfe et de Gerlach qu'il croit ne faire qu'un, celui de Kämpfe. En conclusion, le récit de Delarue sur la marche de la "Das Reich" de Montauban à Limoges est à revoir de fond en comble et celui sur Oradour défie toute logique.

11/ Beau Georges et Gaubusseau Léopold, **R 5, Les SS en Limousin, Périgord et Quercy**, Les Presses de la Cité, 1969. Réédité en 1984.

Livre traitant de la résistance dans la "R 5" de ses prémices à la libération, ce qui englobe la "Das Reich", Tulle et Oradour-sur-Glane. La chronologie de la marche de la division de Montbauban à Limoges (p. 182 et 183) comporte des erreurs de dates énormes. Mais, contrairement à Delarue qui recherche exclusivement la vengeance et rejette toute explication avec les SS, Beau et Gaubusseau rencontrent trois anciens officiers supérieurs de la 2ème division blindée SS: le général Lammerding, encadré des colonels Stückler et Weidinger, et leur demandent des comptes sur leurs actions en France en juin 1944 (p. 248 à 255). Les trois anciens SS font un effort, mais deux retombent dans l'ornière du mensonge. Lammerding leur déclare être arrivé à Tulle après 17 h 30, c'est à dire à la fin des pendaisons alors qu'il arrive au début. Stückler se dit de la Wehrmacht, avoir été détaché auprès de la "Das Reich" pour réorganiser l'état-major et n'appartenant pas aux SS. Les pendus de Tulle, c'est Kowatch et non Stückler, qui remplace pourtant Lammerding à Tulle. Weidinger n'intervient pas sur Tulle, étant alors à Limoges. Par contre, il participe à la discussion sur Oradour et cite l'affaire Gerlach, dont Beau et Gaubusseau présentent la déposition complète faite le 20 septembre 1951 à Hambourg. Ce récit est une surprise totale pour les historiens français qui croyaient alors au calme-petit-village, à l'oasis de paix. Est confirmée la découverte dans la matinée du 10 juin des papiers de Kämpfe, éparpillés dans une des avenues principales de Limoges (p. 261). L'ouvrage de Beau et Gaubusseau est une étape novatrice décisive dans l'histoire d'Oradour.

12/ Hastings Max, **La division Das Reich et la résistance**, 8 juin-20 juin 1944, Victoires des maquis et martyres de la population, Éditions Pygmalion/Gérard Watelet à Paris, 1983 (1981 pour l'édition originale en anglais).

Probablement le meilleur livre sur le sujet, parce que Hastings a, lors de son enquête préliminaire, interrogé objectivement toutes les parties en présence. Hastings surestime la puissance de la "Das Reich". Les trois premières phrases de son avant-propos en donnent la mesure: *"8 juin 1944. 15.000 hommes,*

209 chars et pièces d'artillerie autoportées [canons d'assaut] *quittent Montauban. C'est la 2e division cuirassée (Panzer) de la Waffen SS, Das Reich".* Hastings se base sur la conférence tenue le 6 avril 1944 à la "tanière du loup" à Rastenburg en Prusse orientale où le général SS Hermann-Otto Fegelein, officier de liaison de la Waffen-SS au Quartier Général, affirme à Hitler que la division blindée "Das Reich" stationnant dans le sud de la France compte 15.385 hommes, non compté un "groupe de combat" de 1.500 à 1.600 (plus de 2.500 toujours selon Fegelein). Ce "groupe de combat", resté en Russie sous le commandemant du commandant SS Otto Weidinger, totalisait initialement 3.000 soldats dont il ne reste que 800 survivants lorsqu'il est retiré du front russe le 20 avril. Selon le "Rapport Stuckler" conservé aux Archives fédérales militaires allemandes de Fribourg-en-Brisgau, 9.000 recrues de 12 nationalités viennent former le noyau de la future division blindée encadrée par un ou deux milliers de vétérans venant de Russie. L'effectif est en fait d'environ 10.000 hommes (70 compagnies de 150 hommes), dont seuls 8.000 partent de Montauban. Selon Hastings, la division était équipée au 16 mai 1944 de (p. 49):

Dotation au:	Panzer V (Panther)	Panzer IV	Sturmgeschütze (canons d'assaut)	
16 mai 1944				
théorique	*62*	*62*	*//*	Selon Hastings
effective	37	55	30	Total: 122

Ces chiffres, 209 ou 122 blindés, provenant semble-t-il des Archives militaires de Fribourg, sont inexacts. L'historien militaire français, Éric Lefèvre, dans son ouvrage sur **"Les Panzers, Normandie 44**, les unités de chars allemands dans la bataille de normandie; histoire, composition, matériel, uniformes", Éditions Heimdal, 1978, étudie en détail tous les régiments et bataillons de chars allemands engagés dans la bataille de Normandie, dont le SS-Pz.Rgt 2 de la "Das Reich". Les chiffres relevés dans les documents d'époque conservés aux Archives de Fribourg sont différents de ceux avancés par Hastings et prouvent sans contestation que la "puissante" division SS n'est qu'une faible brigade blindée:

Dotation au:	Panzer V (Panther)	Panzer IV	Sturmgeschütze (canons d'assaut)	
1er juin 1944	Btl I à 4 Cies	Btl II à 4 Cies	Btl à 3 Compagnies	
théorique	*11 + [22 x 4] = 99*	*13 + [22 x 4] = 101*	*3 + [14 x 3] = (45)*	*Total: 245*
pratique	*5 + [17 x 4] = 73*	*13 + [22 x 2] = 57*	*(45)*	*Total: 175*
effective	1 + [6 x 4] = **25**	[22 x 2] = **44**	1 + [6 x 2] = **13**	**Total: 82**
1er juil. 1944	Btl I à 4 Cies	Btl II à 4 Cies	Btl à 3 Compagnies	
théorique	*13 + [22 x 4] = 101*	*11 + [17 x 4] = 79*	*0*	*Total: 180*
pratique	*5 + [17 x 4] = 73*	*10 + [22 x 2] = 54*	*0*	*Total: 127*
effective	2 + [6 x 4] = 26	6 + [22 x 2] = 50	0	Total: 76

Un régiment blindé est formé de deux bataillons (le I et le II) comprenant chacun quatre compagnies (pour le I: les 1e, 2e, 3e, 4e et pour le II: les 5e, 6e, 7e, 8e). Chaque compagnie alignent théoriquement 22 chars, soit quatre sections de 5 chars plus 2 chars de commandement. Ce chiffre est valable pour les batail-

lons équipés en "Panzer IV" de 22 tonnes, mais se réduit à 17 chars (trois sections de 5 chars plus 2 de commandement) dans les bataillons comportant des "Panther" de 45 tonnes. Porter dans les compagnies le nombre de "Panther" de 17 à 22 fut projeté, mais impossible à réaliser faute de production suffisante (à l'exception du Panzer-Lehr-Regiment dont les 1e et 2e compagnies avaient en juin 1944 20 "Panther" et les 3e et 4e, 19). Au bataillon, appartiennent de plus deux groupes de reconnaisance avec huit chars (3 pour le 1er groupe et 5 pour le second). Enfin, la compagnie de commandement régimentaire comporte 8 chars (3 "Panther" et 5 "Panzer IV"). Ainsi, un régiment de chars en 1944 possède à effectif plein: 3 + 8 + [17 x 4], soit 79 "Panther" et 5 + 8 + [22 x 4], soit 101 "Panzer IV". En tout, 180 chars, chiffre pratique maximum. D'éventuelles variations sont possibles, suivant les disponibilités et la puissance que le Quartier général allemand veut obtenir. Les 13 canons d'assaut (soient 2 compagnies de 6 avec 1 de commandement), affectés au SS-Pz.Rgt.2 de la "Das Reich", compensent l'absence des 5e et 6e compagnies de "Panzer IV" du bataillon II, en cours de rééquipement en Allemagne et font aussi fonction de "chasseurs de chars". A noter que les bataillons de canons d'assaut sont dits "Panzer-Abteilungen/détachements blindés" et ne comportent que 3 compagnies de 14 canons d'assaut. La dotation théorique en chars de la "Das Reich" au 1er juillet 44 indique que le Haut-commandement projetait d'en faire la plus puissante des divisions blindées de la Wehrmacht avec 101 "Panther" et 79 "Panzer IV", intention qui resta lettre morte en raison de la situation militaire.

Concernant le trajet emprunté par les éléments de la "Das Reich" pour atteindre Tulle et Limoges, Hastings fait se séparer à Cahors les unités d'infanterie mobile et d'artillerie qui continuent vers le nord par la N 20, alors que les chars empruntent la C 33 vers Figeac. La C 33 est une chausse-trape à blindés idéale. En fait, la séparation s'effectue à Caussade en direction de Villefranche-de-Rouergue par la N 126. Les engagements successifs sont fidèlement rapportés, Hastings s'appuyant sur le récit de Weidinger et ayant mené une enquête sur place. Pourtant, il se trompe d'heure - 8 h 30 au lieu de 14/15 heures - pour l'affaire de Groléjac, parce qu'il n'intègre pas les engagements des résistants dans la chronologie de la marche des SS. Ainsi Hastings peut créditer la Résistance d'avoir "retardé" la "Das Reich" de plusieurs heures sur son axe de progression B, ce qui est erroné. Par contre, Hastings produit la totalité du rapport de Lammerding sur l'état de la division au 10 juin, indiquant la vraie cause de la "démolition" des blindés de la "Das Reich": un trajet de 300 km. Quant aux documents allemands cités par Hastings, il faut savoir qu'ils ont d'abord été traduits de l'allemand en anglais et que le traducteur du livre, René Brest, les a retraduits de l'anglais en allemand, donnant des textes français reflétant très mal le contenu originel allemand.

Hastings est le premier à désigner Stückler comme le responsable des pendaisons de Tulle. Ayant rencontré l'ancien commandant SS Ernst Kragg, chef du régiment d'artillerie de la "Das Reich", Hastings put feuilleter l'album photo personnel de l'officier et y découvrir le commandant Albert Stuckler, se disant de la Wehrmacht, coiffé d'une casquette SS. Une fois connue la hiécharchie exacte des officiers SS à Tulle, en déduire qui donnait les ordres fut un jeu d'enfant.

Hastings saisit que le but du mouvement de la "Das Reich" est la destruction des maquis de Corrèze et de Haute-Vienne, mais sans y inclure l'ennemi principal des Allemands, Georges Guingouin, et que cette mission est abandonnée le 10 juin à 18 heures pour une autrement vitale pour les armées allemandes, le front normand.

L'enlèvement de Gerlach à Nieul le 9 juin en début d'après-midi et celui de Kämpfe à La Bussière à proximité de Saint-Léonard en soirée, de même que de prétendues atrocités exercées sur un convoi ambulancier de la Wehrmacht, sont indiqués par Hastings comme les causes premières du drame d'Oradour. S'il n'accepte pas la réalité du convoi sanitaire, Hastings rejette pareillement les dires de *"certains historiens français"*, soutenant qu'Oradour fut *"victime d'un acte de sauvagerie délibéré et entièrement arbitraire de la part des Allemands"*. Hastings conclut: *"Pourquoi donc Dickmann aurait-il précisément choisi Oradour ? Le plus propable est qu'il a arrêté sa décision sur la foi de renseignements mensongers* [à la fois vrai et faux], *émanant d'une source française douteuse ou malintentionnée* [pourquoi ?. Source milicienne et valable que peu de temps]. *Quelqu'un à Limoges ou à Saint-Junien* [Gerlach à Limoges], *posa sans doute l'index sur Oradour et Dickmann ne fit évidemment preuve d'aucun zèle pour vérifier la véracité de l'information* [inexact: présence de Kämpfe à Oradour indiquée par un milicien, renseignement recoupé par la découverte des papiers de Kämpfe dans une rue de Limoges à l'aube du 10 juin]. *Un prétexe suffisait. Il semble presque certain par ailleurs que ses officiers* [ses supérieurs] *n'attendaient pas de lui*

[Diekmann] *à Oradour une mission différente de celles perpétrées, au cours de l'été* [en mai], *dans maints villages suspects* [un seul, Frayssinet-le-Gélat dans le Lot]: *perquisitions, suivi d'un exemple, quelques exécutions et maisons brûlées"* (p. 248).

A Oradour, Hastings note la présence de "30 Espagnols" (p. 249). Comme le lecteur averti sait que dix-huit vieillards, femmes et enfants espagnols ont péri à Oradour, celui-ci est en droit de se demander où sont les douze hommes actifs restants. En vacances sur la Costa del sol en Espagne ou en train de s'exercer au maniement des armes au maquis de Blond ?. Après le rassemblement des habitants sur le champ de foire, Hastings adopte le découpage: demande de trente otages au maire, sans aller et retour à la mairie; envoi des femmes et enfants à l'église; demande d'armes et de stocks de munitions (p. 255 et 265); conduite des hommes dans les granges durant la fouille. Pour la suite, Hastings reprend les conclusions du procès de Bordeaux: le massacre débute suite à un coup de feu tiré sur le champ de foire. Pour les événements de l'église, Hastings suit les explications de Jens Kruuse: caisse avec allumage d'un cordon en sortant; émission de fumée noire sans explosion; puis tirs et grenadages des SS *"postés à l'extrémité ouest de l'église"* au milieu d'un brouillard total (p. 260). Hastings commet une faute de logique en synchronisant les tirs dans les granges et ceux dans l'église. Il synchronise trois actes: le coup de feu sur le champ de foire, les tirs dans les granges et ceux dans l'église à l'émission de fumées de la caisse qui n'est ni audible et ni visible du tireur au pistolet du champ de foire coordonnant le tout... C'est vouloir résoudre la quadrature du cercle.

Enfin, le soit-disant pillage d'Oradour par les SS est ramené à de plus justes proportions par Hastings qui affirme que *"les troupes alliées avaient légalement l'autorisation de s'approprier tout ce qui n'était pas fixé au sol ou au mur, ou immédiatement à portée de vue de son propriétaire"* (p. 329).

Max Hastings ouvre de nouvelles perspectives sur les raisons du choix d'Oradour par les SS, remet maints faits à leur place dans le contexte de l'époque, mais pêche dans son récit du drame parce que l'auteur est incapable de se dégager du corset des écrits antérieurs.

13/ <u>Taege [1]</u> Herbert, **Wo ist Kaïn ?**/Où est Caïn ?, Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle + Oradour/Révélations et documents sur les affaires de Tulle et d'Oradour, Askania Verlagsgesellschaft mbH, Lindhorst, 1981. Seconde édition augmentée en 1984.

L'ouvrage de Taege s'articule en quatre parties:
- 1ère partie: Vichy, la mise en place du second front populaire.
- 2ème partie: Tulle, la terreur provoque le droit des peuples.
- 3ème partie: Oradour, le Pearl Harbour français.
- 4ème partie: Alsace, foire d'empoigne des Jacobins des deux côtés du Rhin.

Taege fut officier durant la guerre et a connu le commandant SS Diekmann dont il parle comme un homme d'honneur, *"ancré dans les traditions militaires"*, appréciation recoupant l'impact que fit le 10 juin 1944 en soirée l'officier sur l'ingénieur français des chemins de fer Pallier, qui le décrit comme *"sympathique"* et *"appartenant à une classe sociale au-dessus de la moyenne"*, opinions à l'opposé de sa présentation habituelle en barbare teuton criminel et incendaire. Lors de sa captivité dans les camps américains, Taege rencontra de nombreux officiers de la "Das Reich". Son intérêt pour Oradour date de cette époque (p. 24).

Il démontre avec la brochure "R 5" l'implantation des maquisards dans la Creuse autour de Tulle, dans la Haute-Vienne autour de Limoges et estime justes les mesures de sécurité prises à l'encontre de cette menace par les troupes d'occupation.

Pour Oradour, il rappelle les causes initiales ayant provoqué l'expédition de Diekmann: les enlèvements de Kämpfe et de Gerlach. Il se livre à une étude critique des divers témoignages publiés et en relève les contradictions flagrantes, démarche qu'aucun historien connu n'avait jusqu'alors osé entreprendre. Par cette investigation, il met en évidence que le drame d'Oradour comporte de nombreuses interrogations aux quelles personne, en France, ne souhaite répondre pour des raisons essentiellement politiques. Il ajoute à ce dossier déjà obscur les deux déclarations sous serment du lieutenant-colonel de réserve de la Bundeswehr Eberhard Matthes, faites les 16 décembre 1980 et 13 avril 1981. Ce dernier avait visité deux fois les ruines d'Oradour, la première en uniforme allemand en décembre 1963 et la seconde en civil durant l'été 1964. Voyant son intérêt pour le "Oradour-sur-Glane, Vision d'épouvante" de Pauchou et Masfrand, des personnes lui suggérèrent *"de ne pas prendre ces récits à la lettre"* et lui dirent que *"Beaucoup de choses s'étaient passées un tant soit peu autrement que*

la brochure ne le décrivait". Matthes, en fier militaire, rétorqua que la conduite de soldats allemands, tirant *"sur des femmes et des enfants enfermés dans une église, par eux mise en flammes"*, était blâmable. On lui répondit que *"L'église n'a jamais été mise à feu par les Allemands"* et que *"...des Waffen-SS, ont, certains au péril de leur vie, sauvé plusieurs femmes et enfants de la fournaise"*. Deux femmes, dans le groupe qui entourait Matthes, lui affirmèrent qu'elles avaient été ainsi sauvées...

Matthes, étant en stage au camp militaire de La Courtine, franchement intrigué à la suite de sa visite d'Oradour, s'entretint ensuite avec un officier supérieur français qui lui fit le récit suivant: *"Une raison fondamentale de l'action allemande sur Oradour en juin 1944 a été le fait qu'une ambulance allemande, en flammes ou déjà incendiée, gisait près d'une localité où cantonnaient des troupes allemandes en déplacement. Les six occupants avaient dû être brûlés vivants, le conducteur et le chef de voiture étant ligotés au volant. Sans aucun doute, une action du maquis. En arrière-plan aussi, la mort atroce, dans des circonstances mystérieuses, d'un officier supérieur tombé aux mains des maquisards, dans la même région, et à peu près au même moment. Dans une situation analogue, l'armée française eût dû prendre, de même façon, des mesures de représailles, y compris des exécutions d'otages..."*.

Au lieu de démontrer, point par point, les affabulations de Matthes, reposant pourtant sur des faits occultés, l'Association Nationale des Familles des Martyrs d'Oradour-sur-Glane, répondit le 9 février 1982 par la plume de son président, M. C. Beaulieu, *"que les événements rapportés par cet officier allemand, Matthes, sur le massacre de la population de notre cité, sont fausses, et je peux même ajouter, ignobles. C'est une calomnie monstrueuse envers nos martyrs du 10 juin 1944"*...

M. Beaulieu aurait dû comprendre que les dires "ignobles" de Matthes provenaient d'une discussion - probablement déformée - avec certains habitants du village, pas tout à fait d'accord avec la version de Pauchou et Masfrand, et que les raisons du massacre furent données à Matthes par un officier français connaissant le rapport du juge SS Okrent.

14/ Weidinger Otto, **Tulle et Oradour, Tragédie franco-allemande**, Brochure de 62 pages, sans date [vers 1983-84].

L'ancien chef du régiment "Der Führer" est devenu après la guerre un historien de valeur qui a écrit d'abord un livre sur les soldats de son régiment, **"Kameraden bis zum Ende/Camarades jusqu'à la fin"** (1962, K.W. Schütz-Verlag, Preuss. Oldendorf), et ensuite l'historique de sa division en six volumes, **"Division Das Reich"** (1967-1982, Münin-Verlag, Osnabrück). La plaquette, "Tulle et Oradour, Tragédie franco-allemande", est un extrait de cet historique (pris dans le volume V, "Der Weg der 2. SS-Pz.Div. "Das Reich"/L'itinéraire de la 2e division blindée SS "Das Reich""). Weidinger cherche réellement à comprendre le déroulement des faits à Tulle, où il n'était pas présent, et à Oradour, où il était témoin direct puisque officier de renseignements à l'état-major régimentaire de Stadler à Limoges. Tout ce que rapporte Weidinger sur ce qu'il a vécu en personne n'est pas contestable, quoique comportant des omissions. Par contre, la volonté de décharger à tout prix Diekmann, Kahn et les hommes de la 3e compagnie du I./DF, conduit Weidinger à utiliser comme source historique presqu'exclusivement le premier livre de Taege "Où est Caïn ?", ce qui rend son travail critiquable. La brochure de Weidinger, traduite en français, a été interdite en France, à cause de la publication de la déposition sous serment d'Eberhard Matthes du 16 novembre 1980. Cette mesure est excessive et il aurait été plus sage, afin de pouvoir connaître la version des SS, d'autoriser la diffusion de l'opuscule avec un encart d'avertissement.

15/ Przybylski Peter et Busse Horst, **Mörder von Oradour**/Meurtriers d'Oradour, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Ost-Berlin, 1984 [Le procès Heinz Barth].

Livre de propangande antifasciste de deux avocats est-allemands sur le procès de l'ex-sous-lieutenant SS Heinz Barth qui se tient dans la salle 261 du tribunal de la ville de Berlin-Est du 25 mai au au 7 juin 1983 devant un parterre d'environ *"80 reporters radio et journalistes de 14 pays et de Berlin-ouest"* réprésentant les médias d'Europe, d'Amérique et d'Asie (p. 20). Derrière le "Kollege" Barth, membre du FDGB (Freier Deutscher Gewerkschaftsbund, syndicat communiste étatisé), *"ce collaborateur et directeur modèle et engagé... ...constamment zélé et conscient de son devoir* [socialiste]... *...décoré neuf fois de la médaille d'"activiste du travail socialiste""* (p. 19) se cache un faux-frère, criminel et meutrier. Barth, blessé gravement en Normandie le 28 juin 1944 et amputé d'une jambe, appartenait à la 3ème compagnie du régiment "Der Führer" de la division "Das Reich", y commandait la 1ère section et avait terminé la guerre comme lieutenant SS, titulaire de la médaille en or des blessés. Après la guerre, il devint un simple lieutenant de police qui fut rendu par les Anglais à la vie civile âgé de 24 ans. Pour des raisons familiales, il vint habiter avec sa femme à Gransee (région de Potsdam), son lieu de naissance, en zone orientale soviétique, laquelle devint autonome le 7 juillet 1949 avec la fondation de la "Deutsche Demokratische Republik (DDR)/République démocratique allemande (RDA)". De policier, il se recycla en commercial dans l'industrie textile et se transforma en un brave citoyen socialiste modèle, bon gré, mal gré, comme des millions d'autres. L'erreur de Barth est d'habiter là où il est né. Dès que les autorités de la RDA auront besoin, pour des raisons politiques, d'un procès antifasciste, il suffit à un bureaucrate d'ouvrir l'annuaire téléphonique, de chercher à Gransee et d'y trouver l'adresse de Barth. Il est arrêté dans sa maison natale le 14 juillet 1981 (p. 3).

Il est jugé en premier lieu pour l'exécution en juin 1942 de 33 habitants du village de Lezaky en Bohême-Moravie (Tchéquie actuelle) en représailles à l'assassinat du "protecteur", Reinhard Heydrich. Ce village, comme Lidice, est accusé par les Allemands d'avoir aidé les parachutistes tchèques venus de Londres pour tuer Heydrich. Il doit répondre en second lieu du meurtre à Oradour en France de femmes et d'enfants dans l'église et de la fusillade d'hommes dans les granges. L'essentiel de la documentation de l'accusation est-allemande provient de l'ouvrage "Crimes ennemis en France, Oradour sur Glane" de MM. Pauchou et Masfrand et du livre de Jens Kruuse. Les livres d'Otto Weidinger et Herbert Taege sont trainés dans la boue, leurs auteurs traités de menteurs. Barth est condamné le 7 juin 1983 à l'emprisonnement à vie (p. 128 et 129). "Meutriers à Oradour", oeuvre de propagande communiste, n'est même pas un compte-rendu fidèle du procès Barth, mais un pamphlet antifasciste, réaffirmant l'histoire officielle d'Oradour avec des témoins français qui ne peuvent, trente-neuf ans après, que répéter leurs dépositions antérieures. Suite à la disparition de l'État est-allemand pour cause de faillites financière, politique et morale, Barth, toujours en prison, demande la réouverture de son procès et sa libération. Il est relâché le 10 juillet 1997 et peut désormais profiter en toute quiétude de ses petits-enfants.

16/ Moreau Pierre, **En écoutant crier les pierres**, Brochure photocopiée de 20 pages, sans date [vers 1984; publié en allemand dans "Wo ist Abel ?"].

M. Moreau, un pharmacien belge, est le premier à avoir focalisé l'attention sur le drame de l'église - en particulier le clocher - et à l'avoir décortiqué, d'une part en confrontant les deux témoignages de Mme Rouffanche - selon Poitevin et selon sa déposition du 30 novembre 1944 - et d'autre part en étudiant les ruines. Pour M. Moreau, le drame provient d'une explosion dans le clocher, lieu de stockage d'un dépôt d'explosifs. Son hypothèse de maquisards armés réfugiés dans le clocher de l'église, car présents à Oradour lors de l'arrivée des SS et pris au piège, se heurte aux témoignages de Mme Rouffanche. M. Reynouard reprendra textuellement cette version qu'il n'étaie que d'un seul mot extrait du procès-verbal d'interrogatoire du SS Auguste Lohner (22 novembre 1945, p. 7): *"J'avais moi-même été commandé de me poster face à l'église, en contre bas, sur la route, pour veiller à ce que personne ne s'échappe, celà au moment où les HOMMES avaient tenté de s'échapper par les vitraux"*. En quelle langue l'Alsacien Lohner a-t-il déposé, allemand ou français ?. Dans les années cinquante, il existait encore des Alsaciens qui, au moment de leur service militai-

re, ne parlaient que le patois germano-alsacien et comprenaient à peine le français. Si Lohner, déposant en allemand, a utilisé le mot "Mensch" ou son équivalent en dialecte, il signifie "être humain" en général, hommes et femmes.

17/ Taege [2] Herbert, **Wo ist Abel ?**/Où est Abel ?, Weitere Enthüllungen und Dokumente zum Komplex Tulle + Oradour/Autres révélations et documents sur les affaires de Tulle et d'Oradour, Askania Verlagsgesellschaft mbH, Lindhorst, 1985.

Livre écrit par Taege pour dénonçer le procès "antifasciste" de l'ex-lieutenant SS et camarade syndicaliste est-allemand Barth par la RDA. Taege profite de cette occasion pour compléter la documentation publiée sur la "Das Reich", Tulle et Oradour. Par exemple, l'ordre de mission du 9 juin pour le lendemain concernant le nettoyage anti-terroriste par des éléments de la division SS de la zone Limoges/Tulle/Clermont-Ferrand, original qu'aucun auteur n'avait reproduit avant. Il poursuit ses investigations sur la tombe d'"Helmut Kämpfe, Stubaf [commandant SS], geb. [né] 31.7.09 + 10.6.44", retrouvée au cimetière militaire de Berneuil (espace I, rangée 6, tombe 176). Berneuil, proche de Saintes en Charente-Maritime, ne doit pas être confondu avec le village de Berneuil-le-Puy en Haute-Vienne, au sud duquel eut lieu l'attaque par les F.T.P. du convoi sanitaire allemand n° 9.644 le 8 juin 1944. Selon l'Association allemande pour l'entretien des tombes de guerre, la dépouille placée à Berneuil avait été exhumée du cimetière de Breuilaufa (Haute-Vienne) - seconde commune sur laquelle se produisit l'attaque du 8 juin - où elle reposait initialement. Par contre, le Service allemand de Berlin pour l'information des proches parents des morts de l'ancienne Wehrmacht, consulté par Taege, avance dans sa réponse du 19 décembre 1984 (Annexe 5, p. 274 et 275) qu'il lui paraît invraisemblable que le commandant SS ait été inhumé à Breuilaufa parce que l'*"on ne pouvait identifier Kämpfe ni par sa plaque d'indentité, ni à l'aide d'autres indices"*. Alors qui croire ?. L'"historien" Maysounave affirmant inconsidérément qu'il eut "substitution de corps" - avec qui d'ailleurs ? - par l'Association allemande pour l'entretien des tombes de guerre, ou cet organisme au-dessus de tout soupçon, aux réalisations admirables, qui ne put que se baser sur des éléments précis pour identifier Kämpfe et non faire passer un corps pour un autre afin d'apaiser la veuve du SS ?. Que Kämpfe ait été enterré en 1944 avec les soldats allemands du convoi sanitaire - dont on sait seulement que leur nombre était une dizaine - à Breuilaufa ou à Berneuil-le-Puy ou bien qu'il repose encore dans les bois bordant le hameau "les Monts", où il fut probablement exécuté par Guinguoin dans la soirée du 10 juin, démontre qu'il avait été transféré de Cheissoux, via Limoges, dans la forêt des Bois du Roi au nord du village de Blond. En fait, ni Maysounave, ni Taege - et on verra pourquoi, ne souhaitent que la dépouille de Kämpfe ait été retrouvée à Breuilaufa ou à Berneuil-le-Puy. Pour Maysounave, la présence de Kämpfe à proximité de la forêt des Bois du Roi prouverait son exécution par le maquis F.T.P., alors qu'il la place à Cheissoux, très loin et sans rapport avec Oradour. Pour Taege, cette identification incertaine lui permet de placer le corps de Kämpfe, à Oradour même, dans le four de la boulangerie Bouchoule. Voici comment Taege résume désormais le drame d'Oradour en fonction des actes de Diekmann (p. 167):

1. Diekmann reçoit l'ordre de libérer Kämpfe ou de faire des prisonniers.
2. Diekmann trouve devant Oradour le convoi sanitaire détruit.
3. Les hommes du village sont rassemblés, les femmes et les enfants gardés dans l'église.
4. Ensuite, fouille des maisons.
5. Diekmann trouve dans la boulangerie [Bouchoule] un cadavre incinéré partiellement. Comme ce cadavre ne peut être celui d'un Français parce que l'idée que des Français aient tué d'autres Français est encore plus inimaginable, il pense avoir trouvé une trace de Kämpfe.
6. Il s'ensuit d'abord que les hommes détenus sont fusillés et les maisons incendiées; des explosions s'y produisent.
7. La mise à feu de l'église [par les SS] sera démentie par deux femmes qui purent s'échapper avec l'aide de deux soldats SS.
8. Le feu se communique des maisons voisines à l'église.
9. Un dépôt d'explosifs des partisants saute dans le clocher de l'église.
10. Diekmann sera traduit en justice pour avoir transgressé les ordres et sera tué [au combat] avant sa comparution.

Il s'agit d'une reconstitution toujours basée sur la version de Diekmann et de Kahn, recueillie par le juge SS Okrent, augmentée des dépositions sous serment du lieutenant-colonel Matthes, et ignorant totalement le témoignage de Mme Rouffanche. Les ordres reçus par Diekmann du colonel Stadler sont exacts. A l'épo-

que, si le S.D. de Limoges savait que le convoi sanitaire avait disparu après avoir traversé Bellac en direction de Limoges, il ignorait précisément où. Cette absence de localisation permit à Diekmann de le retrouver fictivement, détruit et incendié, devant Oradour. Il se créait sa première justification de représailles. Taege ne reprend pas la deuxième justification de Diekmann, les tirs de *"fusils et de mitrailleuses"* que la compagnie aurait essuyé à l'entrée du village. Par contre, après le rassemblement de la population et la mise l'écart des femmes et des enfants dans l'église, il introduit un élément imaginaire que, ni Diekmann, ni Kahn, n'ont mentionné en juin 1944 et qui deviendra la seconde justification de Diekmann. Reprenant une affabulation d'un résistant communiste, "envoyé spécial" à Oradour, ayant affirmé que *"Dans le four d'un boulanger, l'on découvre le cadavre de cinq personnes: le père, la mère et les trois enfants"*, Taege y place le corps de Kämpfe à peine carbonisé, portant encore sa croix de chevalier de la croix de fer, et retrouvé par Diekmann. A la suite de cette découverte macabre, Diekmann fit fusiller les hommes et incendier les maisons, bourrées, bien sûr, d'armes, de munitions et d'explosifs qui sautèrent. La source de Taege: l'auteur anglais H.W. Koch dans "Aspects du Troisème Reich" (1985, p. 388) ayant puisé ce récit dans les papiers personnels de l'ex-général SS Lammerding, papiers qui furent recherchés en vain après la mort de Lammerding. Taege utilise un propos de Lammerding, tentant de justifier les actes de Diekmann, tenu devant un historien anglais. Lammerding ayant joyeusement menti sur pas mal de points, Taege aurait dû éviter de s'y référer, ne fut-ce que par historien interposé. Enfin, Taege continue de produire les deux dépositions sous serment de Matthes de fin 1980 et début 1981: l'incendie de l'église aurait été consécutif à une explosion dans le clocher. Si, selon Taege, le feu qui ravageait déjà les maisons s'était communiqué au clocher de l'église, entraînant l'explosion du dépôt de dynamite, il est étonnant que le souffle de cette explosion n'ait pas éteint l'incendie. Comprenne qui pourra. Là aussi, on aboutit à une perversion complète de l'histoire d'Oradour, entraînée par l'obsession d'innocenter Diekmann et Kahn du massacre des femmes et des enfants.

Par ailleurs, Taege inclut dans son livre le texte de Pierre Moreau, traduit en allemand, et dont les conclusions diffèrent des siennes.

18/ Le Monde, <u>Procès</u> d'après-guerre, "Je suis partout", René Hardy, **Oradour-sur-Glane**, Oberg et Knochen, Dossier présenté et établi par Jean-Marc Theolleyre, La Découverte/Le Monde, Paris, 1985 [imprimé en février 1986].

Recueil d'articles de Jean-Marc Théolleyre publiés par le journal "Le Monde" lors du procès de Bordeaux du 12 janvier au 13 février 1953. C'est l'article du 6 janvier qui donne l'historique du massacre tel qu'il était connu à ce moment-là. Après le rassemblement sur le champ de foire, le maire est appelé et sommé de désigner trente otages, ce qu'il refuse. Les femmes et les enfants sont alors dirigés vers l'église. Puis, *"l'interprète reprend la parole"* et annonce *"qu'il y a dans le village des dépôts clandestins d'armes et de munitions"* que les SS veulent trouver avec l'aide des habitants. Un des hommes déclare posséder une carabine de 6 mm qui n'intéresse pas les SS. *"De nouveau c'est le silence"*. Les hommes sont divisés en plusieurs groupes et emmenés dans les granges. *"Soudain, semblant venir du champ de foire, on entend une forte détonation. Alors, comme obéissant à un signal, toutes les mitrailleuses entrent en action"*. La détonation provient d'un coup de feu tiré par le capitaine Kahn. Ne sont pas mentionnés: Kämpfe, le dépôt d'explosifs indiqué aux *SS*, le contrôle des identités, l'enfermement dans les granges. La source de la "détonation" est inversée, provenant du champ de foire au lieu de l'église.

Dans l'église, c'est la déposition de Mme Rouffanche du 30 novembre 1944 qui est citée: l'allumage par les SS des *"mèches"* de la caisse *"d'où dépassaient des cordons assez longs"*, une *"terrible explosion"* (sans rapport avec la détonation *"semblant venir du champ de foire"*) et un *"dégagement de fumée noire, âcre, étouffante"*. M. Theolleyre rapporte avec fidélité un fait que Mme Rouffanche cite pour la première fois (18ème audience du samedi 31 janvier): *"...la flamme était arrivée sur nous d'un coup"*. Il le rapporte, sans expliquer la provenance de cette "flamme", parce que le président du tribunal militaire, M. Nussy Saint-Saëns, ne demande aucun éclaircissement à la rescapée sur ce phénomène. Les SS tirent dans la fumée, en lévitant, dès qu'ils n'y voient plus rien, puisque *"derrière les fenêtres, les SS attendaient, l'arme en joue"*. Puis l'église est incendiée. Le pillage généralisé du village est placé après l'incendie de l'église, antérieur à la mise à feu générale du bourg, alors que c'est le contraire. La 3e compagnie *"rafl[e] tout ce qu'elle put trouver de bétail, de volailles, de vivres, d'objets divers"* qu'elle charge dans des véhicules supplémen-

taires vides que la "Das Reich" possèderait à profusion, alors que trois de ses six bataillons d'infanterie portée sont restées à Montauban faute de camions pour les emporter.

Les mobiles du drame sont l'enlèvement le 9 juin 1944 à Saint Léonard du commandant Kämpfe, chef de le 3e compagnie [erreur: du 3e bataillon, le III./DF] (selon l'avis du "colonel Weitinger" [en fait, Otto Weidinger]), *"l'assassinat des deux soldats allemands au viaduc de Saint-Junien"* (selon le commissaire de police Masseira) et *"des dépôts d'armes dont parlèrent les SS aux habitants d'Oradour* [et qui] *n'ont jamais existé et ne furent qu'un prétexte pour tenter on ne sait quelle justification"*.

19/ Mackness Robin, **Oradour, l'Or des SS**, Nepal Publishers, juin 1989.

Affabulation digne du film américain "De l'or pour les braves", inventé par un passeur d'or de France et Suisse, arrêté et condamné pour ce trafic, afin de tuer le temps en prison et s'inspirant de la brochure d'Otto Weidinger. Ce livre connut un certain succès et désarçonna un instant l'histoire de Pauchou et Masfrand. En réplique, deux émissions de télévision de tendance exclusivement mémorielle furent produites. Maysounave essaie de répondre à l'affaire des Miliciens tués par les Allemands évoqué par Mackness.

20/ Hébras Robert, **Oradour-sur-Glane, Le drame heure par heure**, Éditions C.M.D. et Robert Hébras, 1992.

Tentative pathétique d'un des survivants de la grange Laudy, M. Robert Hébras, de fixer l'histoire "classique" d'Oradour pour les "générations à venir" qui ont des préoccupations autres que s'informer sur un drame, toujours inexpliqué, vieux de plus de cinquante ans. C'est la thèse d'Oradour, "havre de paix", qui est encore reprise, alors qu'il est démontré qu'après le 6 juin 1944, la région est en pleine effervescence et sur le pied de guerre pour en chasser les Allemands. Hébras place la séparation des hommes et des femmes avec les enfants dès que la population est rassemblée sur le champ de foire. Un officier SS demande ensuite le maire et, ensemble, ils se rendent à la mairie et en reviennent. Aucune explication sur cette démarche. Puis le SS demande au maire de désigner "des" otages. Celui-ci refuse, se propose à la place et précise au SS qu'il n'a qu'à les désigner lui-même. Le SS demande si les habitants possèdent des armes. Deux répondent qu'ils détiennent des carabines qui sont sans intérêt pour le SS. Il affirme alors qu'il sait qu'il existe un dépôt d'armes à Oradour - Hébras oublie "appartenant aux maquisards" - et que des perquisitions vont être effectuées pour le découvrir et qu'après *"les personnes non concernées seront aussitôt remises en liberté"*. Une demi-heure se passe à regarder voler les mouches et à bavasser de part et d'autre, quand soudain l'officier SS ordonne de se taire et de se mettre en rang. Les hommes sont répartis en six groupes et conduits dans les granges. Toujours pas de motif à cette répartition dans les granges où les hommes sont gardés par des SS armés. L'enfermement dans les granges, si bien raconté par Hébras à Poitevin disparaît. Hébras s'en tire par une phrase: *"Ce face-à-face dura ensuite plusieurs minutes qui me parurent une éternité... ...Soudain, j'entendis une explosion, probablement celle d'une grenade"* et les SS tirent. La suite est connue. Hébras signale que, lorsque l'incendie gagne, des bouteilles de gaz explosent. Ce n'est pas pour rien que deux sont exposées dans la forge Beaulieu: elles représentent le démenti visuel des survivants aux SS affirmant que presque toutes les maisons renfermaient des munitions ou des explosifs. Là, Hébras a raison. Il situe le drame de l'église à 17 heures et rapporte la déposition de Mme Rouffanche du 30 novembre 1944. Pour Hébras, la destruction d'Oradour fut décidée par Diekmann avec *"le lieutenant Kleiss* [l'adjudant S.D. Joachim Kleist] *de la Gestapo et quatre miliciens"* afin de *"faire une action d'intimidation à l'égard de la résistance"*. Les motifs: enlèvement de Kämpfe aux environs de Saint Léonard et deux soldats allemands tués à Saint Junien après le sabotage du viaduc ferroviaire. Ces sont les deux seules raisons retenues par les juges au procès de Bordeaux en 1953.

21/ Maysounave Pascal, **Oradour, Plus près de la vérité**, Éditions Lucien Souny, mars 1996.

Ce bréviaire de haine pure devrait se nommer **"Oradour, Plus loin de la vérité"**. Même une maison d'édition comme les Éditions Lucien Souny de tendance communiste et résistancialiste n'aurait jamais dû publier un tel concentré de germanophobie et s'est discréditée en l'imprimant. Tous les ragots invérifia-

bles, les bobards de guerre, les contre-vérités démontrées et établies sont utilisés comme des vérités premières. Dans la présentation des événements historiques évoqués, l'omission des causes est la règle. L'auteur place Oradour dans un contexte de "guerre totale", paraît-il inventée par l'état-major allemand dès 1914 et poursuivie par les Nazis durant le second conflit mondial. Le lecteur est ravalé au niveau de nos grands-parents, subissant le bourrage de crânes des folles rumeurs et des mensonges officiels les plus éhontés lors de la première boucherie mondiale durant laquelle nos naïfs aïeuls se sont faits glorieusement casser la gueule et trouer la paillasse pour des politiciens véreux, tarés et irresponsables au nom de leur "patriotisme" d'intérêts. Mais, les temps ont changé, l'Europe devient une réalité et, à elle seule, l'outrance de ce fielleux factum revanchard le déconsidère. Il est impossible de discuter raisonnablement et rationnellement des défauts ou des mérites d'un ouvrage aussi rétrograde et excessif. N'en seront signalées que les stupidités historiques les plus marquantes et les interprétations les plus délirantes sur le drame d'Oradour, qui n'occupe que 38 pages sur 298.

Dans sa "démonstration", Maysounave cite le massacre de Malmédy, ou plus précisément, l'affaire du carrefour de Baugnez (La Gleize) dans les Ardennes belges le 17 décembre 1944, où le groupe de combat du lieutenant-colonel SS Joachim Peiper aurait abattu "71" prisonniers de guerre américains. Il s'appuie sur les déclarations des accusés du procès de Malmédy s'étant déroulé à Dachau du 16 mai au 16 juillet 1946. Il oublie que presque tous les accusés ont retiré leurs "aveux" parce que des "méthodes coercitives" (brutalités et tortures) avaient été employées durant les interrogatoires pour obenir les dits "aveux" et que, suite à une enquête d'une commission du sénat américain, ce procès fut révisé. La commission découvrit aussi que les Belges avaient déclaré plus de meurtres que ceux commis en réalité. Une étude scrupuleuse, poussée et objective de Gerd J. Gust Cuppens ("Massacre à Malmédy ?, Ardennes: 17 décembre 1944, Le Kampfgruppe Peiper dans les Ardennes, Éditions Heimdal, 1989) démontre que sur les 84 noms inscrits sur le monument aux morts de La Gleize, une majorité est tombée lors de combats antérieurs au carrefour et que d'autres n'ont même pas trouvé la mort à Baugnez. Le nombre des victimes de la "bavure" *SS* déclenchée par la fuite de plusieurs prisonniers américains serait de une douzaine à une vingtaine. Peiper n'était de plus pas présent. Cela n'empêche pas Maysounave d'accuser en outre Peiper, un officier Waffen-SS, spécialiste des chars, d'avoir au procès de Dachau *"reconnu qu'il avait participé, au côté de Himmler, à la mise au point des chambres à gaz avec expérimentation sur les êtres vivants"*. C'est vraiment n'importe quoi et l'évidence d'aveux extorqués. Que Maysounave utilise ce genre de fausse affirmation communiste (due à Georges Arnaud et Roger Kahane dans "L'affaire Peiper: plus qu'un fait divers", Le livre de Poche, p. 104) pour justifier l'assassinat de Peiper en France dans la nuit du 13 au 14 juillet 1976 par des membres du P.C., éméchés et chauffés à blanc au moyen de semblables inepties, montre le niveau et l'objectivité du personnage.

Tous les documents allemands produits par Maysounave ont été recopiés dans d'autres livres, car Maysounave ne comprend pas l'allemand. Ainsi, l'ordre du jour de la "Das Reich" du 9 juin pour le 10 (p. 176 à 179) vient du livre de Delarue et comporte les mêmes fautes de traduction, ce qui rend le document inutilisable. De nombreux textes allemands sont pris dans l'ouvrage français de l'anglais Hastings et cités ainsi, sans que Maysounave ne prenne en compte que le contenu de ces documents est devenu très approximatif après une double traduction, de l'allemand à l'anglais, puis de celui-ci au français.

Relever les interprétations fallacieuses de Maysounave sur Oradour nécessiterait un livre entier. Tout est déformé dans un but unique, démonter que les SS détruisent le village pour assurer la sécurité de deux routes nationales vers le front normand (la N 174 en direction de Poitiers via Bellac et la N 141 vers Angoulême !), alors que la "Das Reich" reçoit son ordre de mouvement le 10 juin à 18 heures, au moment où l'incendie d'Oradour bat son plein. Maysounave fait passer les chars de la "Das Reich" par Limoges et Saint-Junien vers Angoulême, alors qu'ils se dirigeront des villes de Tulle et Brive, où ils se regroupent et stationnent, vers Périgueux, puis Angoulême et Poitiers...

La plus extraordinaire des "idées" de Maysounave est la cavale des SS dans les combles de l'église et du clocher d'Oradour. Pour Maysounave, deux jeunes *SS* apportent la caisse garnie de *"ficelles blanches"* qu'ils allument. On se demande d'ailleurs comment des ficelles font office de mèches. *"Au bout d'un instant, une <u>détonation</u> part de la caisse, d'où une fumée noire, âcre et piquante, se dégage, emplissant l'église"* (p. 225). *"Les cris et les clameurs se prolongeant à l'intérieur* [de l'église], *les SS réagissent. Ils tirent sur les fenêtres soit à l'aveuglette, soit à vue* [impossible !], *selon leur position au-*

tour du bâtiment" (p. 226). Dans la sacristie, *"ils tirent à travers le plancher"* et réussissent à tuer les personnes au-dessus !. On ignore pourquoi les SS, alors que, selon Maysounave, le clocher est intact, tirent de l'entrée sans pénétrer dans l'église pour abattre plus sûrement les gens. Puis les SS dynamitent l'église afin de faire effondrer le clocher pour *"interdire l'entrée ultérieure de l'édifice"* (p. 229). Les SS montent au clocher, y posent leurs charges et s'en vont. Explosion. L'oculus s'effondre, mais partiellement. Il faut bien que les SS puissent continuer à entrer dans l'église !. Les cloches sont toujours en place. Les SS regrimpent dans le clocher - dynamité - et y replacent cette fois-ci des charges incendiaires et en déposent aussi au-dessus du choeur dans les combles. L'incendie se déclare. La paille, les fagots, les bancs ou chaises, placés par les SS sur les corps des victimes, n'existent plus. Le feu permet d'obtenir l'effondrement du clocher et l'entrée de l'église est ainsi obstruée. Les pratiques des SS dans l'église d'Oradour sont aussi démentes que les affabulations de Maysounave...

Le seul point positif du travail obsessionnel de Maysounave est sa monographie avec carte des implations des maquis en haute-Vienne prouvant la présence de groupes F.T.P. et A.S. autour et à proximité immédiate d'Oradour.

Maysouvane a fait pratiquer sur un fragment de bronze provenant des cloches d'Oradour par le Centre de recherche interdisciplinaire d'archéologie analytique de l'université de Bordeaux III une étude au microscope électronique à balayage. L'analyse aux rayons X a permis de mettre en évidence des corps comme le phosphore et la cadmium. Le phosphore provient, selon Maysounave, de balles incendiaires allemandes et le cadmium, de balles perforantes incendiaires, projectiles tirés par les SS dans le clocher pour y mettre le feu, déjà mis par eux par des charges incendiaires !. Le bronze s'obtient par fusion du cuivre auquel on ajoute de l'étain et du zinc. Avant la coulée dans des moules en sable, on désoxyde la masse en fusion avec du phosphore ou mieux du cuprophosphore. Rien d'étonnant à ce qu'on retrouve du phosphore dans le bronze. Quant au cadmium, on le trouve dans des minerais comme les blendes ou les calamines où il accompagne le zinc. Trouver du cadmium dans du bronze est banal.

Après les livres de Beau et Gaubusseau, de Hastings et même le premier de Taege qui donne la version des anciens SS, on aurait pu croire que, de la confrontation, les ouvrages à venir apporteraient des réponses définitives au pourquoi d'Oradour. Les vieilles haines empêchent ce processus naturel. On assiste, au travers de Maysounave et de Reynouard (voir ci-dessous), aux derniers échos de la lutte à mort qui opposa communisme et nazisme. Il y a perversion de l'Histoire. D'un côté, on se crispe sur un passé qui doit rester intangible, mais que de nouveaux éléments modifient au fur et à mesure de leurs découvertes. Pour conserver ce passé immuable, on a recours à l'omission systématique, permettant de dénaturer les faits, et aux déformations les plus incroyables, pratiques délictueuses qu'on s'autorise avec une parfaite bonne conscience puisqu'il agit de "l'intérêt général". De l'autre, la méthode utilisée pour balayer l'histoire officielle repose sur l'hypercritique des témoignages, non pour reconstruire avec véracité un fait historique, mais afin de dévaloriser totalement les récits de certains participants et d'éliminer leur histoire mémorielle, souvent faillible. Le livre de Maysounave devrait frappé d'interdit comme celui de Reynouard l'est depuis le 2 septembre 1997.

22/ **<u>La mémoire</u> d'Oradour**, Récits publiés et photographies, Oradour-sur-Glane / Catalogue de l'exposition / 28 juin - 8 septembre 1996 [Rapport du 4 juillet 1944 sur "Le massacre d'Oradour-sur-Glane"].

Catalogue non de la "mémoire d'Oradour", mais d'une "exposition dossier" ouverte durant l'été 1996. Les photos reproduites n'apportent guère de nouveauté par rapport à celles déjà diffusées depuis cinquante ans. Dans la présentation de l'harmonie municipale du village avant-guerre et le commentaire d'accompagnement, est déclarée sans détour l'appartenance politique du "petit-village-soi-disant-maréchaliste-bien-tranquille", à gauche. De plus, parmi les premiers récits publiés du drame d'Oradour, le rapport qu'en fit le 4 juillet 1944 un commissaire des Renseignements généraux du régime de Vichy est exceptionnel. Pour la première fois, est clairement indiqué que les massacres dans l'église et dans les granges furent concomittants - ce que toutes les publications depuis la guerre ont nié - et provoqués par une détonation. Autre document de grande valeur, le récit complet de M. Pallier, ingénieur, publié dans "Les Lettres Françaises" du 1er août 1944, donnant des renseignements exacts sur les faits à la périphérie du village de 19 à 22 heures et avançant, d'après les premiers dires de Mathieu Borie, une version autre que l'officielle sur le rassemblement du

champ de foire. M. Pallier ne sera pas interrogé ultérieurement et encore moins cité à comparaître au procès de Bordeaux. Il avait perdu dans la tragédie sa femme et ses deux enfants, mais n'habitait pas Oradour. Son témoignage, venant d'un scientifique et donc de poids, aurait dérangé. Ce catalogue à lui seul remet en cause l'histoire officielle - élaborée par MM. Pauchou et Masfrand - imposée aux visiteurs des ruines du village martyr depuis cinquante ans.

23/ Reynouard Vincent (Collectif de libres chercheurs animé par), **Le massacre d'Oradour, Un demi-siècle de mise en scène**, VHO - ANEC, février 1997.

Livre dû à un collectif de libres chercheurs - cinq à six - animé par Vincent Reynouard, professeur de mathématiques et radié récemment de l'enseignement public à cause en particulier de ce livre et en général de son "révisionnisme à visage ouvert". Ce travail énorme réprésente sept ans d'enquêtes fouillées et approfondies. Tous les éléments du drame d'Oradour sont passés au crible. Quelles que soient les critiques formulées contre cet ouvrage catalogué "non conformiste", personne pour l'instant n'a fait mieux dans la recherche historique fondamentale. Sans ce travail, aucune résolution des zones d'ombre couvrant presque toutes les phases des évènements d'Oradour n'est possible. L'apport essentiel de ce livre tient à la publication pour la première fois des dépositions et audiences du procès de Bordeaux, non rapportées au travers de filtres journalistiques souvent orientés, mais *in extenso*. Le livre, imprimé en Belgique, est interdit en France par un arrêté du Ministère de l'intérieur daté du 2 septembre 1997 *"de part son contenu qui constitue une provocation à l'égard des résistants et des familles des victimes des crimes de guerre nazis commis à Oradour-sur-Glame, fait courir un risque de trouble à l'ordre public"*. Mais, malgré des conclusions qui déchargent systématiquement Diekmann et ses SS, il reste l'ouvrage majeur et incontournable de ces cinquante dernières années sur Oradour.

Les travaux de Maysounave et de Reynouard, malgré leur dangereux parti pris, se fondent sur un point désormais acquis: l'explosion du clocher. Chacun l'intègre dans sa propre explication du drame, en explorant une des pistes historiques que ce fait ouvre et qui se réduisent à trois. Maysounave avance que les auteurs en sont les SS. Reynouard en accuse des résistants piégés dans l'église au moment de l'arrivée des SS à Oradour. Leurs développements argumentaires se heurtent à des impossibilités flangrantes. Maysounave fait monter et descendre plusieurs fois les SS dans un clocher où, selon leurs interrogatoires d'après la guerre et le récit de Mme Rouffanche, ils ne mirent jamais les pieds. La démonstration de Reynouard aboutit à ce que, le dimanche en matinée, SS et résistants prirent ensemble le petit-déjeuner sur la place bordant l'église. Ces invraisemblances annihilent leurs postulats initiaux. Si l'explosion n'est due ni aux SS, ni aux résistants, il ne reste au chercheur que la troisième et ultime possibilité: les personnes dans l'église. En excluant les femmes qui en majorité prient, les deux prêtres absorbés par leur mission de réconfort, les écolières toujours surveillées par leurs institutrices, ne reste comme élément incontrôlé et incontrôlable que les écoliers de douze à quatorze ans dont les maîtres sont demeurés sur le champ de foire. La mise à feu accidentelle d'explosifs ne peut provenir que d'eux.

24/ France 3, "La Marche du siècle" du 24 septembre 1997, "La France de Vichy".

En introduction à ce documentaire filmé sur le régime de Pétain dénonçant la persécution des Juifs, escamotant les causes pour ne retenir que les effets, télescopant allégrement les dates et ne distinguant pas les Juifs apatrides et étrangers des Juifs français, est présenté essentiellement en réponse au livre de Reynouard, dont l'existence n'est surtout pas mentionnée, le témoignage de Mme Jacqueline Pinède, une Juive survivante d'Oradour-sur-Glane, et dont les dires sont particulièrement clairs et précis malgré un éloignement de cinquante ans.

Il s'agit d'une des deux filles de M. Robert Pinède, industriel-tanneur de Bayonne avant la guerre, né le 25 juillet 1899 à Oloron-Sainte-Marie (Basses Pyrénées), marié avec Carmen Silva, née le 7 août 1907 à Bilbao (Espagne) et ayant trois enfants, deux filles et un garçon, malheureusement mongolien. Suite à l'aryanisation de son entreprise de Bayonne, M. Pinède, sa femme et ses trois enfants, accompagnés d'une de leurs grand-mères, se réfugient à l'été 1943 à Oradour-sur-Glane où l'industriel a loué deux maisons, en haut du bourg, le long de la rue principale, et face à face. La première, dont le propriétaire est le

coiffeur, M. Valentin, sert de domicile officiel et voisine la remise Beau, où les SS trouvèrent de l'essence pour leurs véhicules, et la seconde, de refuge pour la nuit aux trois enfants en cas de mauvaise surprise.

Dans l'après-midi du 10 juin 1944, des SS viennent chercher M. et Mme Pinède afin de les conduire sur le champ de foire pour le contrôle des identités. Avant d'ouvrir, M. Pinède cache ses trois enfants dans une niche sous l'escalier en ciment de la maison "officielle", niche se trouvant à l'opposé de la rue principale et donnant directement sur la remise Beau.

Sur le champ de foire, M. Pinède glisse dans le sac à main de sa femme ses papiers, telle sa carte de rationnement mentionnant qu'il est Juif, mais conserve sa carte d'identité ne comportant pas - semble-t-il - cette indication. Mme Pinède et la grand-mère suivent le flot des femmes à l'église et y subirent le sort qu'on connait. Le sac sera retrouvé sur le maître-autel, partiellement brûlé et contenant toujours les papiers d'identité de M. et Mme Pinède. Leur fille Jacqueline produit le sac à main et les papiers partiellement brûlés lors de l'émission de télévision.

M. Pinède possède sa carte d'identité lors du contrôle des hommes sur le champ de foire. Mais, la présente-t-il aux officiers SS ou déclare-t-il l'avoir oubliée ?. Est-t-il reconnu comme Juif par les SS ?. M. Pinède se trouve devant un choix dramatique car, quelque soit l'attitude qu'il adopte, il sera remarqué par les SS, soit comme sans papiers, soit comme étranger au village, et dans les deux cas, suspecté. Il est certain qu'il est désigné comme otage. Les restes de son corps seront retrouvés par sa fille Jacqueline dans les ruines de la remise Beaulieu, huit jours après le drame, et identifié par elle grâce à un trousseau de clés et sa montre.

Les trois enfants sortent de leur cachette au milieu de l'incendie et se retrouvent nez à nez avec trois SS probablement en train de transporter les bidons d'essence de la remise Beau vers un ou des véhicules à côté de la poste. Les trois SS laissent les trois enfants partir. Le récit de cette incroyable évasion du village a déjà été publié de nombreuses fois, mais le salut ne venait que d'un seul SS et non de trois.
